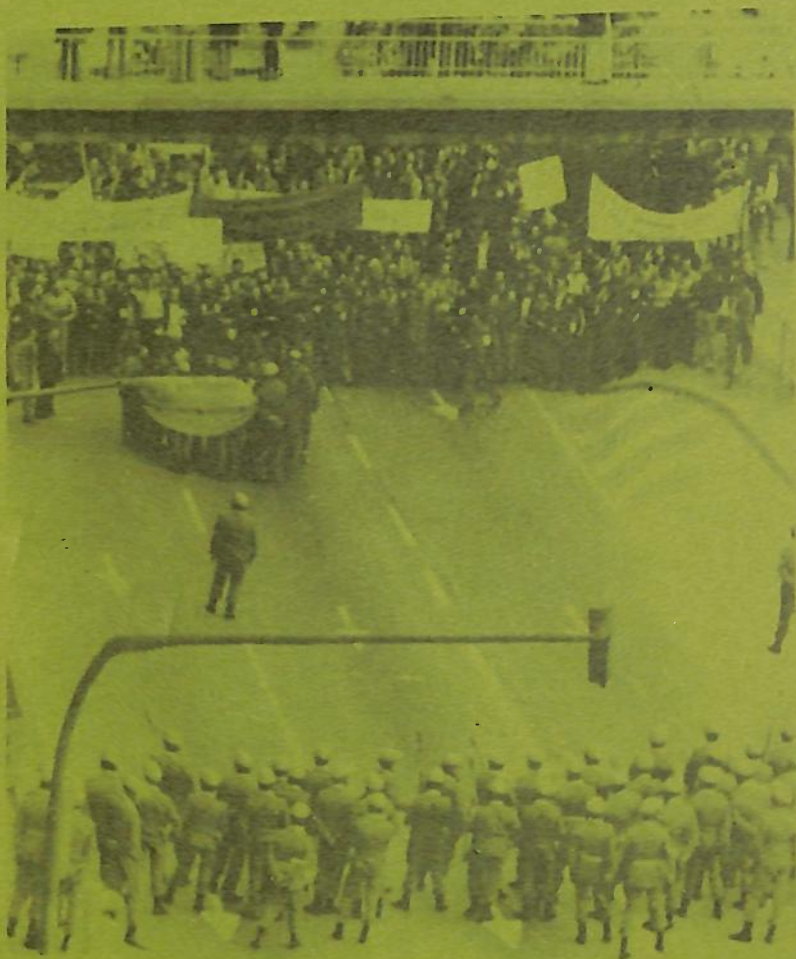


Cajo BRENDEL

Henri SIMON

De l'anti-franquisme  
à l'après franquisme :

## ILLUSIONS POLITIQUES ET LUTTE DE CLASSE



Échanges et Mouvement

## Avant-propos

Les recherches patientes et les analyses lucides de Cajo Brendel ont aidé à constituer l'ossature du présent texte, dont certains passages sont la traduction directe des derniers chapitres de son livre "Révolution et contre révolution en Espagne" (en hollandais).

Sans les discussions autour d'un projet avec les camarades d'Échanges et Mouvement de Paris, sans les critiques amicales de Jorge, Paco et Chazé, sans l'apport d'informations et de trop brèves discussions de camarades de Barcelone, sans l'aide de Marc et Montse de Barcelone, de Maria de Madrid et d'Anneke de Hollande, ce projet n'aurait pu être ce qu'il est devenu : une discussion autour de faits précis - discussion trop limitée autour de faits insuffisamment développés - cela faute de place.

On trouvera sans doute beaucoup de lacunes et d'erreurs. Les critiques et les rectifications ne pourront qu'aider à essayer de mieux comprendre ce qu'est la lutte de classe aujourd'hui en Espagne ; ce qui est le propos même de ce travail.

**Henri Simon** - mars 1979.

## RÉFLEXIONS SUR L'ESPAGNE

Un paradoxe marque l'histoire des 50 dernières années en Espagne. Derrière les Pyrénées, la révolution et la contre-révolution se sont succédées tour à tour, mais d'une façon bien singulière. La révolution n'avait pu toucher aux conditions sociales qu'elle aurait dû révolutionner. La contre-révolution triomphante s'est trouvée contrainte de révolutionner en partie l'état de choses que sa raison d'être était de préserver. Nous parlerons plus loin en détail de ce phénomène spécifique à l'Espagne : il a largement contribué à entretenir une mystification politique et sociale. Tous ceux qui, organisations ou individus, dans un camp comme dans l'autre, occupaient le devant de la scène, n'avaient que trop souvent des illusions sur leurs propres actes et sur leurs propres buts. Ils se trompaient d'abord eux-mêmes, mais dans leur sillage, ils en égaraient bien d'autres. Les exemples sont légion jusqu'aux jours d'aujourd'hui. Les traditions d'un passé qui recule dans le temps laissent toujours leurs empreintes dans le présent.

Il y a quelques années seulement, Florentino Monroy, celui que Buenaventura Durruti désignait comme son "premier ami d'enfance" déclarait à propos des luttes d'alors en Espagne : "C'est le même combat que celui de notre jeunesse". Même encore aujourd'hui, c'est une opinion qui est sans doute partagée par beaucoup. Nous pensons qu'il se trompait doublement. Il n'avait pas compris ce qui se passait jadis et il ne comprenait pas davantage ce qui se passait au moment où il parlait. Il était doublement victime de cette mystification dont nous venons de parler.

Emilienne Morin, veuve de Durruti, avait une position bien plus nuancée et beaucoup plus réaliste : "...Oui, bien sûr, ils sont parfaitement organisés les émigrés espagnols. Chaque mois, ils paient leurs cotisations. Leur journal, celui des anarchistes paraît toujours. Moi, je voudrais bien croire tout ce qui est écrit, mais certaines idées me semblent simplistes, tellement naïves. Ce sont peut-être des paroles dures, mais je dis ce que je pense : je ne peux pas les suivre. La plupart d'entre eux s'imaginent que, le moment venu, il leur suffira de rentrer en Espagne pour recommencer tout, là où ils se sont arrêtés en

1936. On ne peut pas faire deux fois la même révolution”.

“La même révolution”, cela veut dire celle qui a éclaté dans les années 30 avec l'avènement de la République bourgeoise chassant la monarchie féodale. Cela veut dire aussi celle des années 36 à 39. Sans doute, dans le soulèvement essentiellement ouvrier de juillet 36 contre le coup d'État des féodaux monarchistes, y avait-il des tendances vers une révolution ouvrière. Cette “révolution dans la révolution” joua un rôle capital dans la survie de la République lâchée par “ses” militaires. C'est cette révolution ouvrière qui imposa à la République bourgeoise ses formes radicales ; mais en dépit des collectivisations et des acquis ouvriers, les bornes de la société capitaliste et bourgeoise ne furent jamais dépassées. Dans l'Espagne “républicaine”, “collectivée” dans un espace géographique et économique restreint, le travail salarié ne fut jamais éliminé. Pas plus que dans la Russie des Soviets. Les affrontements de mai 1937 à Barcelone consacrèrent la victoire de la contre-révolution bourgeoise. Cette défaite de la révolution ouvrière était déjà inscrite dans la confusion de l'immense majorité de ceux pour qui la “révolution” s'incarnait d'abord dans la défense de la république bourgeoise contre l'attaque des féodaux. Ces derniers - et l'ordre du passé - devaient une fois de plus triompher, déracinant du même coup les vestiges tenaces de la révolution ouvrière et l'ordre républicain de la bourgeoisie : la même répression qui les frappait alors en même temps les uns et les autres ne pouvait que perpétuer et développer les illusions dont nous avons parlé.

Parlant de la monarchie, Michel del Castillo écrit que : “l'unification française s'accompagna d'une transformation socio-économique... C'est le contraire qui s'est produit en Espagne. L'unification a signifié le rétrécissement, l'abaissement, l'abrutissement... la destruction de tout ce qui amorçait l'évolution bourgeoise... Du 15ème siècle à 1788, l'Espagne a perdu la moitié de sa population à un moment où la bourgeoisie occidentale prenait son essor...” (1). La transformation capitaliste et bourgeoise finit pourtant par s'amorcer au 19ème siècle. Après une période d'agitation, une république fédérale démocratique vit même le jour en février 1873 : une république éphémère. La bourgeoisie trop faible ne pouvait (et ne voulait) pas imposer la réforme agraire, créer une armée populaire, détruire la puissance temporelle de l'Église, donner aux communes une certaine autonomie. L'écrasement de l'insurrection de la petite bourgeoisie alliée aux masses paysannes du Sud

ouvrait la porte à la restauration de la monarchie par l'armée (un rôle que l'armée jouera de nouveau plus tard et que l'on peut comparer à celui que les armées jouent dans les conflits bourgeoisie - féodalité ou dans les conflits néo-bourgeoisie - masses paysannes ou ouvrières dans les pays sous-développés ou en Chine). Cette même révolution bourgeoise avortée recommençait, reculait pied à pied, ralentissait de nouveau, s'arrêtait à mi-chemin et finalement restait encore inachevée. C'était encore bien visible après la chute de la dictature militaire de Primo de Riveira en janvier 1930 et la proclamation de la République le 14 avril 1931. Pas plus que celle qui l'avait précédée, cette République n'était capable de détruire les piliers de la société féodale qui n'en finissait pas de survivre. Tous les efforts démesurés des paysans et des ouvriers, dans des alternatives d'actions violentes et de répressions féroces, ne parvenaient pas à donner à une bourgeoisie apeurée la force de s'imposer à des ennemis encore trop puissants.

Dans les autres États, cette révolution bourgeoise avait parcouru la même route. L'Angleterre avait vu deux révolutions bourgeoises au cours du 17ème siècle et une demi-révolution au cours du 19ème siècle avant que le capitalisme n'y trouve sa forme définitive. La France avait, en un peu plus d'un demi-siècle, passé à travers trois révolutions politiques et démocratiques. De même en Russie où la Révolution de 1905 - écrasée - renaît en février 1917 pour trouver sa voie en octobre. Tout cela s'explique par le fait qu'une telle révolution bourgeoise reste à l'ordre du jour tant que la société industrielle moderne n'a pas complètement remplacé les relations de production antérieures.

Comme le soulignait Joaquim Maurin en 1937 : “L'Europe avait traversé la phase historique de la prospérité capitaliste que l'Espagne se trouvait encore enchaînée par les survivances du féodalisme” (2). La stagnation politique répondait à la stagnation économique et sociale de l'Espagne ; le déblocage de l'une entraînait le déblocage de l'autre. Une seule réforme politique était éphémère si le statu quo économique et social était maintenu. Une transformation économique et sociale bouleversait finalement l'ordre politique et social le plus conservateur. De ce point de vue, la réalité historique semblait contredire l'observation d'Emilienne Morin que nous avons rapportée : la même révolution qu'en 1873 ou en 1936 restait à l'ordre du jour à la mort de Franco en 1975 et partiellement encore maintenant. Mais l'observation d'Emilienne



Morin était très juste lorsqu'elle constatait que ce qui était passé était bien passé. Ce qui existe actuellement en Espagne est une autre situation avec d'autres tendances que celles que l'on pouvait voir sous la deuxième république (née en 1931 et défendue par le soulèvement ouvrier de 1936). C'est vrai que la révolution bourgeoise et démocratique n'a pas encore trouvé son complet achèvement politique. C'est tout aussi vrai que le flirt de façade du roi Juan Carlos et de son premier ministre Suarez avec les libertés civiles garanties par une Constitution et la démocratie bourgeoise des partis représente peu de choses. Pourtant, le franquisme a modifié les relations économiques de telle façon qu'une répétition des années 30 est devenue impossible. Les travailleurs espagnols ne joueront plus le rôle de troupes d'assaut de la bourgeoisie comme ils l'ont fait à la veille et pendant la guerre civile (3).

Le néo-franquisme restreint les possibilités de la fraction de la bourgeoisie qui représente les intérêts du capitalisme moderne tout autant que le franquisme classique. Cela est clair lorsqu'on voit comment le programme électoral de l'Union du Centre Démocratique s'adresse aux petits entrepreneurs ou bien comment Suarez lui-même, avec son passé "bleu" représente l'esprit du Movimiento (4). Inutile de dire que l'oppression et l'exploitation des ouvriers n'ont pas été réduites. Et, pourtant, il n'y a plus un intérêt commun, ni même des routes parallèles entre l'opposition politique des uns et la lutte sociale des autres. Leurs conflits respectifs avec l'ordre existant et le pouvoir ont des caractères tout à fait différents.

La réalisation d'une société telle que la souhaiterait la grande bourgeoisie traditionnelle est freinée par tout ce qui reste et qui n'est pas encore balayé de l'Espagne franquiste, aristocrate, phalangiste et militaire, malgré les réformes entreprises au goutte à goutte. La démocratie selon les traditions bourgeoises avec la liberté de pensée, de parole et de vote reste pour elle une certaine forme d'idéal ; sans cette démocratie qui autorise l'expression et la "contestation" idéaliste, elle ne peut respirer spirituellement. C'est ce qu'exprimait un des représentants intellectuels de cette bourgeoisie, l'écrivain Fernando Arrabal, dans sa "Lettre au Général Franco" (5). Il y parle du peintre Picasso victime d'une conspiration du silence, du poète Marcos Ana maintenu 24 ans en prison parce qu'il avait des opinions hostiles au régime. Il y parle aussi de la censure qui bride la presse et les beaux-arts. C'est ce qu'exprimait aussi, d'une façon encore plus directe Michel del Castillo

en parlant de sa jeunesse bourgeoise : "Lire les auteurs français, afficher mon admiration pour les figures de la Révolution, proclamer mon attachement aux valeurs incarnées par la France universaliste de 1792, c'était aussi une manière de m'opposer à la bigoterie, au sectarisme, au fanatisme dont je souffrais alors vivement" (6).

Mais dans ses efforts pour tenter d'approcher de cette démocratie à sa convenance, la grande bourgeoisie manifeste encore les mêmes hésitations que dans le passé. C'est que, sous le franquisme, la lutte du prolétariat s'est développée sous la forme d'une attaque directe au pouvoir politique et social. Les limites de la démocratie, ce sont celles que la bourgeoisie impose elle-même lorsque la source de sa richesse et de son pouvoir est tant soit peu menacée. Elle souhaiterait bien voir venir la démocratie qui correspond à son idéal et permettrait, du moins l'espère-t-elle, de canaliser les luttes ouvrières. Mais en même temps, la bourgeoisie espagnole n'est pas mécontente de trouver dans l'après franquisme et ses structures inadéquates mais expéditives dans la répression, une garantie contre les inquiétudes que lui donnent les menaces conjuguées de la crise et de la lutte de classe.

Les poèmes d'Ana, les peintures de Picasso, la musique ou la littérature, espagnole ou basque ou catalane ne concernent guère les travailleurs. S'ils agissent ce n'est pas pour protester contre une vie sans valeur culturelle mais pour conquérir ou bien défendre ce qui est essentiel à leur vie en tant que telle dans un certain contexte économique et social. Ils luttent contre une situation qui résulte de leur exploitation économique et qui la conditionne en même temps.

En Espagne, avant la première république bourgeoise de 1873, sous la longue période de restauration de la monarchie qui lui succéda, les ouvriers agricoles luttèrent contre l'Église catholique : celle-ci, en tant que propriétaire foncier était leur ennemi direct (7). Lorsque le prolétariat urbain fait la même chose, c'est parce qu'il regarde le clergé comme une clique parasitaire dont les richesses contrastent violemment avec sa propre misère quotidienne ; pour une partie d'entre eux, récemment émigrés des campagnes, cette lutte contre l'Église à la ville est le prolongement de leur lutte antérieure d'ouvriers agricoles contre l'Église propriétaire foncier. Mais si elle contient la violence, elle ne s'applique déjà plus directement à un ennemi de classe. Dans la même période, il y a un conflit entre

la bourgeoisie et le clergé, mais c'est un conflit de caractère différent : le dogme catholique gêne le développement de la science, développement qui est indispensable à la croissance des forces productives. Dans leur lutte contre l'Église les paysans, les ouvriers et les bourgeois ont des points de départ différents. Néanmoins, la lutte des uns favorise celle des autres. La résistance bourgeoise à l'Église ne peut pas être forte parce que la bourgeoisie primitive conserve des liens étroits avec l'ordre féodal : l'anticléricalisme ouvrier épaula les intérêts bourgeois. La lutte ouvrière contre cette même bourgeoisie connaît des problèmes identiques car la production capitaliste emprunte encore des formes féodales. Les ouvriers n'ont pas en face d'eux un capitalisme adulte, mais un capitalisme imparfait. L'ordre qui leur barre la route est le même que celui qui empêche le capitalisme de développer ses ailes. Cette situation détermine la structure du mouvement ouvrier espagnol autant que le contenu de son combat. Ce mouvement surgit des intérêts matériels des travailleurs, mais il coïncide longtemps avec la lutte de la bourgeoisie pour l'instauration d'un capitalisme moderne. Cette coïncidence de la lutte du mouvement ouvrier et de celle de la bourgeoisie subsiste en Espagne beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Un des aspects particuliers de cette situation est le soutien apporté par le mouvement ouvrier aux bourgeoisies locales à travers les nationalismes régionaux. Ces bourgeoisies locales ne peuvent valablement s'opposer au pouvoir central (monarchie ou dictature) appuyé sur les structures féodales de l'aristocratie foncière et de l'Église, qu'en cherchant dans le séparatisme ou l'autonomie à affirmer leur pouvoir dans un espace géographique restreint. Même dans l'Espagne de 1979, dans des structures économiques très différentes, des vestiges de cette "autonomie" régionale peuvent encore marquer le mouvement de lutte qui pourtant, fondamentalement suit une toute autre voie.

L'Espagne éludera la guerre de 1914 qui aurait précipité certainement l'affrontement entre la bourgeoisie soutenue par les ouvriers et l'ordre féodal. Le contrecoup de la crise de 1930 entraînera la seconde République de 1932, la guerre civile de 36-39 et le retour brutal à des conditions du début du capitalisme, l'élimination physique de la fraction la plus avancée du prolétariat, l'asujettissement total et totalitaire des bourgeoisies régionales à l'aristocratie foncière et à ses piliers, l'armée et l'Église. L'Espagne éludera encore la seconde guerre mondiale dont les incertitudes peuvent entraîner la chute du

régime s'il s'engage trop dans l'un des camps. En 1945, l'Espagne se trouve pratiquement au même point qu'avant la guerre de 1914 avec le même niveau de développement économique, les mêmes relations de pouvoir et les mêmes problèmes pour la bourgeoisie nationale.

Dans l'Espagne de 1979, ces choses ont bien changé. Les investissements étrangers, américains surtout, ont fait s'épanouir à partir des années 50 un capitalisme moderne. La conséquence en a été le développement dans toute l'Espagne (et non plus dans quelques régions) d'un prolétariat moderne, tout nouveau par son importance, par le type d'industries et par les techniques en œuvre. La vie de ces ouvriers est dominée d'abord par l'opposition entre travail salarié et capital. En regard de ce problème fondamental, leurs oppositions avec le franquisme ou le néo-franquisme sont des choses reléguées au second plan. En 1931, L. Nicolas pouvait écrire à propos de l'ouvrier espagnol : "L'Espagnol parle avec abondance et très librement semble-t-il, mais au moment où l'on croit commencer à comprendre l'enchaînement de ses idées, il vous sert un argument inattendu, renversant complètement vos déductions ; il y aura d'ailleurs toujours un repli de la pensée, une formule à double sens qui permettra de justifier ce retour en arrière ; cela permet d'assister aux accouplements de tendances les plus disparates que l'on puisse imaginer... socialistes défendant les couvents contre les prolétaires... anarchistes pour qui démocratie et Anarchie se confondent, syndicalistes parlant avec emphase des libertés de la Catalogne et tant d'autres choses qui au premier moment vous ébahissent. Après, on s'habitue..." (8). Personne ne tiendrait plus ce propos dans l'Espagne de 1979.

C'est vrai que l'on voit chaque jour la classe ouvrière espagnole persécutée par la police et autres gardiens de l'ordre qui lui réservent une violence plus brutale que contre les autres catégories sociales. Et pour cause. Cela ne doit pas masquer le fait que le conflit entre les ouvriers et le pouvoir politique présente un caractère indirect à l'opposé du conflit entre le pouvoir politique, les intellectuels ou la bourgeoisie qui est un conflit direct. Les ouvriers ne luttent pas d'abord contre l'opposition politique du régime : en premier lieu, ils résistent à leur exploitation économique par le capital.

L'action ouvrière n'a rien à voir avec tout ce que décrit Arrabal dans sa lettre à Franco. Arrabal dit que l'on est "forcé

de cacher ses idées ou ses idéaux les plus sincères et les plus nobles, que l'on est contraint de montrer ouvertement de la sympathie pour le franquisme et la foi catholique si l'on veut terminer ses études. Pourtant, en Espagne comme ailleurs, les ouvriers n'ont guère la possibilité de faire des études. Et la réalité brutale qui les entoure, dès leur enfance, n'est guère propice à la naissance d'un "idéal". Leurs actions résultent de leurs conditions de vie, de leurs conditions de travail, du fait que toute augmentation de salaire, à peine acquise est annulée par l'inflation, du fait que toute "liberté" gagnée dans l'entreprise par un nouveau rapport de force à la suite d'une lutte est aussitôt attaquée, réprimée, tournée et tout autant annulée.

Les ouvriers espagnols ne parlent plus comme autrefois des caciques, c'est-à-dire des chefs locaux qui, jusqu'à une période avancée du 20ème siècle régnèrent en féodaux dans les villages. Ils ne parlent pas plus de l'arrogance des curés (9). Ils parlent de la vie chère, du rythme de la chaîne, de la classification des postes, des caprices du contremaître, en un mot, des désavantages du régime de leur boîte. C'est particulièrement net dans les conflits des années 70, à un moment où la fin du franquisme aurait pu faire passer au premier plan des revendications "politiques" ; par exemple, dans la grève de Roca (dont nous parlerons plus loin en détail) considérée à juste titre comme exemplaire par sa pratique affirmée de démocratie ouvrière directe, la plate forme revendicative établie par la base contient d'abord une liste impressionnante de "revendications de boîte" ; l'affrontement "politique" surgit de la volonté déterminée d'obtenir satisfaction par ses propres moyens et hors des organes de médiation et de répression. Les ouvriers ne veulent pas conquérir la liberté politique. Au contraire, ils combattent les conséquences de cette liberté - qui est celle de leur exploitation - et, qu'ils le veuillent ou non, ils vont au delà. Dans les années 70, la classe ouvrière et la bourgeoisie ne suivent plus des routes parallèles : il n'y aura plus en Espagne de révolution bourgeoise faite par les travailleurs. Depuis les années 50, l'Espagne a connu un important développement économique (9). Le paysage social, la mentalité d'une partie des classes dirigeantes, l'industrie, l'agriculture sont différents. Le prolétariat agricole, si important dans les années 30, est en voie de disparition. Cela veut dire qu'en Espagne, les conflits sociaux se situent et se déroulent pour une bonne part d'une toute autre manière qu'autrefois. En 1930, l'Espagne était une société agricole à structures semi-féodales avec deux îlots industriels distincts : la Catalogne et la

région Nord - Pays Basque et Asturies. En 1979, la société espagnole est devenue dans une grande mesure une société industrielle et elle le devient de plus en plus. Cela veut dire que de plus en plus, les conflits qui apparaissent sont ceux d'une société moderne et non ceux d'une société archaïque sous-développée.

Dans son ouvrage déjà cité, Joaquim Maurin écrit : "La bourgeoisie espagnole a été incapable d'accomplir sa révolution... Mais, en marge de la bourgeoisie elle-même se manifestait avec une force de plus en plus grande et surtout depuis le début du 20ème siècle une nouvelle classe sociale, le prolétariat... Au moment où le prolétariat allait entrer en action, la bourgeoisie prit la direction du mouvement en assurant qu'elle était prête enfin à la révolution" (10). Ces lignes écrites en 1937 illustrent bien l'idée que le prolétariat, par son action n'était qu'une force poussant la bourgeoisie à faire "sa" révolution : mais le poids des forces de la société semi-féodale et les hésitations de la bourgeoisie (conséquences de sa faiblesse) lui ôtèrent pour des années la possibilité de faire "sa" révolution. Michel del Castillo peut écrire : "Le fascisme espagnol a été détruit par Franco... Il fut d'abord un militaire formaliste et loyal, fidèle à l'État quel qu'il fut... Il ne demanda qu'à rester fidèle à la République pourvu que la République se montre fidèle à l'Espagne. Quelle Espagne... Une Espagne immobile où rien ne changerait jamais... La victoire de Franco fut la victoire d'une moitié de l'Espagne sur l'autre... Franco a laissé les forces sociales jouer leur jeu, s'affirmer les unes contre les autres..." (11). C'est précisément le libre jeu des forces économiques et sociales qui dans une Espagne voulue comme immobile va bouleverser le contenu fondamental : derrière les superstructures apparemment immuables, la révolution bourgeoise va s'accomplir. Il y a quelques années, un sociologue espagnol Angel Berna Quintana constatait : "Nous sommes passés rapidement d'une société précapitaliste à une société néo-capitaliste, mais l'État n'a pas suivi ce développement" (12). Il soulignait ainsi de façon très précise, les causes profondes de ce qui se passe aujourd'hui en Espagne.

(1) Michel del Castillo, *Le sortilège espagnol*, Julliard, p 22 et 54.

(2) Joaquim Maurin, *Révolution et contre révolution en Espagne*, Rieder, 1937, p 287.

(3) Certains camarades pensent que ce n'est pas absolument certain. Le soutien des travailleurs au séparatisme, notamment au Pays Basque peut témoigner effectivement de la survivance de liens avec les intérêts de fraction de la bourgeoisie régionale. Mais nous pensons que l'expérience actuelle de la démocratie bourgeoise et des partis politiques que subissent actuellement les travailleurs espagnols excluent toutes les ambiguïtés passées s'il se produit une lutte ouverte contre des forces réactionnaires. Plus l'Espagne évolue sous la domination du capital, plus le combat ouvrier pour une démocratie bourgeoise devient un vestige purement formel derrière lequel les travailleurs mettent un contenu tout différent et qui n'appartient qu'à eux.

(4) Le *Movimiento*, c'est le mouvement d'insurrection de l'armée contre la République ; la Phalange en était un des éléments avec le bleu comme couleur symbolique (chemises bleues).

(5) Fernando Arrabal, *Lettre au Général Franco*.

(6) Michel del Castillo, ouvrage cité, p 13.

(7) On ne peut que souligner le lien entre l'anarchisme espagnol de cette époque et la lutte des travailleurs agricoles dans le Sud ainsi que leur rôle dans tout un mouvement d'éducation et de révolte autour des enseignants et des Athénées républicains (en 1881, la Fédération régionale espagnole de l'Internationale comptait 50.000 affiliés dont 30.000 en Andalousie). On peut aussi souligner le transfert des andalous et de leurs luttes dans l'émigration intérieure vers la Catalogne où des villages entiers avec leurs structures transposent dans la ville les rapports sociaux antérieurs jusqu'à leur intégration dans la masse des prolétaires. L'Espagne fédérale de 1873, l'Espagne anarchiste de 1931, et celle du Front Populaire de 1936 recouvrent à peu près les mêmes régions, celle de 1936 additionnant les régions socialistes et anarchistes.

(8) L. Nicolas, *A travers les révolutions espagnoles*, Poche Belfond.

(9) Nous reviendrons sur la transformation de l'Église, reflet de la transformation sociale, formant des cadres technocrates d'un côté avec l'Opus Dei, etc..., formant des militants ouvriers de l'autre et soutenant ouvertement les luttes ouvrières. La classe ouvrière espagnole des années 70 ne brûle plus les églises mais trouve tout naturel de s'y réunir et d'y chercher une

protection contre la police du régime. L'attachement ou l'hostilité à l'Église sont moins fortes que jamais, exprimant en cela que l'Église n'est plus la puissance temporelle et spirituelle du début du siècle. L'effondrement de la pratique religieuse après la fin du franquisme exprime aussi cette réalité.

(10) Joaquim Maurin, ouvrage cité, p 11 et 12.

(11) Michel del Castillo, ouvrage cité, p. 96.

(12) *Le Monde* 5-12-1974. A la situation ainsi décrite correspondront, nous le verrons, deux étapes : celle du néo-capitalisme sans transformation essentielle de l'État où domine l'Opus Dei (période franquiste) et celle du néo-capitalisme avec progression vers une transformation de l'État où domine l'ACNP (période post franquiste actuelle).

## L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ESPAGNE JUSQU'EN 1939

Du début du 20ème siècle jusqu'à la chute de la monarchie en 1931, l'Espagne garde tous les traits d'un ancien régime qui n'a jamais complètement disparu. Même jusqu'en 1950, l'Espagne pouvait être considérée comme un pays fondamentalement agricole. Jusqu'à cette année là, le nombre des actifs agricoles avait continué à augmenter bien que diminuant relativement : 5,3 millions représentant 48,3 % du total des actifs contre 60 % en 1920 et 70 % en 1900 (1). Le plus souvent, le paysan ne possède pas les parcelles qu'il exploite (en 1920, 1 % des propriétaires possèdent autant de terres que tous les autres réunis et sur 11 millions d'actifs, il y a 2,5 millions d'ouvriers agricoles et 2 millions de métayers et de petits propriétaires). Le plus souvent, le paysan même s'il possède un lopin, est un "colon" pour ses autres parcelles, tenu en cette qualité de payer au propriétaire une redevance annuelle en nature. Les baux emphytéotiques (2) ont subsisté en grand nombre en Espagne de cette époque, avec des caractères analogues à ceux qui existaient en France avant la Révolution de 1789. Le fermier se trouve dans la dépendance complète de son propriétaire qui va jusqu'à l'obliger à renoncer à ses croyances, à ses opinions, à sa personnalité. La tyrannie de ces caciques de village va jusqu'à obliger les colons à leur demander l'autorisation de marier leurs enfants sous peine de se voir expulsés de leurs champs. Lorsque le droit de vote est établi, il peut contraindre ses "fermiers" à voter pour qui lui plaît.

En 1930, en regard des 4 millions de "prolétaires agricoles", il y a plus d'un million d'artisans qui, tout autant qu'eux sont sous la coupe des 2 millions d'individus catalogués "classe moyenne aisée" (la bourgeoisie grande, moyenne et petite) et de 50.000 féodaux maintenant leur domination grâce à un million de parasites divers (armée, police, fonctionnaires, église...). Il n'y a que deux millions et demi d'ouvriers et de mineurs (3). Et encore, ces ouvriers sont concentrés dans les deux seules zones industrielles de Catalogne et du Pays Basque. Il s'agit pour une bonne part d'industries extractives travaillant pour l'exportation (minerai de fer ou métaux non

ferreux) ou correspondant à un capitalisme à ses débuts (textile, sidérurgie). En 1930 comme en 1900, l'Espagne doit importer une bonne partie de ses produits manufacturés contre l'exportation de produits agricoles ou miniers. La question sociale en Espagne est avant tout une question agraire.

Même après la première guerre mondiale, l'Espagne est un pays arriéré et démodé, pillé sans vergogne par sa noblesse et son clergé, classes dominantes dont le roi Alphonse XIII est le chef couronné. Mais cette société est instable et constamment menacée par un processus de transformation. Au cours du 20ème siècle, ses contradictions se développent et prennent un caractère catastrophique. Dans une bonne partie de l'Espagne (à l'exception notamment de la Catalogne, du Pays Basque et des Asturies), la concentration de la propriété foncière conduit à une expropriation des petits propriétaires qui ne peuvent plus se maintenir sur la terre. Ils sont forcés de vendre leurs terrains à la noblesse ou à de riches bourgeois. Cela veut dire un accroissement des grandes propriétés et une agriculture encore plus extensive qu'avant. La production agricole reste stationnaire face à une population agricole qui augmente régulièrement jusqu'en 1930 : un prolétariat agricole de plus en plus important vit dans une misère de plus en plus grande, détachée de plus en plus de la terre qui assurerait sa subsistance. En 1920, 150.000 espagnols quittent le pays ; plus de 2 millions et demi partiront ainsi entre 1900 et 1930.

A la veille de la révolution de 1931, on peut rapprocher la situation de l'Espagne de celle de la France peu avant la révolution de 1789. Le pays, en apparence endormi, vit depuis longtemps sous la menace d'un orage qui clarifierait l'atmosphère sociale et politique. Pourtant, lorsque la foudre tombe, elle ne détruit que la façade de cette société archaïque. La république est proclamée, mais, dès son avènement, elle peut à peine tenir en équilibre ; à aucun moment, elle n'est en mesure de régler les problèmes devant lesquels elle se trouve placée, à commencer par la réforme agraire. La cause de cette situation, c'est la faiblesse relative de la bourgeoisie espagnole à laquelle il manque tous les attributs qui font la puissance du tiers état en 1789. En France, à cette époque, le tiers état était une couche riche - bourgeoisie commerciale et industrielle - avec une conscience claire de sa position, ayant une théorie affirmée de la transformation de l'État à son profit, appuyée sur des expériences historiques (Grande Bretagne et USA). Sans aucun doute, la bourgeoisie espagnole existait, mais son

développement dans des formes industrielles modernes avait été tardif et limité géographiquement. La Catalogne avait été la première région à posséder une économie industrielle basée sur le textile et le commerce avec les colonies. Les années 1870 avaient vu l'essor du Pays Basque, à partir de l'échange du minerai de fer contre du charbon anglais, avec la sidérurgie, les constructions navales et la métallurgie de transformation. Au 19<sup>ème</sup> siècle et jusqu'en 1914, toutes les grandes affaires sont aux mains de sociétés étrangères (extraction minière, chemins de fer, etc...) principalement anglaises, françaises et belges. A la première république éphémère (1873) et à la perte des dernières colonies (1898) correspondent un sursaut nationaliste et une hispanisation de l'économie. Le protectionnisme apparu en 1882 se maintiendra jusqu'en 1959 à travers les régimes successifs. Les entreprises étrangères subsisteront ; la bourgeoisie espagnole ne peut se protéger qu'en freinant le développement des forces productives avec l'appui de l'aristocratie foncière qui voit dans le statu quo économique le maintien de son pouvoir politique. La crise de cette société semi-féodale avec deux pôles limités de développement industriel oscille ainsi entre le séparatisme qui favoriserait les bourgeoisies locales aux dépens de la tutelle du pouvoir central appuyé sur les couches féodales et le centralisme appuyé par ces mêmes couches féodales qui garantit la fermeture du marché espagnol à la concurrence des grandes puissances... En même temps, la stagnation économique garantit aux intérêts étrangers déjà installés le maintien de leur position : ceux-ci s'appuient résolument sur les vieilles classes dirigeantes féodales qui sont les ennemis jurés d'une industrialisation systématique favorisant la bourgeoisie nationale (c'est aussi la voie que suivra le franquisme après la faillite des tentatives autarciques bureaucratiques en sapant tout autant son pouvoir car ce qui importe est le développement en lui-même et non qui assure ce développement).

En 1931, à l'avènement d'une république qui devrait être son instrument, la bourgeoisie espagnole n'est donc pas une classe capitaliste organisée en tant que telle, mais, au contraire, sa faiblesse accuse encore plus les conflits et contradictions de son développement. Le capitalisme espagnol est un capitalisme à ses débuts développé grâce à la monarchie et habitué à cette protection. Pour pouvoir subsister sous cette monarchie, il lui a fallu se soumettre servilement au féodalisme monarchiste. C'est en quelque sorte une bourgeoisie aux gages du féodalisme. Les contradictions entre nobles et bourgeois

paraissent ainsi moins importantes que leurs intérêts communs d'assujettir à leur domination respective les ouvriers agricoles et industriels. Michel del Castillo note justement que "la bourgeoisie n'ayant en Espagne jamais constitué une classe assez nombreuse et influente pour exercer le pouvoir, l'élaboration théorique n'a pas pu s'accomplir" (4).

C'est pour cette raison que la révolution espagnole ne peut pas prendre la forme classique de la révolution bourgeoise française de 1789. Cette révolution "bourgeoise" (5) doit être réalisée sans l'appui de la bourgeoisie et, en quelque sorte, contre elle. La classe ouvrière devient, en quelque sorte, l'exécuteur testamentaire d'une révolution morte née : bien que menée par des ouvriers, cette révolution ne change pas de caractère ; elle est destinée à éliminer les couches féodales et à assurer l'essor du capitalisme (6).

Ce n'est pas par hasard si, en 1934, dans les deux zones les plus industrialisées d'Espagne, deux événements simultanés dessinent ce qui se déroulera plus tard. Ces deux événements sont la révolte de la bourgeoisie catalane et l'insurrection des mineurs asturiens en octobre 1934. L'une comme l'autre vont échouer. La première parce que, même en Catalogne où le capitalisme a toujours été plus avancé, et surtout plus indépendant que dans le reste du pays, la classe industrielle recule devant l'énormité de ses propres tâches. Joaquim Maurin décrit ainsi ces événements de Catalogne : "Par la logique des événements, la classe ouvrière et la Généralité petite bourgeoisie se trouvent entraînées vers une même action..." Mais, c'est la même Généralité qui, à l'issue de la grève générale des 4 et 5 octobre, capitule devant le gouvernement de Madrid, parce que l'action ouvrière crée "une situation difficile et anarchique impossible à canaliser plus tard sous une forme démocratique visible (Document n° 1 du Conseil de la Généralité)" (7). Dans le second de ces événements, l'insurrection des mineurs asturiens est écrasée, parce que le gouvernement apeuré détourne le danger au moyen d'une répression militaire. A partir de ce moment, l'autre variante de la révolution espagnole qui est tentée à Barcelone devient impossible. Et, par contrecoup, l'autre forme de cette révolution qui a surgi à Oviédo, en dépit de son échec temporaire, reste la seule forme qui puisse se présenter à l'avenir. Le même type de conflit, dans une action où se trouvent associées, par la logique des événements, bourgeoisie et classe ouvrière, se retrouvera deux ans plus tard dans la révolution de 1936 avec leur point culmi-



nant dans les journées de mai 1937 à Barcelone. Avec la même incompréhension de ce qui se passe de la part des formations "révolutionnaires". Les bourgeois, eux, comprenaient vite où ils ne devaient pas aller. Les douleurs de l'accouchement de la société bourgeoise ont été en Espagne extrêmement violentes, parce que le développement économique et social y a stagné durant des siècles, parce que la naissance de cette société bourgeoise venait 100 ans trop tard. Dans les années 30, le fruit qui devait sortir des entrailles de l'ancienne société ne pouvait voir le jour qu'avec la césarienne des baïonnettes des travailleurs.

Ces caractères particuliers de la révolution espagnole distribuent largement les rôles entre les différents courants du mouvement ouvrier. Une des ailes, modelée sur la social-démocratie occidentale, mais pas exactement semblable, alliée à des politiciens corrompus et réformistes, dirigée par des syndicalistes timorés, reste relativement peu importante parce que sa pratique ne correspond guère aux besoins sociaux. Ses idées n'expriment pas les contradictions réelles de la société et ne reflètent pas les solutions radicales qui apparaissent nécessaires. Ce courant se prépare à une tâche qui est celle d'un capitalisme libéral à un moment où, en Espagne, les libéraux ne sont guère des libéraux au sens économique du terme et, par conséquent, il manque totalement de perspectives. Le courant le plus important, le syndicalisme révolutionnaire sous la bannière de la CNT-FAI, est tout à fait le support des forces motrices qui sont destinées à bouleverser les relations sociales pétrifiées dans leur passé. Les masses exploitées et opprimées reconnaissent en lui leurs désirs et leurs espoirs. Et pourtant, parce que leur lutte est en rapport direct avec l'antagonisme qui règne sur toute la vie publique de l'Espagne, leurs possibilités sont tout autant enfermées dans le carcan de cette révolution - bourgeoise - qui est à l'ordre du jour.

Dans les divers aspects de ce mouvement révolutionnaire, il est facile de retrouver comment ceux qui l'impulsent ou y participent sont conditionnés par tous les phénomènes de la société espagnole à ce moment. Par exemple, l'anticléricalisme de ce mouvement prend racine dans la puissance sociale et économique de l'Église dans une société féodale et catholique. Il caractérise plutôt une lutte contre une situation précapitaliste qu'une lutte contre le capital. Son fédéralisme correspond à l'état de choses d'un pays où l'État uni - fondé en 1479 par Ferdinand et Isabelle - n'a jamais détruit totalement le

souvenir des libertés primitives. Le concept d'une collectivisation des terres et des moyens de production a peu à faire avec l'abolition du travail salarié, la fin de la sujétion prolétarienne ou l'élimination de l'économie de marché. Il est la formulation théorique de l'ancien rêve de reconstruction des relations agraires d'autrefois. Citons seulement le syndicalisme révolutionnaire Augustin Souchy, lequel se réfère à l'agronome espagnol Joaquim Costa pour dire que les tendances collectivistes de la CNT-FAI sont en rapport avec un ordre social que les seigneurs ont fait disparaître. En mettant en avant l'idéal du "communisme libertaire", le syndicalisme révolutionnaire se mire plutôt dans ce qui précédait le capitalisme que dans son avenir et cela précisément parce que, en Espagne, le vrai capitalisme est encore à venir à cette époque.

Comme cela arrive souvent dans l'histoire humaine, les syndicalistes révolutionnaires se font sur leur propre activité des idées inexactes et bien éloignées de la réalité qu'ils vivent. Ils pensent lutter pour une révolution sociale et anti-capitaliste, ils croient être à l'avant-garde idéologique des travailleurs qui combattent pour leur émancipation sociale. Pourtant, sans s'en rendre compte, ils ne luttent que pour une tendance radicale de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire pour la réalisation de cette révolution bourgeoise à l'aide d'une classe ouvrière dont la plus grande partie est encore bien éloignée du prolétariat de la grande industrie moderne. Dans la situation espagnole des années 30, leurs conceptions avant gardistes, idéologiques et idéalistes, surgissent de cette situation, de même l'action directe et l'antiparlementarisme qui sont, temporairement, une nécessité pour surmonter les blocages de la société.

Plus la révolution espagnole s'approche, plus les tâches pratiques et les réalités sociales imposent leur présence, plus les syndicalistes révolutionnaires sont contraints de s'y adapter. Comme toujours et partout, cette adaptation se fait à travers des conflits et des discussions violentes qui, parfois, amènent des scissions. Dans les années 20, c'est Salvador Seguí qui défend un "possibilisme" en déclarant que "l'anarchisme n'est pas un idéal immédiatement réalisable" ; cela provoque d'abord une réaction horrifiée mais, 15 ans après, ce sera accepté par une majorité croissante. Par une sorte de processus de cristallisation, les syndicalistes révolutionnaires se rendent à l'idée qu'il faut "intervenir en politique pour occuper les positions de la bourgeoisie" (8). C'est pourquoi ils commencent à chercher des alliés ; c'est pour cela qu'ils cherchent à avoir des

liaisons avec la confédération syndicale des sociaux démocrates (l'UGT), c'est pour cela qu'ils modifient leur attitude vis-à-vis du pouvoir et qu'ils appellent les ouvriers aux urnes en février 1936. Ce ne sont plus leurs principes qui guident leur action, mais l'action à venir guide leurs principes et, par suite, ces principes prennent un tout autre contenu que celui auquel on peut penser. Leur pratique prend ainsi des formes paradoxales (voir ce qui a été cité sur le discours contradictoire de l'ouvrier espagnol des années 30).

On peut observer cela bien avant la guerre civile. En janvier 1932, des groupes de la FAI déclenchent une insurrection dans le bassin minier du Haut Llobragat en Catalogne. Il s'agit d'une sorte de putsch qui correspond à un volontarisme plus ou moins blanquiste. Cela est fort loin de l'action prolétarienne et se réfère plus au radicalisme de la bourgeoisie à ses débuts. Le putsch en question se veut comme une expérience vécue du communisme libertaire, mais, en réalité, il en est la négation. Le pouvoir politique n'est pas aboli, il change seulement de mains. Un an plus tard, le 8 janvier, la même histoire se répétera. Des comités exécutifs sont créés qui ne se conduisent pas "apolitiquement". Dans un manifeste à la population de la ville de Sallent, un de ces comités libertaires proclame que "quiconque s'opposera à notre programme idéologique (souligné par nous) sera tenu pour responsable de ses actes" (9). Voilà des anti-autoritaires qui se comportent de façon bien autoritaire et dictatoriale. Voilà une action qui doit apporter aux ouvriers un certain "idéal" et qui n'a rien à faire avec l'action de la base elle-même : à cette base, il n'est permis d'entrer en scène que pour se soumettre aux décisions d'en haut. Cela n'est pas seulement un hiatus entre la théorie anarchiste et la pratique de ceux qui s'en réclament, c'est aussi la différence entre deux sortes de révolutions.

Ce qui apparaît sous cette forme paradoxale et confuse n'est rien d'autre que la forme dans laquelle se manifeste le paradoxe de la révolution espagnole elle-même : bien qu'elle doive être réalisée par des ouvriers, elle ne peut aller plus loin que les possibilités qui lui sont offertes par la réalité sociale. Cette réalité appelle les anarchistes à jouer un rôle qui est contradictoire avec leurs idéaux d'origine. Au Congrès de Saragosse, le 1er mai 1936, ils sont tout disposés à suivre cette voie. En dépit des apparences, le possibilisme y entre en triomphateur. En mai 1936, le cours de la révolution, longtemps

immobilisé par une sorte de paralysie, se trouve soudain entraîné dans des rapides. Il y a trois mois que le Front Populaire a gagné les élections. La guerre civile se pointe à l'horizon. Les ouvriers se lèvent contre la menace du fascisme. La révolution est poussée en avant par l'intervention des masses. Presque en même temps, le possibilisme de la CNT-FAI se heurte à l'action spontanée de la base.

Par la structure de leur mouvement et en tant qu'avant-garde politique, les anarchistes expriment, en dépit de leurs idées, tout autre chose que la lutte autonome des travailleurs. Cette réalité, dissimulée pendant des années, vient alors au grand jour à travers la lutte pour la révolution républicaine et démocratique. Ce ne peut plus être contesté dès que, consciemment ou non, les ouvriers sont en train d'aller plus loin que cette révolution bourgeoise. Cela arrive en mai 37, en Catalogne lorsqu'une fois de plus, ils descendent dans la rue pour prévenir la contre-révolution, cette fois-ci une contre-révolution petite bourgeoise et bolcheviste. Les leaders anarchistes devenus ministres, avant tout soucieux de ne pas affronter leurs partenaires du Front Populaire, s'opposent aux combattants et les incitent à déposer les armes. Alors, après cela, le sort de la révolution est décidé. Les critiques anarchistes honnêtes ne pouvaient manquer de tenter d'expliquer cet affrontement entre le mouvement de base et les "leaders ouvriers" : Vernon Richards peut écrire : "Si le 19 juillet 1936 fut un jour où les travailleurs espagnols s'inscrivent au chapitre de l'histoire de la lutte des opprimés du monde pour leurs libertés, le 20 juillet sera considéré, à notre avis, comme le début de la trahison des aspirations des travailleurs par leurs représentants" (10). Il s'agit pourtant de bien autre chose que d'une "trahison", ce qu'esquisse Peirats lorsqu'il écrit : "Dans la période 36-39, on avait affaire à l'apparition d'une nouvelle classe héritière de toutes les tares de la classe disparue. Le mouvement libertaire n'était pas exempt, à certains niveaux, de ce phénomène" (11).

Ce petit pas vers la réalité de ce que fut l'anarchisme espagnol, dans le contexte économique et social de l'Espagne des années 30, tourne court. C'est pourtant là que réside la tragédie de l'anarchisme espagnol. Une tragédie parce que les circonstances historiques qui ont été favorables à son activité, sans doute néfastes pour lui, mais quand même inévitables et importantes, ne reviendront sans doute jamais. Du fait que l'Espagne s'est développée en un pays industriel moderne, la

nécessité d'une révolution bourgeoise réalisée par la classe ouvrière n'existe plus. Aucun rôle historique n'est plus réservé à une organisation semblable à celle de la CNT-FAI dans les années 30. Dans le capitalisme, pleinement développé, ce sont des organisations d'un type différent qui viennent au premier plan et ce que l'on appelle le "mouvement ouvrier" y remplit une toute autre fonction qu'autrefois. Dans "Le Labyrinthe espagnol", G. Brenan écrit à propos de l'anarchisme en Espagne : "Tout gouvernement qui voudrait détruire l'anarchisme en Espagne aurait donc à faire deux choses : résoudre la question agraire dans le Sud et laisser l'industrie catalane prendre une autre dimension en développant ces régions déshéritées" (12). Ce n'est pas un gouvernement spécial qui allait réaliser ce programme pas plus que la féroce répression franquiste ; ce sera l'ouverture de l'Espagne sur un capitalisme moderne, mais avec les mêmes conséquences pour l'anarchisme des années 30.

---

(1) *Références de sources diverses aisément vérifiables (voir bibliographie en annexe).*

(2) *Le colon est un cultivateur qui loue la terre contre une redevance uniquement en nature. Le bail emphytéotique est un bail de longue durée (18 à 99 ans) qui lie le paysan plus sûrement au propriétaire.*

(3) *Cela représente environ 10 % de la population totale, chiffre atteint par exemple par l'Allemagne en 1870.*

(4) *Michel del Castillo, ouvrage cité, p 105.*

(5) *Révolution "bourgeoise", c'est la transformation des structures d'une société de type féodal (c'est-à-dire basée sur un système de pouvoir en relation avec l'appropriation des terres) en structures d'une société capitaliste (c'est-à-dire basée sur un système de pouvoir en relation avec l'exploitation du travail par le capital). Révolution "bourgeoise" ne signifie nullement que, dans une société féodale, une sorte de miracle amène brusquement l'apparition d'une société capitaliste. Cela signifie que le développement des moyens de production est arrivé à un point où les formes politiques avec lesquelles les classes dirigeantes maintiennent leur pouvoir, sont devenues un anachronisme et sont condamnées à être détruites. Cette révolution "bourgeoise" peut, selon les situations, accoucher alors d'un système de domination de la bourgeoisie nationale si,*

*comme en Angleterre ou en France, elle dispose d'un pouvoir économique en contradiction avec sa misère politique. Au contraire, si la bourgeoisie nationale est trop faible et liée à l'ordre existant, et incapable de le détruire, la révolution "bourgeoise" accouche d'un système bureaucratique spécifique comme en Russie. C'est en ce sens que Lénine déclare dans "Que faire ?" qu'un bolcheviste doit être considéré comme une sorte de jacobin, ce qui est faux, dans ce sens que les révolutions "bourgeoises" modernes n'ont pas pris cette forme classique et presque unique de la révolution de 1789 et du jacobinisme. Il est nécessaire de souligner le caractère "bourgeois" de toutes les "révolutions" qui ont réussi dans le monde jusqu'à maintenant, pour détruire, en même temps que le mythe du Socialisme d'État, le mythe d'une relation quelconque entre la révolution des travailleurs et le jacobinisme (de toute avant-garde) et les "traditions" de 1789.*

(6) *Ces circonstances expliquent la persistance dans les milieux révolutionnaires de l'idée centrale de la révolution bourgeoise assurée par la prise du pouvoir, c'est-à-dire la conquête de l'appareil d'État, les références jacobines ou blanquistes à l'idée du "grand soir", à partir duquel une transformation politique radicale assurerait la transformation de toute la société. Cette idée continue de sous-tendre maintes actions dans les milieux tant anarchistes que marxistes dans l'Espagne du 20ème siècle.*

(7) *Joaquim Maurin, ouvrage cité.*

(8) *Seguí cité par Lorenzo, Les anarchistes espagnols et le pouvoir Paris 1969, p 58.*

(9) *Lorenzo, ouvrage cité, p 73-74.*

(10) *V. Richards, Enseignement de la Révolution espagnole, ed. française, 10/18, p 93.*

(11) *Peirats - Presencia - Tribuna Libertaria n° 5 sept-oct 1966 - traduction Noir et Rouge n° 36.*

(12) *G. Brenan, The Spanish Labyrinth, Cambridge 1972, p 186.*

## LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL

La victoire du franquisme allait signifier en réalité tout autre chose que ce que pouvaient imaginer ceux qui avaient lutté dans les deux camps. Le peu qui avait été réalisé par la République n'était pas balayé par un retour brutal en arrière, mais au contraire préservé par une sorte de compromis (1).

La contre-révolution réussit pourtant dans un domaine particulier : la réforme agraire devait être complètement stoppée et, pendant longtemps, rien ne changea dans le domaine de l'agriculture. Les récoltes restaient au niveau des années 1904-1913 et, après 1939, il y eut des années de grande famine.

La situation n'était guère meilleure dans les autres secteurs de l'économie. La crise de 1930 avait été suivie par les destructions de la guerre, en matériel et en vies humaines. L'industrie ne put "profiter" de la guerre mondiale comme les autres pays neutres. Le régime franquiste accentua même la politique de protectionnisme, inaugurée un demi-siècle auparavant en essayant d'atteindre à l'autarcie économique. L'Institut National pour l'Industrie (INI), créé dans ce but en 1941, ne remédie qu'à peu de choses pendant une dizaine d'années. Sur la base de 100 en 1929, l'indice de production est bien de 133 en 1949, mais le revenu moyen par individu actif, sur la base 100 en 1935 est à 70 en 1945, et atteindra 82 en 1956 (cela "malgré" un million de morts de la guerre civile et des centaines de milliers d'exilés) (2).

Mais, comme dans le passé, les intérêts capitalistes étrangers étaient préservés. En 1936, le capitalisme espagnol était toujours largement tributaire de l'étranger (anglais, français, belges et américains) ; dans les deux camps, franquiste et républicain, les entreprises étrangères avaient été taboues. Le capital anglais avait pu, même au début de l'insurrection, aider le gouvernement républicain dans la mesure où il était un atout plus direct contre le danger révolutionnaire ; en retour, les entreprises dépendant de capitaux anglais ne furent ni auto-gérées, ni contrôlées (3). Mais dans la période de guerre ou de l'immédiat après guerre, les capitalistes sont trop occupés par la guerre ou leur reconstruction pour jouer un rôle important

en Espagne. Pourtant, ils y pensaient dès la fin de la guerre civile comme en témoignent ces lignes d'un journal financier français : "Aujourd'hui, la seule différence est que la guerre a résorbé le chômage en tuant les chômeurs. La guerre finie, sans doute y aura-t-il du travail pour tout le monde à rebâtir l'Espagne. Une vaste tâche qui exige beaucoup de capitaux... que seuls peuvent fournir... France, Angleterre, États-Unis..." (4). On ne saurait être plus cynique et plus clairvoyant... simplement à dix ans près. Pour l'heure, une nouvelle loi de 1939 limitait l'intervention étrangère dans les sociétés au quart du capital.

Après 1947, l'équilibre social, garanti par les armes, commence pourtant à se déplacer lentement dans la direction du capitalisme : les propriétaires fonciers commencent à investir dans les entreprises industrielles. Alors qu'en 1940, 434 entreprises assurent une production de 1.119 millions de pesetas, en 1945, plus de 900 entreprises couvrent une production de plus de 3 millions de pesetas. Mais, à ce moment, ce développement influence peu les structures économiques. Il apparaît que, sans apport de l'extérieur, l'économie ne peut que stagner et rester dans le délabrement total, ce qui peut avoir des répercussions sérieuses pour le régime, y compris de la part des capitalistes eux-mêmes. Michel del Castillo peut écrire : "Vers 1950, le rythme de l'Espagne était d'une lenteur hallucinante... Le chômage atteignait un tel pourcentage et les salaires étaient si bas qu'on embauchait trois hommes là ou un seul eût suffi" (5).

C'est à ce moment, en 1950, que tout change. Le régime près de la faillite comprend qu'il n'a pas de possibilités d'accroître rapidement l'accumulation interne du capital et qu'il n'y a pas d'autres solutions que d'ouvrir l'Espagne au capital étranger, aux seuls qui dominent à ce moment, les U.S.A. On ne peut pourtant pas dissocier à cette époque les intérêts économiques des trusts US de l'importance stratégique de l'Espagne dans le dispositif américain, qui se met en place à partir de 1950 (6). Les capitaux américains cherchaient le profit sous la couverture militaire, et ils sauvaient un régime "sûr" d'un effondrement économique, dont les conséquences sociales auraient pu, au moins, neutraliser la position stratégique de l'Espagne. En février 1949, les financiers et industriels américains accordent à l'Espagne, par l'intermédiaire de la Chase National Bank, un crédit de 25 millions de dollars (7). A part les concessions militaires, la contrepartie c'est bien sûr des

avantages économiques, mais aussi l'exigence d'une modification des structures sociales de l'Espagne nécessaires pour créer un marché capitaliste d'une certaine importance pour les marchandises américaines. En 1951, au moment de la guerre de Corée, Franco reçoit du gouvernement américain des crédits jusqu'à un maximum de 62,5 millions de dollars et en septembre 1953, contre la concession de bases stratégiques, de nouveaux crédits pour 226 millions de dollars (8). D'autres crédits étrangers apparaissent aussi : par exemple, les anglais souscrivent les 2/3 du capital du nouveau centre sidérurgique d'Avilès. Ces crédits s'avèrent des stimulants importants dans le développement de l'économie.

Pourtant, malgré ce développement, l'Espagne reste très en retard par rapport aux autres économies occidentales (9) et, ce retard existe aussi dans les structures de l'industrie, qui n'a pas le plus souvent des formes modernes. Les petites usines y sont les plus nombreuses, mais de plus en plus on peut y voir les signes d'un capitalisme en croissance. En 1954, la première industrie d'Espagne est encore l'industrie textile, dépassée en 1955 par le bâtiment, puis en 1956 par la métallurgie, la sidérurgie et la chimie. Des conflits surgissent provoqués par le manque de main d'œuvre et la disparité des entreprises. Dans les provinces, où la persistance des structures féodales ont entraîné la paupérisation des masses, l'exode s'accélère vers les agglomérations urbaines. Les prolétaires agricoles deviennent des ouvriers d'industrie. La misère des campagnes fait place aux misères de la ville. L'importance de la bourgeoisie industrielle s'accroît. Mais cette bourgeoisie n'utilise pas sa force croissante pour essayer de créer des structures politiques qui lui soient propres ; elle laisse en place les structures franquistes. En l'absence de structures politiques bourgeoises, le développement des forces productives et la productivité se font très lentement. Mais, parce que les formes de production capitaliste gagnent du terrain, le régime franquiste est forcé d'attaquer la position des catégories féodales qu'il avait favorisées au début.

Lorsque la situation a commencé à se transformer, on a pu voir des changements politiques, symboliques d'abord, réels ensuite. Cette transformation reflétait exactement les relations sociales existant depuis 1939 ; des relations de famille entre les grands seigneurs entrés dans les affaires capitalistes et les dignitaires du régime. Les décisions politiques étaient prises, non seulement pour les riches mais par les riches. Les

tendances au capitalisme d'État dissimulées dans le programme de la Phalange restaient à peu près lettre morte (en 1947 par exemple, Franco avait mis fin au monopole pétrolier de l'entreprise d'État CAMPSA, ne lui laissant que le monopole de la distribution). De plus en plus, la classe capitaliste ressentait ce reste de relations féodales comme un corset de fer, car le rythme de la croissance industrielle était ralenti par une agriculture arriérée et la chute des exportations agricoles. La classe capitaliste voulait un changement politique, mais ce n'était ni le retour à l'ancien régime, ni l'instauration d'un corporatisme national comme le voulait la Phalange. L'équilibre correspondait à l'équilibre social et maintenait ainsi une sorte de balance entre les féodaux et la bourgeoisie. Cet équilibre, dans lequel aucun des protagonistes ne pouvait faire une percée politique, favorisait un troisième courant représentant les tendances technocratiques du capital. Une partie de ce courant tirait sa sève d'une institution créée dans un tout autre but : l'Opus Dei, fondée en 1928, pour contrebalancer le courant libéral à l'Université de Madrid. L'Opus Dei n'influença pas beaucoup le mouvement universitaire intellectuel, mais au contraire ce fut l'élite intellectuelle et le courant scientifique qui entrèrent à l'Opus Dei. Alors que l'Opus Dei voulait restaurer l'unité de la croyance et de la science, la logique sociale inversait les choses et l'obligeait à s'adapter de plus en plus à la réalité sociale. L'Opus Dei devint de plus en plus l'expression de la dynamique du capitalisme et nullement du féodalisme. Comme l'écrit Michel del Castillo, "L'Opus Dei, c'est la chevalerie des classes moyennes devenues gestionnaires... (elle) a accommodé en Espagne les méthodes et jusqu'au ton des sectes protestantes américaines" (10). L'ancien régime ne manquait pas d'avantages pour un capitalisme en développement : les jeunes technocrates s'en servaient. Tout ce qu'ils voulaient, c'était éliminer tous les désavantages du système pour un libre développement des forces productives. Ils ne voulaient pas marcher la main dans la main avec la bureaucratie franquiste, mais ils n'avaient rien contre un État réprimant la classe ouvrière ; ce dont ils ne voulaient pas, c'était d'un État réprimant l'industrie. Au lieu de représenter le capitalisme d'un État de plus en plus puissant, ils voulaient faire de l'État, l'État d'un capitalisme de plus en plus puissant.

L'aide des États-Unis avait servi essentiellement à importer des matières premières pour faire tourner les industries. Les résistances politiques s'opposaient à l'internationalisation des

investissements. A la fin de 1956, l'Espagne était de nouveau en pleine crise économique et financière. Il était de plus en plus évident que ni le clan monarchiste, ni le clan phalangiste ne pouvaient conduire le développement industriel. Le régime en tire les conséquences. En février 1957, un nouveau cabinet est désigné pour aller dans une autre voie que précédemment. Avec quelques phalangistes pas doctrinaires, beaucoup de technocrates de l'Opus Dei entrent au gouvernement. Une des premières mesures qu'ils prennent est d'instaurer plus de liberté pour le commerce étranger. Les capitaux étrangers peuvent entrer, mais avec limitation de leur réexportation et du transfert des plus values. Ultérieurement, chaque changement dans le gouvernement ou dans la politique économique entraînera un renforcement de la position des technocrates et une plus grande "liberté" pour les capitaux, surtout pour les capitaux étrangers. Le porte parole du premier gouvernement des technocrates de l'Opus Dei déclarait, en mars 1957, à propos du développement économique de l'Espagne : "C'est à l'initiative privée que revient en premier lieu la tâche de développer l'industrialisation de l'Espagne". C'était bien la rupture avec toutes les tendances capitalistes d'État et autarciques. Mais cette rupture va s'accomplir par étapes, à cause des conflits de pouvoir économique et politique, mais surtout pour éviter des secousses sociales trop violentes et permettre au capital espagnol de ne pas être balayé, c'est-à-dire pour lui permettre de "profiter" du développement. Ces étapes seront : "estabilización" en 1959, "reactivación" en 1961 et "desarrollo" (développement) en 1962.

En 1959, le régime franquiste introduit une nouvelle politique économique. Une loi de juillet 1959 laissait les capitaux étrangers libres de s'investir dans tous les secteurs, l'autorisation gouvernementale n'était nécessaire que pour les prises de participation majoritaires ; les capitaux pouvaient être rapatriés 4 ans après et les profits annuellement au rythme de 6 % par an. Le plan de stabilisation des technocrates s'accompagnait de mesures pour garantir la stabilité politique et sociale nécessaire à son accomplissement, notamment de lois draconiennes contre les grèves. Cette tranquillité artificielle était destinée à attirer les investissements étrangers. Six mois plus tard, l'OCDE constatait qu'en Espagne, on pouvait voir des résultats économiques "miraculeux", en d'autres termes que l'Espagne devenait un paradis pour le capital. De fait, le seul pays dont l'essor approchait celui de l'Espagne était le Japon : de 1960 à 1966, le produit national brut

(P.N.B.) s'accroissait de 138 % en Espagne contre 128 % au Japon, 81 % en Italie et 69 % en France. La comparaison doit pourtant s'arrêter là, car l'Espagne partait d'un niveau bien inférieur à celui des autres pays. Le rythme particulièrement élevé du développement ne tenait pas du miracle : l'arriération de l'économie et la surexploitation du prolétariat en étaient l'explication.

1961, l'année de la "reactivación" avait été une année de stabilité économique. L'expansion avait commencé réellement en 1962, orientée selon le plan de développement (plan de desarrollo), dont les résultats furent visibles après quelques années. Cela n'allait pas non plus sans tiraillements internes. Le secteur capitaliste d'État, pièce maîtresse du système avant 1957, devenait, au prix de conflits interbureaucratiques, un agent du développement au service du capital privé, assurant essentiellement la mise en place des superstructures et des investissements trop lourds, c'est-à-dire non rentables immédiatement pour le capital (barrages, aciéries, chantiers navals, etc...). Le plan comportait la restructuration des régions industrielles anciennes (Asturies, Catalogne, Pays Basque), l'orientation des capitaux vers des "pôles de développement" (Madrid, Séville, Saragosse, Vigo, La Corogne, Valladolid, etc...). Un des hommes de l'Opus Dei - Lopez Rodo - est commissaire au plan. Un nouveau gouvernement s'installe peu après le début du plan. Il n'y a aucun doute que le régime de Franco conditionne la poursuite de ce plan à la répression brutale des masses ouvrières, ce qui, pour les représentants de l'industrie, était la voie de la "libération".

En septembre 1963, un nouveau plan de développement de 4 ans comporte la création d'un million d'emplois nouveaux dans des industries modernes (automobile, électro-ménager, électronique, chimie) dans le Sud, en Andalousie et en Estramadoure. L'objectif est l'alignement sur le Marché Commun, seul espace économique minimum pour des entreprises modernes. Mais il y a encore beaucoup de problèmes pour le capital. Sans doute le chômage est-il une bonne "assurance du maintien de coûts salariaux à un niveau assez bas" (11), mais il y a encore, en 1963, 39 % d'actifs dans l'agriculture, une faible productivité, peu d'exportations et d'énormes inégalités de revenus.

En 1965, une publication de l'OCDE pouvait constater : "La production totale et la demande montent rapidement en



1964, en dépit de récoltes médiocres, la production nationale s'accroît de 7 %. La modernisation de l'industrie espagnole (12) se poursuit constamment. La productivité industrielle augmente considérablement. Dès que l'industrie espagnole a été libérée des règlements administratifs, elle s'engagea dans un processus très rapide de modernisation et d'extension". Dans ce processus, des problèmes énormes se posaient soudain dans l'agriculture causés par l'exode de la main d'œuvre appelée par le capital industriel (de 2,5 millions en 1945, leur nombre va tomber à 1,9 millions en 1960 et à 900.000 en 1971). En 1964, 1,8 % des propriétaires possèdent la moitié du sol cultivable, mais il leur manque ce qui avait fait la base de la production agricole et de leur pouvoir : le travail servile bon marché. L'agriculture se transforme alors radicalement surtout dans les grosses exploitations et connaît un développement capitaliste ; les liens se renforcent entre les grands propriétaires fonciers et les secteurs industriels avancés à travers les banques et les groupes financiers (13).

Relativement, on investissait beaucoup dans l'industrie. Le résultat, c'était qu'un changement énorme et radical était visible dans l'aspect de la société espagnole, même si le régime paraissait à peine changer. Les villes s'étendaient énormément. Des usines s'installaient partout. On construisait centrales électriques, barrages, raffineries de pétrole, aciéries, usines d'automobiles. Les villes avaient des quartiers ouvriers avec de grands immeubles neufs. Dans la coulisse d'une politique apparemment immuable, la marche du capital se poursuivait et la classe ouvrière elle-même changeait de caractère. Au lieu de 60 % d'actifs vivant de l'agriculture, contre 40 % dans les autres secteurs (22 % dans l'industrie et 18 % dans les services), 25 % seulement vivront de l'agriculture en 1976 contre 75 % dans les autres secteurs (38 % dans l'industrie et 37 % dans les services) (14). Le prolétariat agricole, aussi important que le prolétariat industriel en 1930 (2,5 millions) a fondu à 900.000 en 1971, contre environ 5 millions d'ouvriers d'industrie et des mines. De plus, ce prolétariat agricole est maintenant pour une part proche du prolétariat industriel. Ce dernier lui-même couvre toute l'Espagne et non plus trois pôles industriels ; la taille des entreprises, les techniques en œuvre, les fabrications ne sont plus les mêmes. Il n'y a plus de commune mesure entre les ouvriers isolés dans les îlots industriels du Nord et de Catalogne des années 30 et ce prolétariat moderne qui grandit dans tous les centres urbains industriels de l'Espagne des années 70, dans les îlots d'autrefois comme dans tout le pays.

Parallèlement à l'ouverture au capital étranger, l'Espagne s'ouvrait aussi sur l'extérieur. D'une manière double, par l'émigration des espagnols vers les autres pays d'Europe, par le formidable essor du tourisme. L'émigration n'avait pas que des aspects bénéfiques : sans doute, il constituait un apport de capital par les envois de fonds des ouvriers à leur famille ou par leur installation en Espagne avec leur pécule. Mais il privait l'Espagne de main d'œuvre qualifiée à un moment où le développement industriel la rendait plus nécessaire que jamais ; il obligeait l'industrie à donner de plus hauts salaires pour retenir ceux qui voulaient partir, attirés par le niveau de vie dans les pays européens. Pour le tourisme, l'apport de capitaux venu des dépenses des vacanciers, profitant des bas prix de l'Espagne, n'était pas négligeable (15), mais cela obligeait à orienter les investissements vers des secteurs moins essentiels que le développement industriel de base (autoroutes, buildings, urbanisme côtier,...). Enfin, aussi bien le tourisme que l'émigration, par la vision de ce qu'était la vie sous le capitalisme moderne, à la fois quant au niveau de vie qu'au minimum de libertés politiques, obligeait le régime à céder quelque peu sous la menace des luttes pour un autre niveau de vie et à assouplir la rigidité de son appareil répressif.

Tout ce développement avait pompé un capital énorme : il venait de l'Espagne bien sûr, de tout ce qui avait été et était extorqué aux travailleurs espagnols sous un régime de fer, mais il venait surtout de l'étranger, attiré par la perspective de hauts profits. Américains d'abord, nous l'avons vu, anglais, allemands et français, notamment dans le Nord de l'Espagne. L'importance de ce capital étranger se retrouvera dans les interventions politiques lors de la "passation des pouvoirs" à la mort de Franco et la "démocratisation" de l'Espagne sur les modèles occidentaux, passation mise au point dans la coulisse avec les enseignements d'interventions dans des circonstances identiques par exemple au Portugal ou en Grèce.

Le développement industriel, les nouveaux apports de classe avec un prolétariat nouveau, les perspectives d'entrée dans le Marché Commun, c'est-à-dire l'ouverture au capital et au commerce internationaux, commandaient une autre évolution du néo-capitalisme sans modification des structures de l'État vers un néo-capitalisme dans lequel le libéralisme économique se doublerait d'un libéralisme politique. Ce sera l'œuvre des technocrates de l'ACNP (16) qui, non liés au franquisme comme ceux de l'Opus Dei, prendront la relève, déjà avant la

mort de Franco, des technocrates aux vues trop étroites de l'Opus Dei. Leur présence marque le passage de la domination formelle du capital à la domination réelle ; leurs méthodes, pour être également répressives n'en diffèrent pas moins profondément. Ce passage est d'autant plus nécessaire qu'en plus des conflits traditionnels qui subsistent dans l'après franquisme (féodaux / capitaliste d'État / capital espagnol / capital étranger), se lèvent en 1975 les difficultés dues à la crise mondiale. Il n'est pas possible, en raison des pressions de la lutte de classe et des secteurs capitalistes de pointe, de revenir aux méthodes traditionnelles brutales de domination du capital. Au contraire, dans la mesure où la dynamique du capital se ralentit considérablement, les contradictions du système s'exacerbent, les conflits de classe deviennent plus aigus et les rivalités de clans capitalistes couvrent des rivalités économiques plus âpres. Le statu quo économique et les mesures pour le préserver ne peuvent être acquis que par un consensus qui regroupe toutes les couches dominantes et les structures de l'État capitaliste, à la condition que ces structures correspondent à la situation réelle des différentes classes dans l'Espagne d'aujourd'hui. On pourrait dire, "heureusement que Franco meurt juste à ce moment", pour permettre au capital moderne de réaliser la démocratie bourgeoise qui, dans cette situation, préserve son pouvoir de domination. En réalité cette transformation des structures avait déjà été amorcée bien avant la mort de Franco. Son remplacement par Juan Carlos n'a pas du tout éliminé les oppositions de classe d'intérêts ou de clans ou les manipulations politiques qui ralentissaient ou déviaient cette transformation. Les effets de la crise mondiale du capital ne peuvent changer la situation de l'Espagne et amener un retour au passé. Sans doute, le retard encore sensible sur les autres pays capitalistes sera-t-il plus lent à combler (le produit national brut (P.N.B.) par tête en dollars en 1976 est de 2700 pour l'Espagne, 6400 pour la France...). Mais les mutations des classes que nous venons d'évoquer ne peuvent que s'accroître, engendrant les mêmes nécessités, les mêmes conflits que dans les autres États capitalistes.

(1) On peut comparer avec le rétablissement de la royauté en France, avec la Restauration de 1815 en France après la chute de Napoléon. Ce n'était pas un retour à la monarchie d'avant 1789, avec tout le système seigneurial, mais au contraire la préservation des acquis essentiels de la bourgeoisie.

(2) Aucun auteur ne donne de chiffres précis. 350.000 d'après Max Gallo-Histoire de l'Espagne franquiste-Marabout Université - autour de 200.000 d'après Hugh Thomas - La guerre d'Espagne.

(3) Frank Mintz - L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire - Maspéro - p 250.

(4) Paris-Midi du 31 janvier 1939 cité par l'Internationale n° 41 du 16-2-1939.

(5) Michel del Castillo, ouvrage cité, p 105.

(6) On est alors en pleine guerre froide avec le début de la guerre de Corée. L'Espagne "hébergera" en 1970 de 25.000 à 40.000 soldats US dans une trentaine de bases aériennes (nucléaires) navales (sous-marins atomiques), spatiales (stations lance-missiles)... Cela continue.

(7) et (8) A titre de comparaison, on peut citer les recettes du tourisme dans les années 60 (environ 100 millions de dollars par an), les liquidités monétaires de l'Espagne en 1959 (209 millions de dollars en or et devises) et le Produit National Brut (P.N.B.) en 1953 (6.558 millions de dollars).

(9) On peut situer la place de l'Espagne dans le capitalisme mondial en considérant qu'en 1953, l'Espagne n'assurait que 1 % de la production mondiale, au niveau de la Belgique ou du Mexique alors que la France assurait 4 %, l'Allemagne 7 % et le Royaume Uni 10 %.

(10) Michel del Castillo, ouvrage cité, p 272.

(11) Constatation des Échos 20-10-77 pour expliquer l'essor du capital moderne d'Espagne.

(12) "espagnole" est un euphémisme, car la dominante capitaliste est internationale et spécialement à ce moment américaine.

(13) Un nouveau plan de développement 1969-1971 s'orientera plus encore vers la transformation des bases traditionnelles de l'agriculture et la concentration des exploitations. On trouvera dans l'ouvrage de Jeannesson, Espagne année zéro, Fernand Nathan, une excellente description de la mutation du féodal dans une multinationale de l'agrobusiness administrée par un technocrate de l'Opus Dei, passé par les ministères et qui professe que "Le monde européen va vers des solutions chaque fois moins libérales... L'Espagne s'y dirige" p 39 et s.

(14) C'est un taux de population active agricole encore voisin de celui de l'Irlande (24 %) et du Portugal (28 %) et loin

derrière l'Italie (16 %), la France (12 %) et la Grande Bretagne (3 %).

(15) en 1961, les entrées dues au tourisme s'élevaient à 384 millions de dollars, alors que les capitaux investis ne représentaient que 232 millions de dollars.

(16) A C N P : *Asociación Católica Nacional de Propagandistas*.

## LA MUTATION DE LA CLASSE DOMINANTE ET LA MISE EN PLACE DE STRUCTURES MODERNES DE DOMINATION

Il n'y avait pas d'unité dans le franquisme. Il reposait sur trois bases ayant des intérêts parfois convergents : le féodalisme, la Phalange et l'Église.

Le féodalisme se référait entièrement au passé, à l'ancien régime qui avait existé avant 1931. Son catholicisme était celui du moyen âge soutenu par l'inquisition. Le régime qu'il souhaitait était une monarchie absolue et cléricale.

Pour la Phalange, la conception de la monarchie était différente. Elle voyait une monarchie théocratique sur des bases nouvelles et qui ne seraient pas un outil de l'Église, même exprimant un catholicisme ancien. De même, sa conception de l'État était différente de celle de la réaction ancienne. Au cours de la guerre civile, le contenu du franquisme avait changé sous la pression des nécessités pratiques et la Phalange avait pris le pas sur les secteurs traditionnels des seigneurs féodaux.

L'Église avait vu sa toute puissance restaurée dès le début de la guerre civile. Dans les territoires contrôlés par le gouvernement de Burgos, toute la législation la concernant, élaborée depuis 1931, avait été abrogée et elle avait retrouvé son régime d'exception de la monarchie antérieure. A la fin de la guerre civile, en mettant en avant sa conception d'une vie primitive et catholique, l'Église se heurtait à la phalange. Pour la Phalange, l'Église et l'État devaient être chacun à leur place. Mais l'Église ne voulait pas d'une deuxième place. Pourtant, la même évolution qui allait réduire l'importance du féodalisme réduisait aussi celle de l'Église dont le pouvoir avait la même base : la propriété foncière. L'Église perd peu à peu du terrain, parce que cela n'est pas réellement contrebalancé, ni par la montée de l'Opus Dei, ni plus tard par celle de l'ACNP, qui tend à prendre sa place. Car la force de l'Opus Dei, comme de l'ACNP, ne vient pas de leurs liens théologiques ou terriens, mais de leur idéologie pratique (techno-science) et de leur place dans le capitalisme montant.

Nous l'avons vu, la classe capitaliste, au début, a intérêt à maintenir l'équilibre précaire de ce système politique, alors même que les classes qu'il représente se transforment et perdent graduellement leur importance et leur base réelle. Le système d'oppression, sur lequel ils sont tous d'accord, est très utile pour maintenir un haut niveau d'exploitation et un fort taux d'accumulation du capital. Mais, il arrive un moment où ce système devient un corset trop étroit et un obstacle au développement lui-même et à la croissance. Comme il est difficile de faire bouger une telle société, les structures officielles formelles évoluent très lentement, mais les structures réelles se transforment sans prendre la forme qu'on peut leur connaître dans les pays industrialisés. C'est valable autant pour les structures qui expriment les tendances de la classe bourgeoise à devenir la classe dominante ; c'est valable aussi pour la classe ouvrière qui prend corrélativement la place de l'antagoniste de cette classe bourgeoise.

L'Église qui est la seule structure "indépendante" ayant un pouvoir par elle-même, ayant sa tête dans le pouvoir d'État et sa base dans tous les milieux sociaux, va jouer un rôle dans le développement de ces structures réelles, aussi bien dans les sphères du capital que dans la sphère du travail. L'explication réside dans le fait qu'elle soit la seule "organisation" de cette nature autorisée à avoir une activité légale ; la réduction de son pouvoir temporel la rend d'autant plus apte à jouer ce rôle idéologique et ses liens internationaux l'aident mieux à comprendre ce qui se passe. Dans l'Église vont passer aussi bien les technocrates de l'Opus Dei que ceux de l'ACNP, aussi bien nombre de membres des commissions ouvrières que les nationalistes basques ; mais elle restera en même temps un des piliers du système et de ses tendances les plus dures (1).

L'Opus Dei peut œuvrer dans la légalité mais pas du tout sous la forme d'un parti politique comme ceux qui expriment habituellement les intérêts de la bourgeoisie et la représentent au niveau de l'État. Le libéralisme socio-économique du capital qu'il gère n'est pas un libéralisme politique et il peut, sans problèmes majeurs, évincer à la fois les tenants de la monarchie féodale et la technocratie de la Phalange. Si ses membres accèdent au pouvoir et ouvrent l'Espagne au capital international, la situation politique (qu'elle ne cherche pas à faire bouger car elle sert à ce moment les intérêts du capital) lui impose son caractère plus ou moins occulte et lui interdit d'être ouvertement le parti des technocrates. Par contre, les

technocrates de l'ACNP, formés aussi au sein de l'Église, rompus aux techniques du capitalisme moderne - et notamment à la manipulation des mass média - s'engageaient, pour les nécessités nouvelles du capital en Espagne, dans la voie d'un libéralisme non seulement économique mais aussi politique. Ce quatrième clan du pouvoir (opposé aux monarchistes féodaux, à la Phalange et à l'Opus Dei) ne pouvait qu'être clandestin sous Franco. Ce seront ceux qui "prépareront l'avenir, capables d'aller plus avant parce que non marqués par la collaboration avec le franquisme ; ce seront eux qui mèneront la réforme politique que la situation moderne du capital exige et que la mort de Franco rendra possible" (2).

Pour la classe ouvrière, il en est de même, mais d'un bout à l'autre, elle est contrainte de rester dans l'illégalité. Si le régime peut admettre une association de technocrates capitalistes, elle ne peut admettre une coalition ouvrière qui détruirait une de ses bases : le syndicat vertical. Il se développe alors une institution non reconnue, mais dont l'incité, à l'échelle de toute l'Espagne atteste du "besoin" d'une telle structure pour le fonctionnement du capitalisme à un certain stade de son développement : ce sont les commissions ouvrières.

Le rôle que le PCE pourra jouer au sein de ces commissions montre précisément que le caractère ambigu de leur existence peut s'adapter parfaitement à la conception du syndicat et du parti que porte l'idéologie du parti communiste. Le rôle que l'Église peut jouer dans le rassemblement et l'endoctrinement des futurs militants des commissions ouvrières, le PCE peut aussi le jouer, à la fois par son idéologie et par son organisation centralisée clandestine qui lui facilite la coordination nationale des commissions isolées par le contrôle policier (et leur manipulation).

Sous la pression des nécessités, l'État corporatiste lui-même évolue lentement. Avant même la fin de la guerre civile, le franquisme avait pris des mesures contre la grève. Le 19 avril 1937, Franco commente le décret qui fonde le nouveau parti de la Phalange : "Le régime rendra radicalement impossible la lutte de classe". La Charte du Travail, promulguée le 9 mars 1938, est le fondement de l'État corporatiste dans le domaine des relations de travail. En apparence, cette charte, établie sur le modèle de celle de l'Italie Fasciste, devait réaliser la "révolution nationale syndicaliste". La lutte de classe était "abolie" au sein des syndicats verticaux (CNS) dans

lesquels on retrouvait "associés" patrons et "représentants" ouvriers. Toute grève était rigoureusement interdite. La morale corporatiste garantissait, dans un cadre réactionnaire, les principes mêmes de l'exploitation capitaliste. Dans les années qui suivirent, ce n'est pas tant la lutte de classe qui commença à ébranler le système : la classe ouvrière était écrasée et laminée par la guerre et le triomphe du franquisme. Dès que l'équilibre économique commença à se déplacer vers un capitalisme moderne, une lutte juridique violente éclata dans le régime lui-même, car la réalité se heurtait à l'idéologie phalangiste.

Le 5 juin 1939, Franco déclare au Conseil National de la Falange, que pour l'Espagne il n'y a qu'une seule loi économique : "Produire, produire, produire". En réalité, lorsque le 26 janvier 1940, la Charte du Travail devient une loi d'État, la "Loi d'Unité Syndicale", et que les syndicats verticaux se voient reconnus comme organismes officiels, ce ne sont que des idées et le contenu de la Charte est une chose sans vie réelle. Une première réforme intervient en 1943 : quelques postes syndicaux seront "électifs". Le 13 juillet 1945, une nouvelle loi "El fuero de los españoles" garantit certaines libertés aux espagnols ; mais ce ne sont pas les libertés auxquelles on pense habituellement. C'est la liberté de production et de commerce capitalistes. C'est, sous la pression de la classe capitaliste, la reconnaissance de son "espace vital", la liberté d'exploiter librement la classe ouvrière. Tout l'édifice idéologique de la Falange, de la Charte du Travail, des syndicats verticaux, devient alors ce qu'il avait été dès le début, mais cette fois sans même la dissimulation qui pouvait lui donner une apparence de réalité.

A vrai dire, cette situation politique pose un dilemme pour la bourgeoisie espagnole et le grand capital qui entre maintenant en Espagne. Comme l'écrit un économiste : "Les mécanismes du marché supposent un degré de liberté incompatible avec la démocratie organique du franquisme" (sous entendu y compris le marché de la force de travail et la liberté "économique", c'est-à-dire de réaliser du profit). Il lui faut donc tenter de balayer toutes ces couches qui, du propriétaire foncier au phalangiste, se servent de l'État fort pour la protection d'une société périmée : alors, qu'en même temps, ce même régime est le meilleur garant du bon marché de la main d'œuvre (dès 1939, les salaires ont été ramenés au niveau de 1936) et de la construction d'un secteur d'État au service du capital.

Il faudra des années pour que ce dilemme soit résolu et, même aujourd'hui, il ne l'est pas entièrement. Les nécessités du capital et de la lutte de classe font qu'en même temps surgissent des structures informelles, que les syndicats verticaux tentent de récupérer, des appareils mieux adaptés (comme le PCE qui, dès 1948, lance des consignes de pénétration dans le CNS). Le système des conventions collectives que le régime doit lui-même mettre en place favorise les discussions sur le plan de l'entreprise et des assemblées ouvrières. Tout devient une question de rapport de forces, et le régime ne peut maintenir une organisation artificielle qui tend à lui échapper que par une répression sélective frappant ceux qui n'acceptent pas, pour diverses raisons, de s'intégrer dans la bureaucratie franquiste (3). Nous reviendrons plus loin sur les commissions ouvrières, mais ce que nous voulons souligner ici, c'est que dans les années 70 existait, fruit d'une lente évolution une situation partie formelle (la tête bureaucratique qu'il suffirait de remplacer le moment voulu), partie réelle (la base plus ou moins clandestine des "militants" d'entreprise, facile à intégrer éventuellement dans un cadre "légal démocratique"). L'ensemble ressemblait alors, en dépit des apparences, à ce que nous pouvons connaître des syndicats dans les autres pays d'Europe : ils encadrent les ouvriers par la fixation des conditions de la prestation "travail" pour le capital (4). A ce moment, il ne manquera plus qu'une réforme politique pour légaliser cet appareil qui generis secrété par les nécessités mêmes du capital.

A vrai dire, l'évolution du régime franquiste lui-même avait préparé le terrain de sorte que la mise en place des structures d'encadrement du travail ne sera pas une rupture aussi brutale qu'il pourra y paraître. Malgré le maintien de la répression policière la plus brutale, des réformes de détails avaient été introduites dans l'organisation corporatistes, entr'ouvrant des portes, éliminant les personnages trop marqués par leur anachronisme. En 1951, des sanctions sont prises contre des ministres, suite à l'agitation en Catalogne. Les grèves de 1956 dans le Pays Basque, en Navarre et en Catalogne, entraînent en mars 1957 un remaniement ministériel qui élimine la Falange des syndicats verticaux ; en 1962, un dirigeant de la vieille garde phalangiste peut déclarer : "La droite espagnole classique (5) a attendu 20 ans... Maintenant qu'elle se croit forte, elle jette son masque et essaie de nous balayer... Même ceux qui ont été nos ennemis lors de la guerre civile se trouvent au fond d'accord avec elle...". Ce n'était pas qu'une

question de personnes, bien qu'il fut exact qu'avant 1950 la Phalange avait perdu le contrôle de la censure, de l'information et de la propagande. Ce qui était plus important et commandait cette évolution, c'est qu'il fallait, en se servant des institutions formelles tenues solidement par le régime, fixer le cadre d'exploitation des travailleurs et le prix de la force de travail. Diverses lois syndicales verront ainsi le jour, procédant par petites touches, mais transformant finalement assez radicalement les fondements d'une politique qui prétendait "supprimer la lutte de classe". En 1947, une loi des "Jurados de Empresa" introduit une sorte de comité consultatif dans les entreprises de plus de 50 salariés. En 1958, est fixé le cadre des conventions collectives par branches d'industries, pour trois régions géographiques (Madrid, Barcelone et le reste de l'Espagne), conclues pour deux ans, par des négociations entre "représentants" des patrons et des ouvriers, hors de toute consultation de la base. Elles fixent les salaires de base, les primes, les horaires, c'est-à-dire le cadre dans lequel les "représentants" ouvriers au sein des entreprises détermineront les modalités concrètes de l'exploitation, notamment la partie finale des salaires. C'est le cadre tout trouvé pour une agitation, d'autant plus, qu'en 1963, les "représentants ouvriers" deviennent éligibles pour 6 ans comme "jurados de empresa" dans les entreprises de plus de 100 salariés, ou comme "enlaces sindicales" (entre 50 et 100 salariés) ; en 1966 même des délégués "libres" pourront se présenter. En 1969, dans la limite de certains plafonds, les entreprises auront liberté de négociation des salaires par les mêmes canaux. La grève elle-même assimilée à la trahison en 1939, à la subversion armée jugée par les tribunaux militaires en 1943, à la sédition en 1945, n'est plus considérée comme sédition en 1965 que si c'est une grève d'inspiration politique, destinée à atteindre à la sûreté de l'État. Sans doute ce sont des mots, mais, dans les années 1970, la grève sera reconnue "de facto" et sa répression n'aura pas grand chose à envier à certains pays "démocratiques".

Nous avons vu que la base réellement fasciste du régime s'est vue rapidement écartée du pouvoir. Ce n'est qu'en 1960 qu'apparaissent des mesures dirigées contre ceux qui étaient un des piliers de l'insurrection armée de 1936 (et du capital étranger) ; les féodaux agricoles. Deux étapes ont déjà été franchies : en 1940, des mesures pour "encourager" la production agricole et le reboisement, pour atteindre l'auto-suffisance ; cela a échoué. En 1950, la mutation industrielle entraîne

l'exode rural, la mécanisation et l'apparition de l'agriculture industrielle. Les grands propriétaires fonciers se transforment eux-mêmes en partie en industriels de l'agro business. Une loi de 1960 vise à l'augmentation de la production agricole en aidant les entreprises agricoles à jouer le jeu capitaliste. Elle prévoit des mesures sévères si la totalité des terres que l'on possède n'est pas cultivée. Sous la menace de nationalisation, le sol doit être exploité de manière intensive. Ce qui dicte ces mesures, c'est le développement du capital qui cherche à dégager le plus de ressources disponibles pour investir dans l'industrie. Une barrière doit disparaître, c'est le manque de nourriture et c'est, par priorité, le sol national qui doit la produire. Mais cette mesure est dirigée directement contre les propriétaires fonciers traditionnels. Le régime détruit lui-même sa base réactionnaire à un moment où le développement industriel commence à réduire son importance dans l'économie de l'Espagne.

Toute cette évolution des structures sociales, poursuivies sous le franquisme, soit ouvertement, soit parallèlement, va trouver à la mort de Franco une nouvelle bourgeoisie assez forte et consciente pour l'intégrer et la développer dans une réforme des institutions. Elle sera soutenue dans cette tâche par le capital international (6) et même saura utiliser les luttes pour s'imposer contre ce qui reste des tendances dures au pouvoir. Elle pourra le faire progressivement en cherchant à éviter les ruptures et les conflits ; elle ne pourra - et ne voudra - éliminer d'emblée tous les supports traditionnels du franquisme. Ceux-ci, comme la Phalange ou l'Église traditionnelle, s'effondreront d'eux-mêmes une fois perdu l'argent et la protection répressive du régime. D'autres, comme la police et l'armée, serviront à briser les tentatives d'une évolution plus rapide et les conflits sociaux menaçant de rompre le cadre institutionnel de la force de travail (7). Il est significatif qu'une fois la monarchie (legs du franquisme) installée, les étapes de la mise en place de structures légales passent d'abord par l'encadrement syndical et un pacte socio-économique, alors même qu'il n'existe pas de structures politiques (constitution, loi municipale) ou de fonctionnement "démocratique" au niveau de l'État. C'est que le plus urgent dans un système qui reste "provisoirement" autoritaire (et qui sait l'être à l'occasion), c'est l'encadrement de l'économie - et de sa pièce maîtresse - la force de travail -. Avec le concours de "tous", la nouvelle bourgeoisie et le capital vont droit au but : reconnaissance des partis politiques, puis des syndicats, loi syndicale,



élections de délégués "démocratiques", pacte de la Moncloa qui soumet tous les partis (et par contrecoup les syndicats sauf la CNT) aux intérêts du capital. La boucle est fermée tout au moins dans les formes : le bouillonnement de la lutte de classe a fait surgir, dans l'anachronisme des institutions et de la répression, à la foi les initiatives de l'autonomie ouvrière et les futurs organes de domination de cette autonomie.

- (1) Dans son livre *l'Espoir demeure* - Ed. Federop - Julio Sanz Oller fait bien ressortir le rôle d'organismes comme la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), dans laquelle se cotoient les ouvriers qui cherchent à s'organiser et les étudiants issus des milieux bourgeois qui, finalement, sont branchés sur le même idéalisme. "La JOC forma à sa manière de jeunes travailleurs désireux d'être utiles à leur classe" p 98. Beaucoup sortiront de ces premiers pas dans ce cadre étroit pour se disperser dans diverses organisations politiques ou syndicales (souvent avec la complicité des curés) ; ils y reviendront par exemple en utilisant les églises comme lieux de rassemblement "protégés" pour les assemblées ouvrières. Ce qui en restera, c'est une certaine forme d'élitisme militant qui cadrera bien avec les besoins du système en "cadres" tant technocrates qu'ouvriers.
- (2) Il est intéressant de noter que cette tendance ACNP s'efforcera sous le franquisme de conquérir les mass media en une sorte d'investissement politique à long terme lui donnant les moyens de propagande adéquats, lorsque le régime sera "libéré". Voir l'ouvrage de Saéz Alba - *La Asociación Católica Nacional de Propagandistas* - Ediciones Ruedo Iberico et aussi Cuadernos de R I n° 42-43 et 58-60 sur le nouveau corporatisme catholique.
- (3) Julio Sanz Oller, ouvrage cité, décrit fort bien cette situation p 275 et s pour le PCE et p 314 et s pour l'absorption des commissions ouvrières dans le CNS.
- (4) Julio Sanz Oller décrit dans le détail une telle situation concrète à l'usine Siemens de Bajo Llobregat en Catalogne p 318. C'est aussi ce que fait ressortir un article de Spartacus - avril - mai 1977.
- (5) *Le Monde* - 24 novembre 1962 - par "droite classique", il faut entendre la bourgeoisie industrielle.
- (6) par exemple après l'argent américain versé sous Franco même à un syndicat chrétien (ASO), l'argent allemand servira à reconstituer la social-démocratie et l'UGT, etc...
- (7) Les partisans de la réforme de l'armée, l'UMD (Union Militaire Démocratique) se situent entre "la social-démocratie et la démocratie chrétienne". Ils déclarent que "Le pouvoir réel, c'est l'armée" et que "la démocratisation de ce pays ne sera possible que si ce processus est garanti et soutenu par les forces armées" (*Le Monde* - 10 mars 1976).

## LES LUTTES OUVRIERES ET LE MOUVEMENT POLITIQUE ET SYNDICAL

### 1 - Les derniers sursauts de la guerre civile et la situation nouvelle (1939-1951)

Les luttes ouvrières avaient commencé en Espagne, comme partout, avec le capitalisme (1). Ces luttes, même lorsque les ouvriers agricoles du Sud leur donnaient une ampleur inégalée mais aussi des caractères très particuliers (2), montraient clairement que, dans le cadre national de l'État espagnol où elles restaient enfermées, elles conduisaient à l'isolement des ouvriers des centres industriels du Nord. A aucun moment, ces travailleurs en lutte ne purent développer leurs propres perspectives. L'écrasement de l'insurrection asturienne en 1934, la défaite du prolétariat de Barcelone en mai 1937 illustraient tragiquement cet isolement et ouvraient la voie à la répression, plus atroce encore des vieilles classes de l'aristocratie foncière, appuyées par le capital international et dont le franquisme était le fer de lance.

Malgré les prétentions des dirigeants, la victoire du franquisme ne mettait nullement un point final aux luttes ouvrières. La résistance en Espagne n'avait pas cessé avec la fin "officielle" de la guerre civile. Nombre de ceux qui n'avaient pas la frontière française à proximité, ou qui furent coincés au sud de Valence, attendant en vain des bateaux, formèrent des groupes armés qui luttèrent encore quelque temps dans les montagnes (Andalousie, Galice, Asturies). D'autres luttes peuvent aussi apparaître comme le prolongement de la guerre civile, telle celle de la Maquinista (moteurs) à Barcelone en 1941, à l'appel de la CNT, qui dura 10 jours et se termina par l'exécution de nombreux ouvriers. A part des luttes isolées (en novembre 1945 dans le textile à Manresa en Catalogne ou le 1er mai 1947 au Pays Basque), ce n'est que douze années après la fin de la guerre civile, en 1951, qu'apparaissent des luttes ouvrières ouvertes contre le pouvoir officiel.

La poursuite du terrorisme était la marque de la faiblesse de la classe ouvrière totalement défaite dans la guerre. Si ce terrorisme s'est poursuivi après la reprise des luttes ouvrières, par suite de diverses circonstances, il n'était en aucune façon représentatif de la résistance de la classe ouvrière au

franquisme :

a) le mouvement syndical et politique d'avant la guerre était entièrement détruit ; certains restes avaient réussi à se maintenir illégalement, mais ils étaient trop petits pour satisfaire les ambitions de l'intelligentsia qui recherche alors dans l'action clandestine terroriste une ouverture plus large.

b) Les petits restes du mouvement illégal ne se dissolvaient pas, mais se dirigeaient vers un terrorisme plus ou moins sur le modèle de la résistance au nazisme en France, Italie ou Yougoslavie.

c) Dans la situation espagnole de 1939, l'impossibilité d'un développement officiel et légal d'organisations ouvrières ne laissait d'ouverture qu'à l'action des ouvriers eux-mêmes. Cela ne pouvait satisfaire les impatiences d'en "finir avec le franquisme". Avec le développement industriel, la composition, les caractères et les effectifs de la classe ouvrière se transformaient. Les travailleurs des années 50 et de celles qui suivirent n'étaient plus les mêmes que ceux des années 30 et n'avaient plus les mêmes liens avec ce qui appartenait au passé.

### 2 - La première vague de grèves : mouvement des travailleurs et mouvement politique (1951-61)

En 1951, c'est la première vague de grève dans l'Espagne franquiste. C'est en Catalogne, à Barcelone qu'elle débute, avec des caractères qui tiennent à la fois du passé et du présent. La lutte est dirigée contre l'augmentation du prix des transports. Elle apparaît sur deux plans, ce qui montre clairement la différence entre la lutte des ouvriers et celle des étudiants et des groupes politiques. Ces derniers organisent des manifestations, des réunions, distribuent des tracts et se heurtent immédiatement à la police ; une vague d'arrestations s'abat sur eux (notamment les responsables locaux de la CNT). Mais tout change radicalement le 1er mars, lorsque les ouvriers s'en mêlent. Le prix des transports n'est pas seulement en cause pour eux ; c'est seulement la goutte d'eau qui fait déborder le vase dans la lutte pour un niveau de vie plus élevé. Ils appliquent le boycott des transports publics. Le matin du 1er mars, des groupes d'ouvriers descendent de partout, partant à pied à leur travail. La foule est de plus en plus importante et la police est impuissante. La commune de Barcelone

cède et baisse le prix des transports avec l'accord de Madrid. Le maire de Barcelone est contraint de démissionner le 8 mars.

La répercussion est immense. Et le lundi 12 mars, une grève générale de 300.000 ouvriers, la première depuis 1939, paralyse Barcelone, grève née elle aussi de la misère, mais qui présente aussi des traits empruntés au passé : d'un côté, des militants d'organisations clandestines ont essayé de franchir une étape après le boycott victorieux des transports ; de l'autre les industriels catalans ont favorisé son déclenchement et son développement, pour avoir une plus grande liberté d'action économique (3).

La même chose se répète au Pays Basque, vers la mi-avril 1951 : 100.000 ouvriers débraient contre la vie chère. Cette action se heurte à un ultimatum du gouvernement et les grévistes ignorent un ordre de reprise lancé pour le 24 avril. Fin avril, début mai, la grève s'étend à Bilbao, à Modrano. A Pampelune, il y a plus de 4.000 grévistes. A Tolosa, les femmes descendent dans la rue après l'arrestation des grévistes. A San Sebastian, grévistes et policiers se battent dans les rues. Dans la banlieue de San Sebastian, à Pasajes, tous les dockers débraient. La grève reprend en Catalogne, à Manresa, où 6.000 ouvriers du textile, lock outés après deux jours de grève, ne rentrent que le 2 mai après un ordre impératif de reprise pour le 1er mai (4).

On peut dire que depuis 1951, ces luttes sont devenues de plus en plus évidentes et que l'Espagne n'a pas connu un moment de tranquillité sociale. Le 2 décembre 1953, 2.200 ouvriers des chantiers navals se mettent en grève à Tolosa, Hernani et Azpeitia. D'autres grèves sur le tas touchent les petites usines et les papeteries. Toutes ont pour cause des revendications de salaire, en partie satisfaites, puisqu'en janvier 1954, ceux-ci sont augmentés entre 10 et 15 %. En janvier 1954, un accident à l'usine de Barredos de Laviana déclenche une grève pour la sécurité. Le même mois, une grève de 24 heures contre des sanctions prises par la direction dans une usine de textile de Barcelone entraîne un lock out, que la direction doit lever au bout de deux jours sous la pression de la base. Début 1956, de grandes grèves éclatent au Pays Basque, en Navarre et à Barcelone. Le gouverneur du Pays Basque ordonne la reprise, mais le 13 avril il y a encore des milliers de grévistes, et le mouvement s'étend aux Asturies. En janvier 1957, comme 6 ans auparavant, se répète la lutte

contre les hausses des transports qui dure 13 jours. A Madrid, le boycott des tramways ne dure que deux jours. En avril 1957, la grève reprend à Barcelone, dans les mines des Asturies et au Pays Basque. En septembre 1957, 3000 ouvriers des chantiers navals de Bilbao font la grève sur le tas.

En mars 1958, une nouvelle vague de grèves touche le bassin des Asturies, la Catalogne et le Pays Basque. La lutte débute dans les Asturies le 4 mars au puits Maria Luisa : 6 mineurs viennent d'être licenciés pour production insuffisante. 4 autres puits débraient à leur tour. Le 12 mars, les mineurs de Langreo, près d'Oviédo, font grève pour la journée de 7 heures, ils sont bientôt rejoints par 15.000 mineurs. Ils tiendront 15 jours et reprendront tout autant spontanément que la grève a débuté, sans que la police parvienne à découvrir (et pour cause) les "organiseurs". Le 25 mars, la grève s'étend en Catalogne et au Pays Basque le 26. Le 27 mars, 25.000 ouvriers sont en grève à Barcelone (SEAI, Pegaso, Enasa, Hispano Olivetti, Philips Lampara...). A la Maquinista, aucune revendication précise n'est avancée ; à Hispano Olivetti, le directeur envoie les responsables du syndicat officiel se renseigner sur les revendications ; tout ce qu'il obtient c'est que la grève a lieu par solidarité, pour protester. Le plus souvent, il s'agit de grèves sur le tas ou de grèves perlées. La grève gagne Valence où 2000 ouvriers des chantiers navals Levante sont en lutte le 27 mars.

Toutes ces luttes des années 50 en Espagne ont des traits communs :

a) Elles débutent toujours au Nord, dans les vieilles régions industrielles : Catalogne, Pays Basque, Asturies. A part Madrid, on n'entend guère parler du reste de l'Espagne. C'est dans ces régions que se trouvent depuis longtemps les concentrations industrielles et ouvrières. C'est dans ces régions aussi qu'est la force de la bourgeoisie industrielle encore doublement brimée par le centralisme de Madrid et son orientation autarcique. La production industrielle de l'Espagne qui va sauter de 97 en 1945 (indice 100 en 1942) à 153 et à 300 en 1959, provient encore pour l'essentiel de ces régions qui voient affluer la main d'œuvre agricole venant du Sud.

b) Elles surgissent et s'étendent spontanément et ont tous les caractères des luttes autonomes. On ne peut qu'être frappé par la reproduction, au fil des ans d'un schéma d'exten-

xion des luttes qui éclatent dans l'une de ces régions dans une entreprise, sur un point apparemment de détail et se déplacent ensuite en zig-zag plutôt qu'en tache d'huile, pour revenir parfois amplifiées à leur point de départ. Rien dans cela qui puisse traduire la main d'organisations menant leurs troupes au combat, mais plutôt exprimant tout à fait l'action de base de travailleurs d'une entreprise ou d'une ville qui savent par instinct, qu'ils peuvent engager solidairement une lutte dans des limites précises sans courir trop de risques de répression.

c) Les revendications sont toujours très concrètes (salaires, conditions de travail, etc...) et jamais de nature politique.

d) Les luttes se déroulent essentiellement dans les entreprises, mais elles impliquent souvent non seulement les ouvriers, mais également leurs familles. La méthode la plus souvent utilisée est l'arrêt de production (les ouvriers quittent l'usine ou l'occupent), ou la désorganisation de la production (grève perlée). Si la grève s'étend, l'usine ou l'industrie considérée reste la base de la lutte ; la solidarité se crée à partir de la collectivité des ouvriers et l'intérêt commun reste ce qui était posé à l'origine de la lutte.

Sans doute, comme nous l'avons souligné, il subsiste encore dans les luttes des traits qui appartiennent au passé : mouvements politiques anciens qui essaient de renouer les fils cassés de la tradition de leur lutte pour manipuler le mouvement des travailleurs, intervention - discrète mais parfois efficace - de la bourgeoisie régionale comme on a pu le voir à Barcelone pour la grève générale du 12 mars 1951, prolétariat localisé d'industries traditionnelles anciennes (mine, sidérurgie, chantiers navals, textile,...). Mais cette situation se transforme graduellement. L'industrialisation s'étend hors des trois régions de base du Nord ; le Sud latifondiaire se vide de sa main d'œuvre agricole, coupée dorénavant du mirage de la propriété du sol ; la bourgeoisie, apeurée devant les luttes qui heurtent de front l'exploitation capitaliste, s'oriente vers les solutions technocratiques qui résoudront "ses" problèmes économiques tout en laissant intact - apparemment - le système politique. Peu à peu, le prolétariat se déplace à cause tant des transformations économiques que de ses propres luttes ; à un prolétariat ancien surexploité, succède un prolétariat "moderne", auquel le capital garantit un minimum pour avoir moins de troubles dans l'exploitation du travail et des

possibilités d'écoulement d'une production de masse. En raison de la situation particulière de l'Espagne, cette mutation ne se fera pas toute seule, et pas sans heurts, les luttes bousculant la lente évolution d'une société restée loin en arrière.

Cette évolution des travailleurs élargira la rupture, apparue à la fin des années 50, entre l'action ouvrière et l'action politique, lors de la grève nationale de 24 heures du 18 juin 1959. Le mouvement de lutte des années 50 a vu se développer des embryons d'organisations de base, à caractère plus ou moins spontané : ce qui deviendra les commissions ouvrières, expression d'une démocratie ouvrière à la base. Sans doute, les militants politiques clandestins peuvent-ils revendiquer être à l'origine de la distribution de tracts anonymes, par exemple pour le boycott des transports de Barcelone le 1er mars 1951. Mais ce sont tous les ouvriers qui assurent la diffusion du "mot d'ordre" et l'efficacité du boycott. Des canaux divers (dont l'Église) pourront surgir et disparaître, au gré des circonstances et de la répression des "militants" de base ; mais leur "rôle" dans les luttes ne pourra pas entraîner la cohésion ouvrière hors de sa voie d'une démocratie de base sur le lieu de travail ; cette démocratie de base se trouvera même renforcée par l'impossibilité d'utiliser les syndicats verticaux comme canal de revendication et par la répression qui éliminera systématiquement les "têtes". Cependant, l'apparition et le développement des luttes, l'existence, même éphémère, d'organisations de base, donnera espoir à tous ceux qui, dans les groupes ou les partis, cherchent la voie politique pour aller plus loin et précipiter la chute du régime.

C'est ce qui se passe dans l'été de 1959 : groupes et partis clandestins pensent que le moment est venu d'utiliser ce qu'ils pensent être un potentiel politique pour s'attaquer au régime lui-même. Ces groupes lancent un mot d'ordre de grève nationale de 24 heures pour le 18 juin 1959, avec comme but politique avoué de saboter le plan de stabilisation à un moment où celui-ci n'est pas encore entré en action. Ce que l'on appelle l'opposition politique pensait à deux choses :

— montrer aux investisseurs étrangers que le régime n'était pas soutenu par le peuple, donc peu sûr pour y placer des capitaux,

— que les hésitations des investisseurs ébranleraient le régime incapable de surmonter les difficultés présentes et qu'il devait s'en aller.

Pour ce faire, ils avaient besoin bien sûr de la classe ouvrière manipulée comme une arme. Le motif officiel de la grève était la lutte contre la vie chère et l'inflation. L'initiative en avait été prise en commun par les sociaux démocrates, la gauche de la démocratie chrétienne, les groupes catholiques de gauche du Pays Basque, les séparatistes basques et les nationalistes catalans (5). Pour en assurer la réussite, ils étaient prêts à collaborer avec le Parti Communiste reconstitué quelques années auparavant en 1954. Pendant 15 ans, Moscou avait été contre la reconstitution du parti communiste illégal. Dès 1939, à la fin de la guerre civile, un ex-ministre du cabinet Caballero, Jesus Hernandez, l'avait envisagé, ce qui avait attiré la remarque de Togliatti, représentant du Komintern en Espagne qu'il "était complètement fou" (6). Cette grève générale était considérée par le PC comme un excellent tremplin pour sa propagande. La proposition de collaboration qui lui était faite devint rapidement sa chose, comme si le parti en avait l'initiative et la direction. Et il mit le paquet pour que cela devienne "sa" grève. Radio Espagne "indépendante", émettant depuis Prague, les tracts du parti, tous appelaient à la grève pour le 18 juin, sous l'enseigne du PC espagnol. C'était tellement énorme que les autres partis renoncèrent à s'y associer. Mais le PC continua tout seul.

Le 18 juin, il faisait très beau, mais ce fut pour les espagnols un jour comme les autres. La grève était un échec complet. La raison en était claire. Il ne s'agissait pas d'une lutte menée par les ouvriers, mais d'une lutte à laquelle ils étaient appelés et, de plus, pour des buts très vagues. La vie chère disparaissait des buts du PC et il ne restait plus que le slogan "A bas Franco". Cette grève générale montrait aussi la faiblesse des organisations d'opposition. Le régime avait, de plus, pris toutes les mesures pour prévenir la grève, ce qui lui était facile puisque la propagande disait tout d'avance et que, pour ce faire, les militants devaient se découvrir. Il y avait eu de nombreuses arrestations, la guardia civil avait été mobilisée. On parlait d'état de siège. L'état major de la grève, les leaders du PC et des autres groupes étaient en prison avant même que la lutte ne se déroule (7).

### 3 - L'industrialisation et l'explosion sociale (1962-1966)

Si la production industrielle avait mis 15 ans de 1940 à 1955 pour doubler, elle doublera de nouveau en 5 ans de 1955 à 1960, et doublera encore de 1961 à 1966. 1959 est l'année

du grand tournant économique avec l'application du programme de stabilisation, l'importance des investissements dans toute l'Espagne et la mise en œuvre de programmes agraires imposants. Les anciens secteurs industriels se restructurent et les nouveaux investissements font surgir dans toute l'Espagne des industries nouvelles. Tous ces mouvements contiennent des données contradictoires. D'un côté, la pression du développement et l'émigration à l'étranger entraîne un manque de main d'œuvre qualifiée, d'où une surenchère patronale, toute relative bien sûr, mais qui suscite des revendications de salaire et des résistances à l'accroissement de la productivité. Le contrôle des salaires et des conditions de travail, au niveau central (notamment la limitation des licenciements dans un État corporatiste), gêne le patronat de pointe autant qu'elle le sert. D'autre part, le plan de stabilisation entraîne des mutations profondes : blocage des salaires, montée du chômage (disparition d'entreprises), exode rural vers les villes et vers l'étranger, accumulation du capital accélérée et entrée des investissements, d'où création de nouvelles entreprises. Nous avons vu que la double pression des luttes et des nécessités économiques conduit à faire passer une partie de la fixation du prix de la force de travail de la voie autoritaire à la voie contractuelle ; nous avons souligné que cela créait les conditions d'actions revendicatives au plan de l'entreprise et du développement de structures de discussion et d'encadrement à ce niveau. La misère des travailleurs était encore grande - et plus encore des chômeurs - mais ce n'était pas les périodes noires des années 30 ou 40, ou même les bouleversements des années 59-60, lors de la mise en place du plan de stabilisation. Plus les mesures économiques faisaient effet, plus les profits capitalistes augmentaient, plus la combativité ouvrière se développait. Les travailleurs faisaient les frais des restructurations et de l'ouverture des frontières. Mais ils ne sont plus enfermés dans le cercle étroit d'une situation sans issue, parce que stationnaire, mais dans une dynamique. Des possibilités s'ouvrent avec le développement du capital et le prolongement des luttes des années 50. Après la mise en œuvre du plan de "desarrollo", la vague des luttes s'élève tout d'un coup.

Tout commence fin 1961, lorsque les ouvriers occupent les ateliers du chemin de fer à Beassain, au Pays Basque. 2 jours après, la garde civile les fait évacuer. Les ouvriers manifestent dans les rues et la guardia civile tire ; il y a des blessés. Toute la population de la ville se révolte. Des grèves de solidarité, brèves mais imposantes, se déroulent alors dans le Pays

Basque ; elles culminent à Bilbao où les usines métallurgiques et les chantiers navals sont touchés. Même les ouvriers agricoles des régions viticoles du Sud entament des luttes (Badajoz). L'action ouvrière a une telle force que la police ne se heurtait plus directement aux ouvriers et que les patrons cédaient aux revendications. Cela continue en 1962 qui, malgré des lois draconiennes contre la grève, connaît une vague de grève comme il ne s'en est pas déroulé en Espagne depuis 25 ans. La police n'entre pas en action contre les 4.000 ouvriers de Madrid qui font la grève sur le tas. C'est dans les Asturies, dans la deuxième moitié d'avril que le mouvement prend le plus d'ampleur. La grève commence au puits Nicolasa, le 7 avril, suite au renvoi de piqueur ne remplissant pas les normes et s'étend peu à peu. A la fin du mois, ils sont 70.000 mineurs en grève et le mouvement donne peu de prise à la répression. Afin que les patrons puissent conserver leurs profits, le gouvernement consent une augmentation du prix du charbon, ce qui leur permet d'augmenter les salaires. Fin mai, les mineurs reprennent mais la grève se déplace : aux usines métallurgiques et chantiers navals de Bilbao, hauts fourneaux de Baracaldo, matériel électrique de Etcheverria, etc... ; il y a 80.000 grévistes et leur nombre s'accroît de semaine en semaine. Des usines s'arrêtent, d'autres reprennent. Tout cela jusqu'au début de juin. Ce ne sont pas seulement les vieilles régions industrielles qui sont touchées, mais aussi les autres régions en voie d'industrialisation : Andalousie, Leon, région de Seville, Cadix, Saragosse, Madrid, la Galice. Aucune revendication de caractère politique, mais surtout les salaires et les conditions de travail.

Contrairement à ce que pensaient les "groupes et partis" initiateurs de la grève générale manquée du 18 juin 1959, ce n'est pas le maintien de l'état d'arriération qui provoque ce mouvement de lutte. Au contraire, la base de la lutte actuelle c'était les progrès accomplis par l'Espagne au cours des dernières années. Les ouvriers pouvaient voir que, dans toute l'Espagne, la prospérité s'installait et que tout ce qui freinait le développement était en train de disparaître. Mais, en même temps, ils pouvaient voir combien peu ils profitaient de cet essor contrairement au reste de la population - notamment les classes moyennes. L'unité de leur lutte était forgée par cette situation, et ils se comprenaient sans mot d'ordre et sans leaders ; la lutte est la plus active dans les régions où l'industrie a obtenu ses résultats les plus spectaculaires. Les partis politiques se livraient à toutes les spéculations possibles dans

une sorte d'arithmétique élémentaire ne tenant aucun compte de la réalité ouvrière et de ce que faisaient réellement les ouvriers à ce moment là. La résistance politique, dans ces circonstances et sous ce régime, n'avait apparemment qu'une signification très limitée. On peut comparer les luttes des étudiants de Barcelone par exemple ou celles des intellectuels, constamment décimés par l'action de la police, avec celles des ouvriers contre lesquels toute répression devenait quasi impossible sous cette forme. On peut surveiller facilement les "groupes" qui essaient, par une propagande, d'amorcer des manifestations sur des objectifs choisis par eux pour des considérations politiques propres à leur organisation. On peut arrêter quelques manifestants, mais quoi faire en face de 80.000 grévistes ? Pourtant, les ouvriers en lutte n'avaient pas de "principes politiques", seulement des revendications prolétariennes. C'est plutôt par contagion que les grèves des puits proches d'Oviédo ont gagné la Biscaye... Les débrayages n'ont apparemment pas répondu à des directives émanant d'organisations clandestines... Les consignes de l'émetteur tchèque "Radio Espana" indépendante "appelant à une grève générale n'ont pas été suivies" (8). Des tracts sont distribués à Madrid pour une grève générale d'une demi-journée : c'est un échec. L'industrialisation a réalisé ce que tous les partis réunis n'avaient pu faire : l'unité des travailleurs et leur action de masse. Le régime craignait plus les grévistes que toutes les oppositions politiques réunies. L'opposition par contre, malgré ses déclarations fracassantes, était très réservée car cette forme de lutte, qui se développait de la base, ne correspondait pas à ses idées sur la lutte, pas plus qu'à sa vision de l'Espagne future. Plus l'industrialisation s'étendra, plus le fossé s'accroîtra entre la base ouvrière et les structures légales ou illégales d'opposition - y compris notamment les commissions ouvrières.

Dès que la dimension de la lutte ne faisait plus de doute, le gouvernement décréta l'état d'exception dans tout le Nord de l'Espagne le 5 mai 1962, avec des "droits spéciaux" pour la police. Mais alors, une bonne partie des patrons avait déjà cédé. L'action ouvrière concrétisait en fait un pouvoir ouvrier contre le régime. Cela le régime ne pouvait le tolérer. L'État jeta toutes ses forces dans la balance. Malgré cela, la lutte continua ; répression et arrestations n'y changeaient pas grand chose. Même si le gouvernement pensait qu'il n'était pas nécessaire de céder tout de suite, les ouvriers étaient capables de montrer une détermination telle qu'à la fin il ne pouvait faire autrement que se soumettre. Il n'y eut pratiquement pas



de reprise avant que les promesses ne deviennent effectives. Les conflits ne cessèrent qu'avec la signature des conventions collectives accordant certains avantages. Les mineurs obtenaient 5 à 10 % d'augmentation, les ouvriers du bâtiment 15 jours de vacances...

Après ce mouvement du printemps 62, le gouvernement craignait tellement qu'il ne reprenne qu'il procéda à des arrestations de "meneurs" et qu'une loi défendit de changer de domicile avant deux années. Mais, en août 1962, une deuxième vague de grève éclate de nouveau. Elle est de moindre importance et limitée pratiquement aux Asturies. Dès que l'état d'exception est levé le 18 août, différents puits entrent en lutte contre un transfert à Langreo, pour une réduction de la durée du travail à San Tomas. Le 25 août, 13.000 mineurs sur 42.000 sont en grève ; le reste travaille à moitié. La troupe contrôle la région minière et, pendant 10 jours, c'est la confusion. La grève se termine la première semaine de septembre, sans résultat. Mais la combativité n'avait pas disparu. A la même époque, des luttes isolées éclatent encore au Pays Basque (Zarauz) et à Barcelone (Siemens).

Même si toutes les luttes ne concernaient que des améliorations matérielles, leurs conséquences politiques étaient profondes. En 1962, de mai à novembre, plus de 170.000 ouvriers avaient fait grève de 1 à 6 semaines. Comme le déclarait un magistrat en retraite : "Auparavant, la grève était un délit, aujourd'hui, les circonstances en ont fait un droit". La presse bourgeoise cherchait aux grévistes des buts politiques (9). Pourtant, dans les milieux d'opposition, on n'était pas d'accord : "tous les groupes politiques considèrent que le mouvement a été prématuré et qu'il nuira à l'action d'envergure dont on parlait au mois d'octobre et de novembre" (10). Ce qui avait été vrai dans le passé l'était encore plus à ce moment ; les luttes étaient des luttes pour la vie tout simplement, en dehors de toute considération "tactique" ; cela le resterait plus tard. Bien plus, la force "politique" du mouvement ouvrier qui éclate en cette année 1962 va développer de telles tendances au cours des années suivantes, qu'on va assister à une course de vitesse entre l'action autonome de tout le mouvement de base (et son auto-organisation), et l'action de toutes les organisations politiques. Cette action des organisations est l'expression différenciée et globale du capital et, comme le souligne un vieux renard de la politique, elle intervient pour "rendre impossible la révolution" (11).

Au cours de l'été 1963, un tiers des mineurs asturiens est de nouveau en grève, pour des gratifications et pour les conditions de travail : 7.000 fin juillet, 20.000 le 20 août, 40.000 mineurs et métallos à la mi-septembre. C'est le licenciement d'un piqueur qui a déclenché la grève qui, dans les Asturies, durera 64 jours. Pourtant, la situation répressive dans les Asturies était telle à cette époque qu'il était absolument exclu qu'une direction centrale ait pu exister. Des formes de liaisons se créent qui ne sont le fait d'aucun appareil ; les contacts verbaux directs prennent la forme d'une opinion commune et remplacent la direction et l'organisation par en haut. L'action autonome était la seule forme de lutte qui s'offrait.

En mars 1964, le mouvement reprend encore dans les Asturies, plus faiblement (4600 mineurs), mais commence à s'étendre à des mines d'autres régions, dont Rio Tinto, pour des revendications de salaires. Fin mai, les mines reprennent sur la promesse d'appliquer une nouvelle réglementation comportant une augmentation des salaires, des congés, de meilleures conditions de travail. De fait, une ordonnance sur le travail des mines garantira 40 % d'augmentation sur 3 ans, des compensations pour la silicose, etc... Mais la grève s'est étendue ailleurs, à la métallurgie du Pays Basque (11.000 en grève perlée à Babcock et Wilcox), aux hauts fourneaux de Sagonte qui tiendront 3 semaines. Le 13 mai, il y a 60.000 grévistes dans tout le pays, depuis Santander jusqu'à Xérès en Andalousie où 15.000 ouvriers agricoles sont en lutte. L'histoire de la croissance du capital se répète ici avec les mêmes caractères. Le gouvernement franquiste ne peut plus maintenir par la force des armes la loi qui interdisait les grèves comme une atteinte à l'ordre public. Cette loi, contre laquelle l'opposition politique, les organisations et les groupuscules illégaux avaient protesté et agi en vain, était mise au rancart, pas formellement, mais en pratique, vidée de tout contenu dans les faits. La grève était devenue monnaie courante en Espagne. Tout l'arsenal répressif se révélait à la fois démodé et inapplicable. Ce qu'une action politique n'avait pu obtenir, la lutte des ouvriers l'avait réalisé. Les problèmes propres des travailleurs se réglaient, en terme de pouvoir, directement par l'affrontement avec les autorités d'État. Les ouvriers sentaient bien cet état de choses et, au début de 1965, les luttes commençaient à sortir des usines pour prendre un caractère très différent de ce qu'elles avaient été jusque là, très différent aussi des manifestations auxquelles les groupes et partis les avaient conviés jusqu'alors. En mars 1965, Bilbao voit 800

métallos manifester devant le bureau de leur entreprise contre le contrat collectif ; 3.000 feront la même chose en juin. A Mières, dans les Asturies, 1.000 mineurs attaquent la maison du syndicat vertical et le commissariat. Le 10 avril, à Penaroya (Ciudad Real), plusieurs centaines d'ouvriers se rassemblent devant la direction pour présenter une pétition pour les salaires et la liberté syndicale ; jusqu'à la fin avril, ce sera, entre la direction et les ouvriers, une alternance de promesses - non tenues - et de grèves. Ce n'étaient pas des faits isolés : c'était une situation explosive qui avait monté au cours des années et la continuation de l'essor du capital dépendait des possibilités d'encadrer le mouvement de base.

#### 4 - Les tentatives d'encadrement du mouvement ouvrier - 1966-1972

En Espagne, rien n'illustre mieux la mutation du capital de ses formes primitives à ses formes modernes, que le passage de la domination semi-féodale du franquisme (obtenue dans un bain de sang) à la domination formelle, aboutissement dialectique d'une lutte de classe enfermée dans ses limites nationales, alors même que se précise la prochaine étape de la domination réelle, avec l'alignement sur la lutte mondiale du travail contre le capital.

La survie du franquisme, nécessaire à l'accomplissement de ces transformations, rendait possible l'apparition de formes de luttes autonomes originales et spécifiques à l'Espagne. Ces formes de lutte rattachaient la lutte des travailleurs espagnols à celle de travailleurs dans les différents pays capitalistes ; mais en même temps elles suppléaient aux carences du système et créaient les conditions pour l'établissement de toutes les structures "démocratiques" du capital moderne.

L'apparition des commissions ouvrières, embryonnaires avant les années 60, et répandues partout vers 1966, marquait la fin du "passé", de ce qui restait des vieilles organisations et des vieilles idées. Les hommes du passé étaient éliminés par la police par leur persistance à organiser des actions à portée "politique révolutionnaire" et aussi par l'âge, à mesure que le temps avançait. Les nouvelles formes d'action étaient le fait des jeunes qui, non seulement n'étaient pas touchés par les idées du passé, mais ne connaissaient de l'exploitation que la condition de prolétaire dans un capital en expansion. Il est difficile de dire où et comment surgirent les commissions

ouvrières parce que précisément leur naissance et leur développement surgissent des nécessités de la lutte elle-même : désigner des représentants pour discuter, un comité de grève pour coordonner, etc.. là où la dimension de l'entreprise exclut la démocratie directe, là où les assemblées étaient impossibles. Il est difficile aussi de décrire le processus dialectique de l'action des "militants" (le plus souvent surgis de la base elle-même dans la lutte, sans autre "formation" que leur expérience et leur réflexion - la leur identique à celle des autres) et de la base. Ces commissions, au début, disparaissaient après chaque lutte, soit à cause de la répression, soit pour s'en protéger, soit parce qu'elles ne répondaient plus à une nécessité immédiate. Il est facile de comprendre comment l'idée de leur "permanence" pouvait naître dans la tête des travailleurs eux mêmes sous la forme de la revendication des "libertés syndicales" ou d'un "syndicat démocratique", mais encore plus dans la tête des militants et des organisations politiques, à la recherche de structures pouvant leur donner un appui réel pour leur action politique.

Julio Sanz Oller donne, pour la Catalogne, de nombreux exemples illustrant cette dialectique base-appareils qui va finalement vider les commissions ouvrières conquises par le parti communiste de leur contenu réel, pour en faire - sous le franquisme lui-même - l'ossature d'un syndicat "démocratique" pour la période à venir. Ce que Sanz Oller appelle la "première commission ouvrière de Barcelone" apparaît, en 1962, à la Maquinista (12), et est formée de représentants élus en assemblée lors d'une grève de solidarité avec les mineurs des Asturies. Il souligne, qu'en 1966, il n'y avait plus à Barcelone que deux commissions ouvrières, celle de la Maquinista et celle d'Hispano Olivetti. Celle de la Maquinista était formée uniquement de militants "jeunes du FOC, militants gauchistes de la HOAC, quelques vieux anarchistes et seulement deux militants du PCE". Devant une menace de licenciement, la Commission "réussit à démontrer par une étude solidement documentée que l'entreprise bien organisée est rentable". On ne peut qu'être frappé par la similitude de la composition et de l'action de la commission avec celle d'un syndicat "normal". Mais, dès que les travailleurs entrent en lutte, ce qui paraissait être l'œuvre de militants change brusquement : les commissions sont balayées par la répression, les assemblées ne peuvent plus se réunir. Et pourtant, en 1962, la grève gagne la rue et les autres usines de Barcelone ; elle dure trois semaines, sans "appels, ni consignes politiques, sans direction, ni organi-

sation" (13). En 1966, la lutte dure deux mois "sans organisation, ni propagande, par pure solidarité et conscience de classe" (14), une lutte "que quelques jeunes travailleurs essayèrent d'organiser sur le tas sans vraiment y parvenir", dans laquelle les travailleurs "n'avaient pas formé de comités de grève et ne désignèrent pas de représentants" (15).

Voilà qui montre bien déjà la rupture entre le mouvement "organisé" (celui des militants) et le mouvement de base. Le mouvement organisé cherche à s'insérer dans sa fonction par rapport au capital. Là est le problème fondamental et pas celui d'être "ouvert au dialogue" (ou non) (16), ce qui n'est qu'une modalité d'accomplissement de cette fonction en liaison avec le système et les perspectives politiques. Le mouvement de base trouve ses formes "pratiques" différentes suivant les situations donnant vie au mouvement "organisé" si cela sert l'action de base, s'en détachant lorsque cela ne répond plus à ses intérêts.

Entre ces deux dates, 1962, l'année de l'explosion des grèves, et 1966, celle où les luttes débordent de plus en plus l'entreprise, à Barcelone et dans le reste de l'Espagne, les commissions ouvrières ont connu un grand essor comme mouvement de base. Et pourtant, en 1966, elles n'apparaissent plus guère qu'au point où elles étaient en 1962. Que s'est-il passé ? Le développement des commissions ouvrières, tant par leur existence, comme structure d'encadrement de la force de travail, que par leur possibilité de manipulation, ne pouvaient qu'attirer les courants, légaux ou non, qui en Espagne œuvraient pour le capital.

Le Parti Communiste Espagnol qui, en 1961, avait créé son propre syndicat clandestin, l'OSO, l'abandonne peu après pour "renforcer" les Commissions Ouvrières. Sa tactique d'infiltration dans le syndicat vertical CNS, il va la poursuivre inlassablement par le biais des Commissions Ouvrières. L'idée de permanence des commissions de base et de liaisons à l'échelle locale, régionale et nationale, correspond bien à ses vues et il est, à cette époque : "la formation politique la mieux placée pour contrôler les commissions naissantes et, à travers elles, tout le mouvement ouvrier du pays" (17). Après leur période d'essor de base - où les militants du PC et d'autres groupes politiques jouent leur rôle - l'histoire des commissions ouvrières va être une longue suite de regroupements sur la lancée des luttes, de dislocations dans des actions purement

politiques, de nouveaux regroupements dans de nouvelles luttes, de scissions et d'affrontements politiques internes : le terme en sera, dans les années 1970, un pseudo-syndicat, dominé entièrement par le PCE, coupé d'une base parfaitement édifiée sur ce rôle, après une expérience directe de ces manipulations de dix années. Pour le capital, un point est acquis, une des forces est en place en vue de la "transition démocratique".

On pourrait, aux détails près, écrire la même chose en d'autres régions d'Espagne, autour d'autres courants syndicaux, sociaux démocrates (UGT) ou catholiques pro américains comme l'ASO, etc... On peut suivre, pour la Catalogne, ces tentatives de percée d'un mouvement "organisé" : sa permanence dépend de sa reconnaissance légale ; c'est pourquoi, à la différence du mouvement ouvrier, il se déplace constamment vers le plan politique (non pas sous l'action du PCE ou d'autres partis, mais parce que ses buts et ses méthodes sont finalement identiques à ceux de ces organisations. En novembre 1964, 300 ouvriers de 59 entreprises créent la coordination ouvrière de Barcelone qui se croit assez forte pour organiser, le 23 février 1965, une manifestation pour porter une pétition de 9.000 signatures au syndicat vertical demandant "un syndicat ouvrier représentatif" (18). La répression balaie la commission de coordination. On retrouve le 6 août 1966 une autre assemblée de 36 travailleurs (dont un tiers du PCE) qui, cette fois, calque son organisation sur celle des syndicats d'industrie européens ; une nouvelle assemblée de 300, fin août 1966, organise des assemblées de secteurs industriels, désignant des comités de coordination, lesquels désignent à leur tour des représentants à un comité de coordination locale (19). Les buts de ces coordinations sont clairement définis : participer aux élections syndicales (une "plate forme électorale pour les prochaines élections" a vu le jour), pour "unifier les actions". La coordination locale avait seule compétence pour appeler à des manifestations publiques et à faire des déclarations au nom des commissions ouvrières de Barcelone (20). Les élections syndicales, avec des candidats "ouvriers" aux postes des syndicats franquistes, se déroulent en septembre 1966 (21), mais ceux qui ont cru pouvoir utiliser l'appareil vertical pour une "action ouvrière" sauront vite à quoi s'en tenir : de 1966 à 1971, rien que pour la Catalogne, 10.000 délégués sur 45.000 seront contraints de démissionner (22). Les plus actifs connaîtront la prison ; les plus arrivistes grimperont dans l'appareil et serviront le régime. Au mieux,

ou au pire, on aura la situation décrite pour l'usine Siemens de Barcelone :

"Chez Siemens, les leaders, jurés d'entreprise au fort prestige (qui commence à baisser) peuvent mobiliser le personnel quand ils le désirent. Et ils le mobilisent une fois par an pour la convention où ils obtiennent les plus fortes augmentations de toute la région. Puis, pendant toute l'année, ils font 10 à 12 heures de travail en solidarité avec les luttes les plus remarquables. En échange, ces jurés promettent à l'entreprise que la production qui a été programmée sera atteinte et qu'il n'y aura pas de "grèves sauvages". S'il surgit un conflit imprévu, le chef du personnel n'a qu'à appeler un de ces jurés et ils résolvent tout de suite la petite affaire. Dans ses prévisions de dépenses annuelles, l'entreprise comptabilise les heures d'arrêt de travail tolérées et les augmentations qu'elle accordera à la prochaine convention, qui seront dues "à la grande lutte menée par les travailleurs dirigés par leurs combattifs jurés..." Grâce à eux, la Siemens est l'entreprise du Bas Llobregat qui a connu le moins de conflits depuis 1962, malgré ses 2.000 travailleurs. La plus grande difficulté pour la direction consiste à convaincre la police de ne pas toucher à ses jurés... Mais si on les arrête, l'entreprise intercède en leur faveur et leur conserve leur poste" (23). Que changera la "démocratisation" du syndicat et du régime à la situation ainsi décrite en 1971. Elle est la même que dans les autres pays occidentaux (il n'y manque qu'une petite réforme institutionnelle protégeant les délégués contre les anachronismes du régime). C'est un des termes de l'évolution amorcée par les luttes, les commissions ouvrières et l'action des partis traditionnels. Pourtant, l'apparition de ce terme des années plus tard entraînera des désillusions chez ceux qui croyaient dans une Espagne "révolutionnaire" : il était pourtant profondément ancré dans la situation réelle du capital.

En décembre 1966, le comité de coordination locale, issu des assemblées du mois d'août, se croit assez fort pour organiser une manifestation de protestation contre le référendum national : c'est une fois de plus un échec et de nouveaux les commissions sont décapitées. Les assemblées hebdomadaires ne peuvent plus se tenir, tous les appareils deviennent clandestins, concentrant en quelques mains les décisions. "Bon nombre de décisions que nous croyions prendre dans ces organismes avaient déjà été prises en un autre lieu" (24). C'est à cette même époque que ce qui reste des commissions

deviendra le terrain d'affrontement entre fractions scissionnées du PC et groupuscules divers. On comprend mieux pourquoi en 1966, il n'y avait plus guère que deux commissions ouvrières à Barcelone. Cette situation changera quelque peu dans les années qui suivront. Les travailleurs auront une méfiance de plus en plus grande vis à vis des groupes politiques. Ceux-ci, de leur côté, essaieront de s'implanter et profiteront parfois des situations pour reconstituer des commissions ouvrières avec le PCE, comme fin 68, ou sans le PCE. Cette action permanente de recrutement jouera d'une manière dialectique, entretenant et développant une agitation, éliminant les leaders absorbés par les appareils ou victimes de la répression, laissant les groupes de base en face d'eux mêmes, lorsque les dirigeants liquideront, les coordinations locales, en raison disent-ils de l'état d'exception. Des commissions "indépendantes" surgiront parfois, par exemple en décembre 1970 à Macosa et Harry Walker. Mais, ce qui intéressera le plus les groupuscules et partis, ce sont toujours les "coordinations" locales ; à un certain moment, il y en aura même plusieurs à Barcelone, chacune tentant de pousser ses mots d'ordre politiques. En octobre 1967, le PCE organise, à Madrid, une assemblée des commissions ouvrières provinciales d'Espagne (avec des observateurs européens), et poursuit ainsi inébranlablement sa voie "légal" en lançant de nouveau en 1971 ses représentants dans les syndicaux verticaux. "Les postes représentatifs sont les bras légaux des commissions ouvrières" (25). Ainsi, se dessinent des polarisations entre une base activiste en constante évolution, plus proche des travailleurs et des organisations de plus en plus éloignées des travailleurs, tant par leurs préoccupations que par leurs actions.

Cette tactique du PCE avait pu se développer dans les années 64-66, tant à cause de certains courants de base des commissions ouvrières répondant aux besoins capitalistes (voir l'exemple cité de Siemens), que des complicités des syndicats phalangistes qui, dans leur corset étroit, essaient de répondre à ces mêmes nécessités. L'infiltration dans les syndicats officiels n'était pas un travail entièrement clandestin : Camacho, en prison, avait des contacts presque directs avec le Ministre du Travail ; les réunions de beaucoup de commissions ouvrières se tenaient dans les entreprises dans les locaux des syndicats officiels. En 1964-65, la commission ouvrière des métaux de Madrid s'était constituée dans les locaux du syndicat vertical, sous la présidence d'un bonze phalangiste (26). Le double jeu se déroulait de part et d'autre. Les autorités espé-

raient intégrer des "dirigeants ouvriers" dans leur appareil et lui donner ainsi une caution ou une redoutable "efficacité", et cela réussit parfois. En 1966, même les syndicats phalangistes crurent nécessaire de se servir, non de la grève, mais de la menace de grève. C'était un geste sans contenu qui n'effrayait guère les autorités et n'impressionnait nullement les ouvriers. Dans les revendications ouvrières, revenait souvent la revendication d'un syndicat "libre". Elle était présentée comme ayant une signification politique. Mais cette revendication signifiait seulement qu'ils ne voulaient pas assurer autre chose que la représentativité de leurs intérêts dans le cadre de relations capitalistes et dans la forme que les relations de production requéraient. Dans leurs formes traditionnelles et classiques, les syndicats phalangistes étaient incapables d'assurer une telle représentation et la revendication de syndicats libres était en totale contradiction avec leur façon d'agir.

Dans une certaine mesure, cette revendication pour des syndicats libres correspondait à un certain niveau de développement du capital comparable, par exemple, avec la situation de la Grande Bretagne au 19ème siècle. Mais, en même temps, dans leur pratique, les travailleurs étaient déjà bien au delà de cette revendication. Deux circonstances favorisaient ce dépassement :

1 - La situation politique rendait pratiquement impossible la formation d'organisations traditionnelles ; il ne restait alors aux ouvriers espagnols d'autre voie que la création de nouvelles formes de luttes dans le sens de la prise de leur propre sort dans leurs propres mains.

2 - Les ouvriers étaient, pour une bonne part, dans des industries déjà assez modernes à cause des investissements du capital étranger. Ils se comportaient donc comme un prolétariat moderne et leur pratique ne correspondait pas à la pratique des syndicats enfermés dans le cadre capitaliste.

On a vu que les commissions ouvrières ne pouvaient pas non plus s'adapter à cette forme de lutte, même si elles en étaient plus ou moins issues, même si elles en avaient bénéficié ; cela était de plus en plus clair alors que les commissions prenaient la direction du mouvement syndical traditionnel - particulièrement sous la pression du PCE - mais aussi par leurs positions clés pour l'encadrement de la force de travail et la manipulation des travailleurs. Tout le mouvement syndical

espagnol traditionnel depuis l'UGT, modelé à l'exemple du mouvement syndical occidental, tout comme la CNT, empêtrée dans son idéologie du passé, ne pouvaient s'adapter aux formes de lutte que les ouvriers espagnols étaient forcés de développer ; en un mot, tout le mouvement syndical espagnol, le mouvement légal comme le mouvement illégal, était en arrière du mouvement réel et, en même temps, se développait à un tout autre niveau.

Il y avait ainsi une double contradiction, d'une part, entre l'action syndicale et l'action ouvrière, d'autre part, entre ce que les ouvriers en lutte faisaient pratiquement et ce qu'ils s'imaginaient faire en agissant ainsi (27).

## 5 - L'ère des ruptures ouvrières (1966-1972)

Rien n'est plus frappant que la contradiction entre les efforts démesurés et vains pour construire le mouvement syndical et politique et les explosions sociales des années 1966-72 qui vont s'enraciner de plus en plus profondément dans les grandes unités industrielles. Cette contradiction entre les ouvriers et tout le mouvement syndical traditionnel légal et illégal était moins dans la manière de penser que dans la manière d'agir. En janvier 1967, un mois et demi après que 95 % des espagnols eussent "exprimé" leur confiance à Franco (un triomphe **politique** que l'opposition n'avait pu empêcher) (28), éclate en Espagne une explosion de mécontentement social comme l'Espagne n'en avait pas connu depuis 30 ans. Cette vague avait débuté à Echevarri, petite ville du Pays Basque près de Bilbao ; les 560 ouvriers de l'entreprise "Laminación de bandas en frío" s'étaient mis en grève le 30 novembre 1966 contre une diminution du bonus et avaient occupé l'usine. La guardia civile avait fait évacuer l'usine après de violentes bagarres. La grève avait duré 163 jours jusqu'au 22 avril. Les ouvriers, avec l'appui de toute la population, tenaient des assemblées quotidiennes, publiaient quotidiennement une feuille d'information. Aucun groupe politique ou syndical, pas plus que les commissions ouvrières discréditées dans le Nord, ne pouvaient revendiquer d'avoir "organisé et mené" la grève. Elle se termina par un échec, mais les répercussions étaient immenses : vague de solidarité, vague de grèves, état d'exception. Début 1967, 13.000 ouvriers des usines électrotechniques sont en grève dans toute l'Espagne. Les transports routiers sont arrêtés à Madrid, et les camions bloquent les routes au Sud de Madrid. Partout, c'est la grève,

dans la métallurgie, le textile, les mines, soit pour les salaires, soit pour les conditions de travail. Toutes les formes de lutte depuis des débrayages répétés d'une heure par jour à plusieurs jours, sont utilisés dans ces grèves sauvages, et ceci pas seulement dans les régions industrielles traditionnelles, mais dans toute l'Espagne. En octobre 1967, il y a encore 12.000 mineurs en grève, des typos, des chauffeurs de bus à Séville. De grandes manifestations ont lieu : la plus importante, le 27 janvier 1967, voit 30.000 ouvriers affronter la police et même libérer leurs camarades arrêtés en désarmant les policiers.

Ce qui est encore plus significatif une fois de plus, c'est que le 27 octobre 1967, alors que la vague de grève n'est pas retombée, des groupes clandestins appellent à des manifestations, mais sans succès, malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre pour "mobiliser" les travailleurs sur des mots d'ordre politiques (29). Toute l'année 1967, ils ont tenté de le faire "exploiter" la situation. Mais, c'est en octobre que l'on voit deux types d'action bien distincts : celui des travailleurs et celui des groupes d'autre part. Chaque fois, le régime est capable de réprimer les manifestations politiques y compris en les devançant par des arrestations préventives, tandis qu'il se casse les dents sur les formes typiquement sociales, émanant de travailleurs eux-mêmes. On retrouvera cette dualité d'action tout au long des années qui suivront ; la différence, qui n'était que vaguement visible au début, deviendra de plus en plus claire au cours des années 70. Cette dualité ne touchera pas seulement le Parti Communiste et les commissions ouvrières (30), mais également tous les groupes politiques qui pensent que le fossé entre "organisations" et "base" est dû uniquement à une "mauvaise politique", à une "mauvaise théorie", à une "mauvaise intervention", au manque de "perspectives révolutionnaires". Toute la gamme des groupes et groupuscules vont reproduire en Espagne le décalque de la "décomposition de la gauche et de l'extrême gauche". Sans autre résultat qu'une incroyable confusion (dont héritera la CNT reconstituée) et pendant un temps la fuite dans des formes d'action terroriste qui, en Espagne, pouvaient avoir un semblant de crédibilité, étant donné la main de fer de la dictature. Ceux qui se détachaient ainsi d'un mouvement ouvrier difficile à réprimer, ou en étaient exclus par leurs tentatives de manipulation, entraient dans un isolement relatif sous les projecteurs de la répression ; ils devenaient une proie facile pour des procès retentissants, que la raison d'État con-

duisait à mettre sur pied de temps à autre précisément pour garder une façade de force sur un corps vidé de pouvoir. Le renforcement des actions ouvrières et l'isolement des actions politiques vont avoir une autre conséquence pour l'entrisme dans les syndicats phalangistes et l'approche de ceux-ci vers les appareils illégaux. Le régime reprendra sa répression et les syndicats phalangistes reprendront leur distance, illustrant ainsi l'impossibilité de la formation de syndicats traditionnels dans le contexte politique de ce moment.

Cette dualité, mouvement syndicalo-politique et mouvement ouvrier, apparaît encore dans les conflits de l'année 1969 : en janvier-février aux camions Enasa de Madrid, en février dans tout le Nord de l'Espagne (26.000 en grève dont 14.000 à Bilbao), en août au Pays Basque, où l'état de siège est de nouveau proclamé. Un exemple typique est donné par l'usine de Blansol à Barcelone. Le PCE avait une certaine influence dans la commission ouvrière de l'usine (influence qui variait beaucoup suivant les situations). Mais, même là où cette influence était faible et où le rôle du PC n'apparaissait pas clairement, il était clair que, malgré le soutien que la commission voulait apporter à la grève qui se déclenche, les ouvriers se comportaient d'une manière différente de ce que la commission leur demandait de faire. Ces divergences découlaient directement des buts différents des organisations de la base. "Dans la majorité des cas, c'étaient des soubresauts spontanés qui dépassaient les consignes revendicatives du départ" (31). Tout en tentant d'utiliser l'arsenal de sa répression, le gouvernement essaie par de nouvelles lois de répondre "légalement" au mouvement ouvrier : une nouvelle loi sur les salaires apparaît, une autre sur l'élection des délégués début 71 et enfin le transfert des délits de grève aux tribunaux civils en avril 1971.

Mais 1970 débute par une grève de 8.000 mineurs asturiens, mécontents de leur gratification de Noël ; le nombre des grévistes monte jusqu'à 33.000 dont 25.000 à Hunosa, mine d'État moderne. Le 22 juillet, c'est la première grève du métro de Madrid. Les ouvriers des régions viticoles du Sud demandent des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Une grève du bâtiment éclate en juillet à Grenade où 3 ouvriers sont tués au cours de bagarres avec la police ; elle gagne Madrid où, en septembre, 15.000 ouvriers sont en grève pour leurs salaires et un mois de congés payés ; en octobre 25.000 sont encore en grève dont les mineurs, les



dockers de Barcelone, etc... Ce qui se produit à ce moment est bien décrit à propos des grèves de Macosa et d'Harry Walker à Barcelone en décembre 70 (32). Dans la grève de Macosa, on voit la genèse de ce qui va remplacer le système des commissions ouvrières conquises par les partis et groupes, empêtrés dans leurs conflits internes et dans leurs frontières syndicales avant la lettre : un système d'assemblées se met en place dans cette entreprise de 1.600 ouvriers au cours d'une grève de 15 jours qui "ne reçut à peu près aucune aide de l'extérieur, car aucun groupe organisé ne s'intéressa à cette grève spontanée à laquelle on ne voyait aucune issue" (33). Chez Harry Walker, la grève dura 62 jours, mais ce qui est important c'est là aussi l'apparition d'un système d'assemblées coordonnées par une commission ouvrière autonome ouverte, dans laquelle les "politisés" ne voulurent pas entrer car son action était "trop ouverte et peu politique" (34) ; il lui fallut quand même expulser de son sein les trotskystes de la Ligue Communiste qui voulaient se l'accaparer.

Cette nouvelle tendance vers des formes d'organisation autonome se développera à nouveau à l'automne 1971, mais à une échelle encore plus étendue dans tous les centres industriels : Madrid, Asturies, Catalogne. Le 13 septembre 1971, 50.000 ouvriers du bâtiment sont de nouveau en grève ; des bagarres sanglantes ont lieu avec la police, mais la grève culmine avec ce qui va se passer à la SEAT à Barcelone en octobre. L'arrière plan de cette usine de 23.000 ouvriers est celui de toutes les usines nouvelles d'Espagne : la lutte de classe d'un côté et l'action clandestine des partis et des groupes de l'autre. Une commission "petite et mal organisée" (35) qui avait failli éclater en mai 1971, lorsque le PCE l'engagea à fond dans les élections de délégués du syndicat vertical. La grève débute au printemps par de petites luttes qui se poursuivent tout au long de l'été. Elles sont surtout dirigées contre un nouveau règlement de l'usine concernant les équipes de nuit entre autres, des questions purement matérielles s'il en fut ; suppression de l'autorisation pour aller aux chiottes, cadences trop rapides de la chaîne, sécurité insuffisante (2 ouvriers ont été brûlés vifs en 10 mois), salaires trop bas (la hausse des prix a atteint 18 % depuis le printemps). La réponse de la direction à ces actions de petites dimensions mais incessantes est le licenciement en juin et juillet de 25 "meneurs" et 2 jours de mise à pied pour 2.500 ouvriers. La tension monte dans l'usine au cours de l'été. Il y aura une auto-organisation de la grève avec des assemblées qui se tiendront dans les quartiers

et dans la campagne. Mais le PCE réussira à contrôler la coordination des assemblées et orientera les décisions vers des mots d'ordre aventuristes (manifestation centrale du 29 octobre par exemple qui échouera, alors que la lutte reste très forte dans l'usine). Comme toujours, les "politiques" essayaient de convertir les grèves sur les conditions de travail en grèves "contre la dictature". Devant le tribunal des conflits, les ouvriers licenciés gagnent et la direction de la SEAT est condamnée à réintégrer. Mais elle n'en réintègre que 11 ; les autres licenciés restent hors de l'usine. Le 18 octobre, 9 des licenciés rentrent clandestinement à l'usine et recommencent à travailler. La direction tente de les faire expulser ; immédiatement 7.000 ouvrier sur 20.000 commencent une grève sur le tas ; la direction appelle les flics qui somment les ouvriers de sortir de l'usine ; 4.000 y restent. Une bataille violente s'en suit ; la police tire, lance des grenades lacrymogènes ; les ouvriers répliquent avec des cocktails Molotov, des marteaux, des masses, des tuyaux de fer : la bataille dure 4 heures, des ouvriers et des flics sont sérieusement blessés ; un ouvrier est tué. A cinq heures, la police réussit à expulser les ouvriers des usines. Pendant ce temps, plusieurs milliers d'ouvriers manifestent dans les rues de Barcelone et envahissent les bâtiments des syndicats officiels. La police les en expulse. Des grèves de solidarité éclatent dans d'autres usines de Barcelone, notamment Siemens, dans les bus ; elles s'étendent à d'autres régions d'Espagne, à Pampelune (un sous traitant de l'automobile) et dans les mines des Asturies. La direction de la SEAT décrète le lock-out, 5.361 ouvriers sont mis à pied pour 6 jours et 4.691 pour deux jours ; la reprise du travail devant se faire le 22 octobre. Ce jour-là, les ouvriers rentrent bien dans l'usine, mais c'est pour recommencer la grève sur le tas aussitôt. De nouveau la police intervient, bagarres, expulsion et grèves de solidarité qui recommencent. Le lundi 25, cela recommence pour la troisième fois : après quelques heures de travail, l'équipe du matin recommence la grève sur le tas, bloque les chaînes de montage. La menace d'un nouveau lock-out déclenche de nouvelles manifestations, au cours desquelles le magasin de vente de la SEAT est saccagé. Le calme ne revient pas dans l'usine avant le 2 novembre. Pendant tout ce temps, en octobre, les mineurs asturiens ont été pratiquement toujours en grève. Le jour où les bagarres les plus violentes se déroulaient à Barcelone, les puits étaient occupés depuis trois semaines et cela dure jusqu'à la fin du mois (cette grève est brisée en partie grâce à l'importation de charbon polonais, ce qui déclenche une polémique sur le soutien du PCE à la

grève).

Une chose apparaît clairement dans le conflit de la SEAT. Le fait que les grévistes aient obtenu leur réintégration devant le tribunal accentue la contradiction entre les deux courants de la société espagnole : d'un côté, le courant technocratique moderne (auquel appartiennent les juges), de l'autre, le courant semi féodal démodé. Entre ces deux pôles la tension devient de plus en plus grande, parce qu'il n'existe pas de structures adéquates correspondant à des relations capitalistes avancées. Les luttes ouvrières se développent dans une atmosphère menaçante. A l'intérieur du franquisme, ces luttes se traduisent en partie par des luttes pour des libertés politiques et des organismes d'adaptation à la gestion moderne du capital : le droit de grève, le droit de constituer des syndicats, etc... Mais, en même temps, les luttes ouvrières prennent déjà des formes en contradiction avec les formes modernes du capitalisme. La lutte autonome se heurte bien sûr au pouvoir d'État, mais en même temps sous des formes que les organisations traditionnelles, alors même qu'elles n'ont pas d'existence encore reconnue ne peuvent pas reprendre et développer à leur compte. Le même courant autonome avait été capable de réaliser la liberté de la grève bien avant que ce droit ne fut reconnu : les ouvriers "prenaient" ce droit chaque jour, malgré les interdictions officielles et juridiques. Il ressortait de tout ceci une situation très complexe car tout, revendications politiques, luttes politiques, réforme de l'État, courant autonome, etc..., étaient étroitement mêlés et le vrai caractère de ces tendances apparaissait seulement dans des situations précises.

Accorder des libertés syndicales et des droits politiques, comme dans les autres démocraties bourgeoises occidentales, n'effrayait pas du tout la fraction moderniste plus ou moins prisonnière du franquisme ; ils étaient pour une politique des salaires et de "progrès social", le plus sûr garant pensaient-ils de leur propre expansion et, en cela, ils ne voyaient pas d'un mauvais œil l'action politique pour l'établissement de "libertés". Mais, par contre, les formes de lutte, où apparaissait le pouvoir de la base, par exemple dans les occupations spontanées, faisaient entrer en scène une situation différente. Tel n'était pas le cas pour les commissions ouvrières qui se trouvaient prises entre ces deux courants, l'un politique et légaliste, l'autre social et autonome. Dans les luttes, lorsque les commissions ouvrières parlaient de "libertés syndicales", elles étaient plus ou moins écourtées et les ouvriers suivaient

apparemment parce que la répression qui les frappait et l'utilisation de cette répression par les patrons rendaient leur lutte plus difficile et plus dangereuse ; la démocratie avec ses libertés reconnues dans certaines limites présentait pour eux, éventuellement, de plus grandes facilités pour revendiquer dans leur propre intérêt. Mais, si les ouvriers développaient d'autres formes d'organisations que celles prévues par les commissions ouvrières, par exemple seulement des organismes de base (comité de grève ou assemblées) échappant au contrôle des commissions ouvrières, la contradiction entre ces formes d'auto-organisation et les structures illégales et clandestines, mais déjà bien établies des commissions ouvrières apparaissait immédiatement. Et cela s'accusait de plus en plus dans la mesure où les idéologies politiques étaient introduites dans les commissions ouvrières ; leur audience se réduisait car leur idéologie commençait à devenir une menace pour l'unité qui était à la base du pouvoir ouvrier.

---

(1) On peut en tracer les hauts faits depuis Alcoa (1873), Barcelone (1902), l'Andalousie (1902-3) et toute la période 1916-1923, notamment en Catalogne jusqu'aux grands mouvements des années 30 dont nous avons déjà parlé (Barcelone et Asturies 1934, grève insurrectionnelle 36-37).

(2) A propos du mouvement de révolte en Andalousie (1902-1903) G. Brenan peut écrire : "Ce dont on était le témoin, c'était réellement la renaissance des municipalités du début du Moyen Age avant que l'intrusion des nobles, des riches bourgeois et du roi ne lui ôte sa qualité démocratique. Ce n'est pas en cette seule occasion que l'on peut noter que l'Anarchisme espagnol, tout autant que le carlisme dans sa voie propre, cherchait à recréer le passé" (ouvrage cité, p 181).

(3) souligné par Max Gallo, Histoire de l'Espagne Franquiste, tome 2, p 251.

(4) La condition des ouvriers du textile est particulièrement tragique. Dans un demi chômage, un ouvrier gagne de 15 à 30 pesetas par jour alors qu'à l'époque la viande se trouve à 50-60 pesetas le kg. En 1952, il faut 70 minutes de travail pour 1 kg de pain, 1 heure pour une douzaine d'œufs, 5 h 40 pour 1 kg de sucre, 3 h 20 pour 1 litre d'huile contre respectivement 17 minutes, 1 h 48 et 2 heures en France (cité par Socialisme ou Barbarie avril mai 1952 n° 9). En 1959, il faudra

encore 3 fois plus de travail qu'en France pour acheter 1 kg de riz, 5 fois plus pour 1 kg de café, 4 fois plus pour 1 litre de vin et 2 fois plus pour un journal.

(5) On retrouve ici, à travers les séparatistes, les groupes catholiques, la sociale démocratie etc... l'intervention de groupes capitalistes régionaux.

(6) Il est facile d'interpréter la politique de l'appareil du parti communiste espagnol comme celle des partis frères, pendant la guerre civile et jusqu'en 1950, en se référant à la politique de l'État russe. Mais les militants de base n'avaient pas les mêmes raisons de se "dissoudre", de collaborer avec les nazis lors du pacte Hitler-Staline, de cesser toute lutte intérieure après les accords de Yalta. De fait, les guérillas communistes ont pu défendre leur vie et leur cause après 39 en Espagne et en France dans les maquis, coupés qu'ils étaient des ordres de Moscou. Ce qui n'empêche pas le PCE de revendiquer la "continuité" de sa lutte en Espagne jusqu'en 1948 où il abandonna le soutien à la guérilla pour l'entrisme dans les syndicats verticaux et la reconstitution d'un appareil stable poursuivant le "combat" clandestin hors de toute lutte armée pour sa renaissance légale (voir bibliographie).

(7) Dans une série d'articles sur l'Espagne, Le Monde (9 avril 1961), parlant de la grève du 18 juin 1959, insiste sur l'isolement d'implantation du PCE qui fait qu'à l'époque, les émissions en espagnol de Prague ne diffusaient que les dépêches des agences de l'Ouest. Fondamentalement, l'échec de la "Huelga Nacional Pacífica" venait de la confusion habituelle chez les militants entre ce qu'ils croient être leur "influence" dans les luttes et les traits réellement autonomes de la lutte (tant dans son auto-organisation que dans ses revendications).

(8) Le monde, 12.5.62.

(9) Le Monde peut écrire (12.5.62) que des "observateurs madrilènes pensent que des militants de l'UGT sont à l'origine des débrayages".

(10) José Antonio Novais - Le Monde - 8.9.62.

(11) C'est à cette époque que commencent à se préciser, avec la réunion de Munich, à la mi-juin 1962, le courant "monarchie parlementaire" avec soutien socialiste et démocrate chrétien (la solution du capital occidental) qui pose les bases suivantes : "processus d'évolution prudent, condamnation formelle de la violence... L'évolution entreprise à temps rendra impossible la Révolution" (déclaration de Gil Roblès, conseiller privé de don Juan de Bourbon, père de Juan Carlos après Munich au Monde 12.6.62). C'est aussi à ce moment que le PCE multiplie les déclarations pacifiques. "La classe ouvrière qui, en

dépît des provocations gouvernementales maintient dans un cadre pacifique sa courageuse grève, est la garantie la plus solide d'un développement pacifique et démocratique en Espagne. Le PC a proclamé plusieurs fois sa volonté d'obtenir par les moyens de la lutte de masse, par voie pacifique, la chute du régime franquiste et de ne pas faire appel à des forces non pacifiques, sauf dans les cas extrêmes où l'obstination des cliques gouvernementales rendrait impossible toute autre solution" (déclaration du Comité Exécutif du PCE à l'Humanité, le 14.6.62 qui parle aussi du "besoin d'un front commun des partis et organisations de la classe ouvrière et des couches de la bourgeoisie sans exclusive contre l'adversaire commun" ce qui correspond exactement à la "politique de réconciliation nationale" dont parle Carrillo le 22.5.62.)

(12) Sanz Oller, ouvrage cité, p 295 et s.

(13) d<sup>o</sup> p 296.

(14) d<sup>o</sup> p 299.

(15) d<sup>o</sup> p 299.

(16) d<sup>o</sup> p 297.

(17) d<sup>o</sup> p 297.

(18) d<sup>o</sup> p 61 et 77.

(19) d<sup>o</sup> p 85.

(20) Sanz Oller, ouvrage cité, p 142.

(21) Pour la première fois en 1966 une loi syndicale avait admis la présentation de listes non patronnées par la direction des syndicats verticaux. C'était un autre pas, timide, mais sûr dans la voie de la "démocratisation".

(22) Sanz Oller, ouvrage cité, p 317.

(23) d<sup>o</sup> p 318-319.

(24) d<sup>o</sup> p 133.

(25) d<sup>o</sup> p 315.

(26) d<sup>o</sup> p 85.

(27) C S Oller vit lui-même cette propre contradiction. Alors qu'il explique qu'au début des années "nous étions sans organisation, sans cadres et sans expérience" et que le "mouvement ouvrier, c'était le vide" (p 97), il écrit qu'en 1971 "sans coordination, ni consignes unificatrices, la lutte du prolétariat espagnol tend à s'unifier" (p 347) et "qu'il n'y a personne pour ouvrir un chemin... radicalement différent... pour dépasser en les annulant les progrès obtenus par le réformisme", constatant que "les groupes ouvriers qui ont tenté d'ouvrir ce chemin ont échoué" (p 359) et ceci tout en gardant ses illusions sur "l'unification de l'avant garde" (p 360).

(28) On a vu plus haut l'échec de la grève "nationale" de décembre 1966 contre le référendum. Santiago Carrillo dans

*une interview au Figaro (3.2.1967) croit bon de préciser qu'il s'agissait d'une "grève nationale" et non de la grève révolutionnaire comme d'un moyen pour aboutir... pour aboutir à l'établissement de la démocratie..."*

*(29) Voir pour Barcelone - Sanz Oller, ouvrage cité, p 183 et s. ainsi que l'échec d'une autre manifestation organisée à Barcelone le 17 février 1967 sur les mêmes bases (p 143).*

*(30) Sanz Oller déclare qu'en 1967 "les commissions étaient en train de se transformer en une grande baudruche" (p 144) et note à propos de la commission ouvrière de la SEAT "Nous avons passé l'année 1968 à faire des avant-projets de conventions, à envoyer des lettres à la représentation syndicale de l'entreprise, à publier notre programme revendicatif... Quand au mois de mai, la chaîne de montage des 850 se mit en grève à cause de l'augmentation brutale des cadences, la Commission fut prise par surprise"... (p 189-190).*

*(31) Sanz Oller, ouvrage cité p 239.*

*(32) d<sup>o</sup> p 287 et s.*

*(33) d<sup>o</sup> p 289.*

*(34) d<sup>o</sup> p 290.*

*(35) d<sup>o</sup> p 69.*

## LES CONFLITS DE BASE ACTUELS

### 1 - Luttés sociales et luttés politiques

Dans l'Espagne des années 1970, les problèmes communs aux pays industrialisés vont peu à peu dominer les problèmes particuliers du capital en Espagne. Le niveau de développement vers 1975 correspondra en gros à celui de la France au début des années 1950 (1). Cela déterminera l'orientation de la lutte de classe vers un "mieux vivre", ce que beaucoup considèrent comme "l'aliénation dans la consommation". La conséquence la plus claire pourtant de cette course à un meilleur salaire pour mieux consommer est dans cette constatation qu'en 1974 "les coûts de travail ne pèsent plus d'un poids positif dans la décision d'une firme d'investir en Espagne" (2). Sans doute, dans certaines firmes, les salaires sont encore la moitié des salaires que ces mêmes firmes paient dans leurs établissements des autres pays industrialisés, mais de 1963 à 1973, les salaires de l'industrie vont quadrupler en Espagne alors que les prix ne feront que doubler. A partir de 1974, comme tous les pays industriels, l'Espagne subira le contrecoup de la crise mondiale du capital, amorti en partie par la persistance d'un secteur agricole important, aggravé par le rejet sur les États les moins puissants (les moins riches) des incidences de la crise (renvoi des immigrés, fermeture d'usines, etc...). Une autre conséquence de la société de consommation apparaîtra alors, montrant la similitude des problèmes avec les autres pays industriels : la nécessité absolue de maintenir, pour éviter une explosion sociale, le statu quo dans l'exploitation et le niveau de vie. La lutte de classe déterminera un terme de ce problème, les intérêts du capital l'autre terme, comme dans tous les autres pays de l'Ouest capitaliste (3). Pour l'Espagne, les conditions politiques au moment où surgiront ces problèmes feront que, pendant ces années, le risque d'explosion sociale sera encore plus grand qu'ailleurs. Des formes autonomes d'organisation surgiront comme dans toute lutte de cette dimension ; mais, à défaut d'extension de ces luttes à la dimension du capital, sa dimension internationale, un nouvel équilibre s'établira sous la pression et la répression tant des forces internationales du capital que des rapports de classe en Espagne. Ce sera la "démocratisation" de l'Espagne et son point d'aboutissement, le Pacte de la Moncloa. Les luttes n'en cesseront pas pour autant ; leur point d'aboutissement et l'effacement des formes provisoires de l'autonomie contiennent les termes dialectiques d'une nouvelle situation et de nou-

velles luttes qui se développent sous nos yeux.

Au début de 1972, parlant des luttes en Espagne, un journaliste pouvait écrire : "La revendication ouvrière de plus en plus dépolitisée s'oriente vers des objectifs professionnels déterminés et cela confère au mouvement actuel une unanimité que les protestations d'ordre politiques n'ont jamais réussi à maintenir d'une façon aussi continue" (4). On ne saurait exprimer plus clairement que l'effacement des problèmes spécifiques de l'Espagne en raison de l'essor du capital conduit à l'affrontement direct salariat-capital, en rejetant les médiations syndicales et politiques pourtant nécessaires au fonctionnement du système. La contradiction que nous avons fait ressortir entre les travailleurs et les commissions ouvrières préfiguraient les conflits futurs de l'Espagne post franquiste. Il est significatif que, malgré la domination des "politiques" dans les commissions ouvrières, les "cahiers des doléances" qu'elles avancent dans la montée des luttes en 1973 donnent la plus large part aux revendications matérielles (révision biannuelle des salaires, augmentation uniforme de 6.000 pesetas, un mois de congés payés, réintégration des licenciés pour fait de grève, etc...) et une place réduite aux revendications politiques (liberté de réunion ou d'association, droit de grève...). Ces dernières "revendications" témoignaient elles-mêmes de la contradiction entre la situation de fait (les travailleurs faisant grève et se réunissant sans se soucier du "droit") et la position des appareils (auxquels il fallait une existence légale), contradiction renforcée par une dernière revendication de "consultation de la base avant la signature de toute convention collective". Ici, le pouvoir de la base contre les appareils était déjà affirmé - contre les syndicats franquistes à ce moment - contre les appareils "démocratiques" plus tard.

Il est difficile de parler dans le détail de toutes les luttes sociales qui vont être la trame quotidienne de l'Espagne à partir de 1972. Les plus significatives que nous analyserons longuement ne doivent pas masquer la forêt de tous les conflits qui, parce qu'ils ne trouveront pas leur propagandistes ou n'auront pas leurs affrontements violents et leurs martyrs, n'en seront pas moins tout autant révélateurs. Ce qui est important dans toutes ces luttes, ce ne sont pas leurs formes spectaculaires à l'occasion, c'est ce qu'elles apprennent des chocs du mouvement autonome avec les structures et les idéologies, tant celles du passé légales et officielles que celles

du futur, clandestines et déjà efficaces. Les grèves qui éclatent en mars 1972 aux Chantiers navals d'El Ferreol, en mai 72 au port de Vigo, les grèves du bâtiment à San Adrian de Besos en avril 72 et les luttes qui, en mai 1973, conduisent à un nouveau lock-out de la SEAT font bien ressortir cette situation.

Début 1972, toute une série de grèves, notamment dans les mines des Asturies ponctuent la poursuite des luttes. En février 1972 les ouvriers des chantiers navals (arsenal) d'El Ferreol refusent de faire des heures supplémentaires marquant ainsi par avance le refus d'accepter le contrat collectif qui est en cours d'élaboration derrière leur dos. Ils se mettent en grève et occupent les chantiers. 6 "meneurs" sont licenciés. C'est alors une véritable explosion. Des bagarres violentes avec la police font 2 tués et 34 blessés. 20 flics sont blessés, dont certains très grièvement. La lutte s'étend aux usines du port et prend une telle dimension que la police est forcée de se retirer dans les casernes. Le 10 mars, à la suite de nouvelles bagarres, les ouvriers sont pratiquement maîtres de la ville pendant quelques heures. Le gouvernement fait intervenir d'autres forces. La ville est assiégée par une armée et trois navires de guerre bloquent l'entrée du port (l'ampleur des moyens est à la mesure de la peur des dirigeants que les ouvriers ne s'emparent des armes qui traînent dans tous les arsenaux). Le ministre de la marine réquisitionne les ouvriers qui se trouvent placés sous statut militaire. L'état de siège est décrété et la police de sécurité commence des arrestations. La marine maintient l'ordre dans les chantiers et dans la ville. 23 arrestations seront maintenues après le "retour à la normale". C'est encore en Galice qu'en septembre 1972 éclatent d'autres grèves dans le port de Vigo, non loin de là, aux usines Citroën cette fois et dans d'autres chantiers navals, avec les mêmes caractères qu'à El Ferreol, caractères que nous retrouverons souvent au cours des années. La région de Galice est un pays de petite propriété où le capitalisme industriel, commercial et financier a eu longtemps pour base des unités de production archaïques. Le développement industriel, en raison de l'insuffisance des communications s'est fait autour des ports avec les transports maritimes. C'est ainsi que Citroën a installé à Vigo une usine de 5.000 ouvriers parmi 40 autres entreprises de même taille qui emploient 20 % de la population active. Suite à des compressions dans les horaires et à l'intensification de l'exploitation tout au long de 1972, le mécontentement débouche le 9 septembre sur des débrayages limités, appelés semble-t-il

par la commission ouvrière. Réplique patronale : 5 licenciements et 4 délégués destitués : 70 % des ouvriers se mettent en grève. La grève s'étend aux chantiers navals malgré le lock-out, alors que les délégués essaient de monnayer la reprise contre la réintégration des 9 licenciés ; jusqu'au 25 septembre, date de la reprise, vont se succéder manifestations, bagarres, occupation du local syndical.. La grève échoue parce que, dans cette région pauvre, les patrons peuvent licencier et embaucher sans limite. Mais, les assemblées, l'occupation de l'usine, du local syndical, la bagarres, sont autant de confirmation du mouvement autonome de lutte qui, dans une région sans "tradition ouvrière" se développe dans des termes identiques à ceux du reste de l'Espagne.

En avril 1973, lors d'une grève des ouvriers du bâtiment à San Adrian de Besos dans la banlieue de Barcelone, la police tire sur 1.700 ouvriers qui manifestent : l'un d'eux est tué. Des grèves sauvages éclatent encore à la SEAT fin avril et en juin 20 à 30.000 ouvriers mènent une grande grève à l'usine Motor Iberica de Pampelune. Et à l'automne, les luttes sont encore plus importantes qu'au printemps. Une usine après l'autre présente des revendications de salaires. Fin septembre 1973, la grève des usines Renault de Valladolid, début octobre une autre usine Renault à Séville, de nouveau la SEAT à Barcelone et 10 autres usines dans cette partie de la Catalogne (Sabadell, Moresa, Cormila, dont Hispano Olivetti, Pirelli), les chantiers navals et la métallurgie à Bilbao. En peu de temps, la vague de grève déferle de nouveau sur la Navarre, l'Andalousie et l'Estramadoure. Pratiquement dans toutes ces luttes, la guardia civile et la Policia Armada interviennent très violemment. Bagarres, arrestations, toute la répression qui s'ensuit n'empêchent pas l'extension du mouvement jusqu'à la fin de l'année. Fin décembre 1973, il y a plus de 500.000 grévistes et ces grévistes faisaient l'expérience amère d'un nouveau gouvernement - celui de Arias Navaro - qui se présentait comme œuvrant pour la libéralisation du régime. En réalité, il était libéral, au sens patronal du terme que nous avons déjà souligné et il soutenait énergiquement les patrons dans leur refus de satisfaire les ouvriers, notamment sur les salaires dévorés par l'inflation. Toutes ces luttes furent accompagnées de discussions et de divergences politiques profondes en rapport avec la question de la transformation des structures politiques du pays pour les adapter au développement économique. Tout le problème de l'Espagne était là. La situation n'était pas complexe à cause des divergences d'opinion, mais parce que le développement du

capitalisme pressait de plus en plus pour ces transformations d'où les conflits d'opinion.

Derrière la façade politique, la lutte de classe poussait les politiciens tantôt dans une direction, celle d'une réforme "libérale" du régime, tantôt dans une autre, la répression brutale, lorsqu'il devenait évident que cette libéralisation ne changerait pas grand chose. Chaque fois que l'on tentait d'adapter la situation politique à la situation économique, il ne manquait pas d'opposants pour tirer la sonnette d'alarme et dès que la nécessité de cette adaptation devenait plus évidente et commençait à faire évoluer la situation, la société commençait à s'agiter dangereusement. Tout cela était accompagné, en toute logique, d'une lutte pour le pouvoir dans les cercles du pouvoir. Quoiqu'il en soit, cette adaptation, aussi nécessaire et inévitable qu'elle était, ne pouvait être bloquée. Plus on mettait de barrière à sa progression, plus elle se manifestait avec force et violence. Le climat politique se transformait. La mort de Franco n'avait aucune incidence sur tout cela, car les nécessités sociales étaient à la base de ce qui se passait.

Dans l'année 1975, les grèves continuent comme dans les années précédentes. On retrouve la même succession d'événements de toutes natures et dans toute l'Espagne ; des grèves à Olivetti, à la SEAT, à Saragosse, à Logrono ; les mines de Navarre sont occupées ; des barricades surgissent à Pampelune. Cela finit en général de la même façon : par une répression violente. Un élément nouveau pourtant s'est introduit qui ne modifie pas les données fondamentales, mais exacerbe leurs conséquences en bloquant plus ou moins la dynamique de l'évolution du capital : c'est la crise mondiale qui fait irruption. La production stagne, le chômage s'accroît, l'inflation déferle. Le textile tourne à la moitié de sa capacité. La production automobile décroît. Les exportations baissent. Les immigrés sont renvoyés d'Europe dans leurs foyers pour grossir encore plus le cortège des chômeurs. La tentation est grande pour les forces conservatrices d'être de nouveau le fer de lance de l'oppression capitaliste - notamment étrangère - et pour ces forces de maintenir les profits en utilisant la misère comme levier de l'exploitation. Mais les temps de 1930 sont révolus : à l'heure de la domination réelle du capital, il n'est plus possible d'utiliser systématiquement ces méthodes dépassées de l'époque de la domination formelle. Le niveau de la lutte de classe, face à la crise, est tel, à la fois par sa dimension, par sa



violence et ses créations autonomes, que les velléités d'un retour au passé vont être balayées avec tous les héritages de ce passé : il n'est plus possible d'utiliser le mouvement des travailleurs pour soutenir la lutte de telle ou telle fraction de la classe dominante dans les luttes internes autour du pouvoir, même si ces bagarres de clan s'accompagnent de manipulations contre les travailleurs. Comme nous le soulignons plus haut, c'est la lutte pour le maintien du niveau de vie, pour vivre "mieux" dans une "société de consommation" qui se trouve être l'élément moteur.

On a vu aussi, qu'en décembre 1975, les organismes clandestins ont tenté de profiter de la situation pour lancer une journée de grève nationale dans toute l'Espagne et être "bien placés" ainsi dans la démocratie politique inéluctable maintenant après la mort de Franco. Il leur faut prouver, en même temps, qu'ils ont une audience et qu'ils sont capables d'encadrer les mouvements des travailleurs. Il est significatif que, sauf à Madrid où se déroulent au même moment des grèves du bâtiment, cette grève ait été partout un échec. Lors de la grève du métro de Madrid en janvier 1976 et à la veille de l'échec d'une nouvelle journée de grève nationale le 12 janvier 1976, José Antonio Novais peut déclarer : "Le conflit du métro semble avoir démontré que la classe ouvrière n'est pas encore assez politisée pour organiser une grève qui ne soit pas fondée sur de strictes revendications. Une grève en faveur de la rupture démocratique, telle que le préconise la gauche, semble pour le moment une utopie" (5). C'est bien la réflexion d'un politique qui voit dans la classe ouvrière une masse pourvue d'une "conscience politique" œuvrant vers des buts politiques définis. Et pourtant, 18 mois plus tard, toute l'évolution "démocratique" aura été amorcée sous sa forme la plus parfaite : la collaboration de tous les partis et syndicats (sauf la CNT) au sauvetage du capital en Espagne, menacé non pas tant par la crise, mais par la montée à travers ces "strictes revendications" d'un mouvement de lutte dont l'expression autonome déferlera tout au long des années 76 et 77. La rupture entre ce mouvement et les organisations "démocratiques" apparaîtra plus nettement tout au long de ces luttes. A cause de cette rupture consommée dès l'origine de la "démocratie", ces organisations pourront aller beaucoup plus loin dans cette voie de l'unité nationale autour du capital : elles n'ont pas à respecter une pression de la base, fut-ce de façon formelle ; elles n'ont pas à craindre de perdre un pouvoir déjà bien restreint. Mais elles auront ainsi d'emblée un carac-

tère beaucoup plus répressif, tenant leur pouvoir de la légalité capitaliste plus que de leur influence. Elles n'auront pas à s'embarrasser de tout un rideau de fumée comme en France ou en Italie par exemple ; comme leur fonction dans le capital ne peut s'exercer que si elles ont effectivement un contrôle sur la base, elles seront d'abord reconnues comme "interlocuteurs valables" dans la fixation du prix de la force de travail et seront dotées d'une puissance légale pour s'imposer en cette qualité comme force répressive. Avant même que ne soient mis en place des organes permanents et légaux de médiation, ces organisations "démocratiques", principalement les syndicats clandestins, vont s'efforcer de freiner les luttes, d'imposer la reprise du travail et l'ouverture de négociations : leur reconnaissance légale définitive est à ce prix.

Les luttes de cette année 1976 se meuvent dans un tout autre domaine. Madrid va connaître une grève généralisée. Le 4 janvier, des grèves continuent dans la métallurgie, qui avaient débuté en décembre 1975 (Chrysler, Kelvinator, Electromecanica, Intelsa). Les 5 et 6, c'est le métro de Madrid qui s'arrête : les dépôts sont occupés, la troupe expulsee, mais les Assemblées continuent de se tenir dans les églises. Le gouvernement porte ses efforts répressifs sur les services publics métro, PTT, chemins de fer (ceux-ci sont immédiatement réquisitionnés et les ouvriers doivent travailler sous statut militaire sous le contrôle de l'armée). Le mouvement s'étend pourtant à l'imprimerie, l'enseignement, la santé publique, la banque. Le 12 janvier, il y a plus de 100.000 grévistes à Madrid et le mouvement gagne la banlieue de la ville, puis Barcelone, les Asturies, Valence, l'usine Renault de Valladolid... Des escarmouches de rue commencent à se produire ici et là. C'est pourtant le moment que choisissent les syndicats pour faire reprendre le travail au métro : leurs efforts complètent ceux de l'armée dans les services publics. Le 15 janvier, les délégués des syndicats (CCOO, USO, UGT, PTE, ORT) se réunissent à Madrid et, à la majorité, décident de négocier plutôt que d'impulser la lutte : celle-ci va se réduire à une lutte contre la levée des sanctions, laissant de côté la revendication essentielle de départ de meilleures conditions de vie. Le 20 janvier, c'est la reprise générale : les sanctions sont levées, mais il n'y a rien sur les salaires. En plus, il y a 1.300 licenciements et des arrestations massives. Comme le déclare un ouvrier : "La caractéristique fondamentale de cette grève a été le fait qu'il n'y a pas eu de mot d'ordre pour la grève, mais que cela a été un processus qui s'est généralisé peu à peu avec l'entrée dans la lutte de

nouveaux secteurs et usines". L'autonomie de base s'exprime dans l'éclatement et le développement de la lutte, mais, à part des cas isolés, pas dans son contrôle dans des organismes autonomes ou le rejet des décisions syndicales prises en dehors des assemblées. On ne peut qu'être frappé dans le déroulement de cette lutte par la similitude avec ce qui peut se passer, par exemple en France, dans des luttes semblables alors même, comme nous l'avons souligné, que les appareils syndicaux ne sont pas encore légalisés. Mais, pour l'Espagne, cette situation va poser les termes d'autres affrontements entre la base et les appareils à travers le développement d'organismes autonomes. Et ces affrontements vont s'enchaîner avec la situation que nous venons de décrire avec la soudaineté qu'une insurrection ouvrière peut montrer. Le travail peut reprendre à Madrid : les feux ont été allumés par l'étincelle et ils ne s'éteindront pas de sitôt. Suite à l'échec de la grève générale politique du 12 janvier, un journaliste pouvait écrire : "aucun parti politique, aucun syndicat clandestin ne peut prétendre être fortement implanté dans la classe ouvrière". Il ne croyait pas si bien dire. Parler des quelques mouvements les plus caractéristiques ne doit pas dissimuler le fait qu'ils sont, en quelque sorte, l'expression d'une insurrection larvée : les traits - révolutionnaires - que nous dégagerons de l'analyse de quelques luttes, tant pour les affrontements de base que pour les formes d'organisation, ce sont ceux du mouvement tout entier. Les limites et le dépassement de cette crise du capital dans une autre situation tout autant capitaliste apparaîtront aussi dans ces quelques exemples.

Citer des faits précis traduit mal également la situation du conflit ouvert capital-travail dans l'Espagne de 1976. Il ne sert à rien de dire que le 3 mars 1976 à Vittoria au Pays Basque, la police tire sur les manifestants, tuant "officiellement" trois ouvriers, en blessant plus de 30, si l'on ne sait que c'est à ce moment la seule forme de répression contre un mouvement de lutte qui se développe depuis le 9 janvier, là où nous avons laissé la grève de Madrid, et qui échappe aux structures d'encadrement légales ou clandestines. Les balles du capital se chargent de mettre du plomb dans la tête des ouvriers pour leur faire comprendre la frontière entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. On peut dire que la grève est partout dans l'Espagne de 1976, et que des faits précis cachent souvent des mois de lutte dont on n'a guère parlé ou dont on ne parlera pas, des luttes tout simplement pour de meilleurs salaires et d'autres conditions de travail.

A partir du 23 janvier, à Valladolid (Vieille Castille), les 15.000 ouvriers de FASA Renault se verront opposer à deux reprises le lock-out. Mais la grève se poursuivra et gagnera les usines Michelin de la ville et de là celles de Vitoria et Lasarte au Pays Basque. Le 24 février, les ouvriers du cuir manifestent à Alicante : la police tire, un tué. Le 27 février, alors que se développent les luttes de Vitoria, 6.000 ouvriers occupent les hauts fourneaux de Biscaye à Sestao et en sont délogés par la guardia civile. A ce moment, 50.000 camionneurs sont en grève, ainsi que les mineurs des Asturies. Toutes les usines de la société Roca (appareils sanitaires) sont en grève le 19 février et ce conflit va rebondir jusqu'en février 1977.

Le bâtiment a été particulièrement touché par la crise : Barcelone, Madrid, Malaga, Cadix, Séville, Grenade... verront, ensemble, ou tour à tour, des grèves imposantes. A Valladolid, 9.000 ouvriers du bâtiment obtiennent, après 21 jours de grève, l'annulation de 5.000 licenciements et 70 % d'augmentation du minimum de base. Début mars, dans la grève du bâtiment se produit un fait qui caractérise bien le mouvement de lutte tout entier : les commissions ouvrières ayant obtenu un salaire de base de 19.000 pesetas par mois pour les manoeuvres ordonnent la reprise du travail, et sont contraints de dénoncer publiquement les piquets de grève spontanés qui relancent la grève (6).

Un mois avant la fin de 1975, en vue du renouvellement des conventions collectives, des revendications des salaires et d'horaires sont avancés par des regroupements de "militants" d'entreprise dans des "mini-assemblées" et dans une "coordination ouvrière de Vitoria" composée de représentants des commissions ouvrières, des comités d'usine et d'indépendants. A part quelques grosses usines, le prolétariat travaille dans une foule de petites entreprises ; plus de la moitié de ces travailleurs vient des régions agricoles de Castille, d'Andalousie, d'Estramadoure ; chez eux, l'influence des organisations politiques ou régionalistes basques est quasi nulle. La grève éclate le 9 janvier à Forjas Alavesas et s'étend rapidement aux autres entreprises : dans les usines en grève se tiennent des assemblées qui élisent des délégués, lesquels forment des "Commissions représentatives" ; cette opération vise, dans l'esprit de ceux qui l'impulsent, autant à écarter du circuit les représentants du syndicat vertical qu'à exprimer la volonté des travailleurs de base. En effet, si la revendication centrale reste que les discussions soient menées par les seuls délégués élus à l'exclusion de

tout représentant du syndicat vertical, les "commissions représentatives" finirent par lancer des mots d'ordre sans consultation des assemblées de base, c'est-à-dire comme une organisation syndicale (peu importe qu'elle soit radicale ou non si elle exprime une relation hiérarchique avec les travailleurs, donc une relation du capital). Et il est même difficile de dire, pour les grandes entreprises, quelle fraction des ouvriers représentaient ces assemblées ou mini-assemblées (7). Comme d'habitude dans l'Espagne franquiste, le problème sera dépassé par la répression qui s'abattra sur ces commissions alors que les dirigeants patronaux refusent de discuter avec des délégués illégaux : la lutte se déplacera alors du terrain revendicatif sur celui de la répression. C'est sur cette dernière base, et semble-t-il sans consultation réelle de la base, que le "Comité représentatif" lance un mot d'ordre de grève générale au cours de la huitième semaine de lutte. Les assemblées qui se tiendront dans les usines au matin du 3 mars convergeront vers le centre de la ville complètement paralysée. Alors qu'un meeting de masse se tient dans l'église, la police attaque. Toute la soirée et la nuit, une véritable bataille de rues se développe ; toute la population se dresse, en apparence contre la police, en réalité contre le pouvoir dominant dans ses formes de domination présentes. Il y aura 5 morts et des centaines de blessés. Le 8 mars et les jours suivants, la grève est générale dans tout le Pays Basque. A Vitoria, les "commissions représentatives" décident de se constituer en "assemblée permanente" jusqu'à la libération des détenus. Finalement, passée la période d'affirmation de la force sociale autonome des travailleurs dans les assemblées et dans la rue, le travail reprendra sans rien d'autre, parce que la répression de l'État et la répression de l'encadrement syndical en formation ramèneront tout sur le terrain "légal", d'où les travailleurs l'avaient fait sortir. L'hebdomadaire Triunfo de tendance PCE résumait bien cette situation, le 13 mars 1976, en écrivant : "Il ne fait pas de doute que la classe ouvrière doit aussi recueillir les leçons des événements. La première de ces leçons est que le recours à la violence étant éthiquement condamnable l'est aussi politiquement, puisqu'elle fait le jeu de la réaction... Tous ceux qui ont entre leurs mains la possibilité d'influencer une classe ouvrière qui est privée de parti, privée de syndicats et continuellement dédaignée dans ses réclamations, doivent le faire dans le sens de recommander le calme et la tranquillité. Si les grèves, les manifestations ou les réunions tournent à l'émeute, la classe ouvrière a tout à y perdre" (8). La solidarité à l'échelle du Pays Basque, dominée par les organisations clandestines,

malgré toute son ampleur, parce qu'elle ne sera pas spontanée et poursuivie avec les mêmes méthodes enverra encore plus sûrement le mouvement dans le carcan des futures organisations ouvrières répressives. Ainsi se dessine ce que nous analyserons plus loin : le triple conflit entre le mouvement autonome contre tous les pouvoirs (s'exprimant cette fois dans les assemblées et l'affirmation de son pouvoir dans tous les domaines), le pouvoir en place (les organes répressifs actuels du capital - police et syndicat vertical) et le pouvoir futur (partis et syndicats clandestins en cours de reconnaissance). La force des assemblées et des actions de base sert à la mise en place du réseau organisationnel provisoirement anti-légal ; l'anti franquisme est le masque idéologique de la situation ; ce réseau organisationnel, parce qu'il en a besoin pour s'affirmer au départ, renforce le mouvement des assemblées ; mais rapidement ces structures trop fragiles sont incapables de contenir la poussée de la base ; la police intervient alors qui ramène tout sous les fourches caudines du pouvoir présent et futur.

Nous reviendrons plus loin sur les aspects particuliers des luttes à ce moment. Dans le foisonnement des actions de toutes sortes de mars à décembre 1976 dans toute l'Espagne (ouvriers agricoles, pêcheurs, bâtiments, postes etc...) (9), on retrouvera ces mêmes traits. En octobre 1976 se tient à Elda (près d'Alicante), dans l'industrie de la chaussure, une première assemblée d'usine qui réunit 3.000 participants en rupture contre les syndicats. Le patronat de cette industrie finira par reconnaître cette assemblée comme "interlocuteur valable" dans les pourparlers pour négocier la convention de la chaussure. Mais il n'en sera pas toujours ainsi. L'importance de cette lutte sur plusieurs fronts dont nous avons parlé, on peut la mesurer à l'importance de la répression. Pour les seuls trois mois de septembre, octobre et novembre 1976, il y aura 2.180 licenciements pour faits de grève ; 2.354 suspensions de délégués et 73 arrestations. Deux conflits qui débordèrent largement cette période permettront mieux de souligner ce que nous avons vu à propos de Vitoria : la métallurgie de Sabadell et la grève de Roca.

La grève de la métallurgie de Sabadell (banlieue de Barcelone) durera pratiquement d'août à octobre 1976 sans déborder comme à Vitoria les cadres de la légalité qui se dessine pour le futur de l'Espagne. Plus encore qu'à Vitoria, la métallurgie de Sabadell comporte une foule d'entreprises de

faible dimension : 1.111 (53 % du total) emploient moins de 10 ouvriers, 973 (44 %) moins de 50, 46 (2,1 %) entre 50 et 250, 2 (0,1 %) entre 250 et 500 et 5 (0,2 %) plus de 500 (10). Cette situation facilite le contrôle de la base dans les entreprises (système d'assemblées), mais facilite aussi les manipulations dans les coordinations rendues absolument nécessaires, vu l'énorme dispersion des travailleurs. Les commissions ouvrières ont existé très tôt dans ce secteur et en 1969, elles étaient déjà contrôlées par le PC clandestin. En 1970, une scission conduisit à la formation, parallèlement à l'ancienne, d'une "Commission ouvrière anticapitaliste" ; dans ce secteur de la métallurgie en 1976, l'UGT sociale démocrate et la CNT étaient pratiquement inexistantes. Le courant "organisateur" illégal, mais cherchant dans l'action "calme et responsable" à établir sa légalité future, se constitue début juin 1976, à partir d'une assemblée de délégués d'entreprise et de jurados (11) qui forme une "commission de délibération sociale" dont le président est le leader des commissions ouvrières (CCOO), dominées par le PCE. Le 20 août, cette commission présente pour l'ouverture des négociations pour la convention collective de la métallurgie une plate forme de 33 points. Les patrons négocient avec cette commission début septembre, puis brusquement rompent les négociations. Le 12 septembre, 225 entreprises (regroupant 15.000 ouvriers) de la métallurgie de Sabadell sont en grève totale. En septembre et octobre, une sorte de guérilla urbaine va se développer devant la répression, l'interdiction des assemblées de délégués ou de zone, la condamnation des "piquets actifs" par les CCOO, les rivalités intersyndicales, l'échec partiel d'une "journée générale d'action" à Sabadell le 27 septembre, puis de nouveau le 4 octobre. Le 12 octobre 1976, une assemblée générale de 7.000 ouvriers (moins de la moitié de ceux qui étaient en lutte) tenue à l'église de Can Oria décide la reprise du travail après la fin du lock-out patronal (5 octobre). La grève est finalement un échec : non seulement les revendications ne sont pas satisfaites, mais 500 licenciements sont maintenus. Toute la lutte est restée à l'image de ce qu'on voit dans les autres démocraties occidentales : une grève locale et sectorielle, dominée par les futurs syndicats et toutes les poussées vers l'autonomie n'ont pas réussi à briser ce corset de fer dans lequel l'action de la police les ramenait constamment.

A l'entreprise Roca (4.700 ouvriers) appareils sanitaires, à Gava (banlieue de Barcelone), la grève va se dérouler dans une entreprise unique et rester isolée dans cette entreprise.

Ceci rendra inéluctable la fin de la grève ; mais, en même temps, comme dans d'autres luttes que nous ne pouvons citer, le système d'assemblée, en raison de la dimension de l'usine, pourra fonctionner sans guère de possibilités de manipulations et de ruptures. Cette lutte peut donner une idée de la dimension du courant autonome qui s'exprime dans ces assemblées et en même temps de leurs limites, puisque les appareils peuvent s'imposer à l'extérieur et finalement définir ainsi les frontières du mouvement lui-même. D'une grève de 41 jours en mars-avril 1976 pour des revendications économiques, les travailleurs de l'entreprise tirent la conclusion de l'inefficacité totale du syndicat vertical pour la défense des travailleurs (même s'ils sont noyautés par les organisations clandestines) ? De là vient l'idée de mettre sur pied une organisation alternative qui serve efficacement la lutte pour leurs intérêts. A partir de juin 1976, des assemblées regroupant les travailleurs de chaque section de l'usine élisent des délégués - 43 en tout - et pour éviter toute confusion une assemblée générale exige la démission de tous les représentants syndicaux officiels. On retrouve ici le même problème qu'à Vitoria : des délégués élus "démocratiquement" s'affirment comme seule représentation ouvrière. Le problème central est de savoir quels seront les rapports entre l'assemblée et les nouveaux délégués, qui contrôleront. Quand on regarde ce qui se passe à Roca et dans beaucoup d'autres endroits où le système d'assemblées fonctionnera plus ou moins bien, il est bien évident que certains - notamment les membres d'organisations diverses - n'ont pas les mêmes conceptions que les autres. A Roca, la commission des 43 délégués se réunit le 30 juillet et élit un comité de 15 membres avec mission d'élaborer une plate forme unitaire à partir de discussions par section. La rupture avec le syndicat vertical est complète en septembre avec la démission des "enlaces" et "jurados"... à l'exception de ceux qui font partie des CCOO, ce qui marque également le début de la rupture avec les syndicats "illégaux". Le triple conflit qui n'était pas résolu à Vitoria ou à Sabadell, se précise ici nettement avant même que la grève ne débute. Le 27 septembre, une grève de 24 heures demande la reconnaissance des délégués comme seuls représentants valables des travailleurs pour la négociation de la convention en octobre. L'ambiguïté de cette revendication apparaît dans le fait que le processus d'auto-organisation débouche sur un projet de base pour la construction d'une section syndicale unitaire qui est adressé à diverses autorités. L'ensemble des délégués (60 à ce moment) forme alors le "Comité des délégués ouvriers de Roca Radiadores SA"

qui fait approuver par l'assemblée des ouvriers une plate forme de 33 points : ladite plate forme est un ensemble hétéroclite de revendications qui n'est pas sans rappeler les revendications élaborées dans les entreprises, après le déclenchement de la grève en mai 1968 en France. Il n'y a rien de "révolutionnaire" dans cette plate forme, réduite ensuite à 24 points courant octobre pour faciliter des négociations que la direction rompt de nouveau le 28 octobre. A ce moment, l'organisation d'usine devient l'organisation active de la grève et, à ce moment, par le cours même des choses, cela prend effectivement un caractère "révolutionnaire" : cette auto-organisation de la grève va s'affirmer pendant toute la période du 5 novembre 1976 au 11 février 1977. Aux bagarres incessantes aux portes de l'usine, aux arrestations, etc..., répond, malgré toutes les tentatives syndicales et jusqu'au bout de la lutte, une affirmation constante du pouvoir de décision de l'assemblée. Celle-ci décide la reprise - sans repréailles ni sanctions - le 11 février 1977 : à ce moment-là aucun syndicat ne peut revendiquer la grève. Si la CNT essaie de "populariser" la grève et d'organiser une solidarité (qui ne pourra rompre - et pour cause - l'isolement de la lutte) (12), les CCOO dénonceront constamment les ouvriers de Roca comme des "radicaux irresponsables" et organiseront un boycott actif pour isoler la lutte, les autres syndicats prendront position contre "l'intransigeance des ouvriers". C'est avec beaucoup de raisons qu'un ouvrier pourra dire pourtant après la lutte : "notre grève a été une grève politique".

Car, c'est effectivement sur ce terrain que toute grève autonome se situe. Elle n'est pas politique au sens que veulent lui donner les centrales syndicales, d'une lutte contre le régime et les syndicats verticaux. Il est de plus en plus clair, au fur et à mesure que l'on avance dans l'année 1976 que l'appareil du syndicat officiel est en train de s'écrouler : les patrons préfèrent avoir des discussions directes pour avoir la paix sociale. Pourtant, le gouvernement et les syndicats illégaux, pour des raisons apparemment opposées, mais en réalité convergentes, essaient de préserver le plus longtemps possible cette façade syndicale qui se vide rapidement de toute substance : il faut éviter à tout prix qu'il y ait entre le travail et le capital un vide dangereux, que les travailleurs ne manqueraient pas de combler eux-mêmes ; la façade vermoulue du syndicat doit rester tout le temps de la transition, comme instrument pour le pouvoir, comme objet de polarisation artificiel des luttes pour les organisations illégaux pour quelque

temps encore. Le PCE essaiera même pendant un temps de se servir de la structure en place des syndicats verticaux pour tenter d'imposer le syndicat unique "unitaire" qui ne serait pas pour déplaire à nombre de technocrates (13). La force du courant autonome oblige pourtant les organisations illégaux à mettre en place des structures provisoires qui seront la préfiguration des structures légales d'encadrement du travail, en se servant du soutien des assemblées. La lutte "contre le syndicat vertical" et "pour une véritable organisation reconnue par les travailleurs" masque alors le véritable conflit ; mais cela fait souvent long feu car les syndicats pas encore légaux - et particulièrement les CCOO - en sont rapidement réduits à condamner les courants autonomes, passant du même coup ouvertement dans le camp de ceux auxquels ils prétendent s'opposer. A l'approche de la mise en place du système "démocratique" (référendum sur la loi de réforme politique le 15.12.1976, légalisation des syndicats en mars 1977, élections générales le 15 juin 1977, élections d'entreprise dans l'hiver 77-78), les syndicats mettent encore plus d'ardeur pour faire passer les conflits par les représentations syndicales, à freiner les grèves, à détruire le pouvoir des assemblées indépendantes d'eux, à manipuler ce qu'ils pouvaient manipuler dans l'intérêt du capital. Situation qui n'était pas parfois sans risques. La journée de grève générale du 12 novembre 1976 n'était, avec la toile de fond des grèves autonomes existant à ce moment là, qu'une tentative de plus de canaliser les luttes et de démontrer au pouvoir économique et politique que les syndicats pouvaient "mobiliser et contrôler" la classe ouvrière. C'était une dérision de considérer qu'une telle journée était dirigée contre la "politique économique du gouvernement" et pouvait y changer quelque chose, alors que tant de luttes surgies de partout et durant des semaines et des mois affrontaient cette politique. Non seulement cette journée ne résoudra rien, mais toutes les grandes grèves, celles dont nous avons parlé et d'autres, vont se poursuivre ainsi jusqu'au printemps de 1977. D'autres prendront le relais dans le cours de l'année 77 : métallurgie de Vigo du 2 novembre 1977 au 14 février 1978, Osram à Madrid en janvier mars 1977, Ford à Valence en janvier puis mai 77, Confecciones Marcelino à Malaga, bâtiment en Navarre (décembre 1976), Valence (janvier février 1977) et Barcelone (mars avril 1977), hôtellerie (juillet 1977) etc... Il n'est pas possible de citer ce qui continue et se cristallise de plus en plus autour de l'introduction, à l'aide de la crise et de la répression, des structures d'encadrement de la force de travail dans ce qui, en 1976, est devenu d'une manière particulièrement aiguë et

dangereuse, l'affrontement direct capital-travail. Après l'hiver 1977-78, après la grande unité intersyndicale et interpartis pour le sauvetage du capital, après l'organisation d'un appareil de domination moderne de la force de travail et sa mise en œuvre effective, tout ce bouillonnement autonome des années 76-77 prendra une autre voie. Tout comme les commissions ouvrières des années 60 avaient disparu en tant que forces autonomes surgies de la lutte lors de leur formalisation sous le contrôle des partis politiques, les assemblées vont disparaître en tant qu'organismes autonomes par l'intégration de leur système représentatif dans le cadre institutionnel.

## 2 - La dialectique du "mouvement des assemblées" : illusions et réalités.

"Le mouvement des assemblées est le premier conseil ouvrier de l'histoire de la seconde révolution espagnole. Au contraire des autres formes antérieures de lutte du mouvement ouvrier moderne qui devait se dissoudre après la grève pour éviter d'être récupéré par les syndicats ou groupuscules parallèles (par exemple les commissions représentatives à Vitoria), le mouvement des assemblées doit savoir être permanent et indissoluble parce qu'il est irrécupérable" (14).

Ces lignes, écrites en 1977, illustrent bien les illusions que les groupes révolutionnaires ont voulu trouver dans la situation espagnole que nous venons de décrire (15). Plus proches de la vérité, mais tout autant éloignée d'elle d'un autre côté, la constatation suivante permet mieux de situer ce que le mouvement des assemblées signifiait pour les travailleurs : "La plupart sont occupés de revendications précises : un salaire décent, une sécurité sociale réelle et efficace, une retraite. Ils rêvent d'avoir leur part de bonheur, ils veulent quitter leur logis étroit, s'épandre sur les plages. Tout ce qui tendrait à compromettre l'essor économique leur semble dangereux... le socialisme, pour ces hommes nouveaux, c'est davantage de justice, davantage de bonheur" (16).

Ce que l'on a appelé le "mouvement des assemblées" apparaît, avec le recul, tout autant l'expression d'un courant spontané autonome que la manipulation de ce courant, par toutes les forces syndicales réunies pour s'implanter le plus largement possible dans l'appareil capitaliste. Organisations et partis veulent conquérir un pouvoir dans le système, un pouvoir reconnu et concédé par le système lui-même dans la

mesure où ils peuvent montrer qu'ils ont un pouvoir sur les travailleurs. A propos des luttes de cette période, on pouvait écrire : "Dans ces luttes, on peut observer, tantôt à Vitoria comme à Roca, l'auto organisation des travailleurs comme forme embryonnaire de pouvoir ouvrier... la démocratie directe à travers les assemblées, ainsi que la limitation précise des délégués élus directement par l'ensemble des travailleurs en lutte et révocables à tout moment". C'était vrai dans des périodes de lutte précises, mais pas voulu comme tel : les révolutionnaires y mettaient un tout autre sens que les travailleurs. Les organisations et partis y mettaient encore un autre sens : déjà à ce moment, il y avait une rupture pas toujours apparente entre le mouvement autonome de base et l'organisation de structures permanentes à partir de ce mouvement. Le passage aux formes modernes de domination du travail ne pouvait se faire qu'en balayant les formes anciennes auxquelles dans l'Espagne de 1975-76 une partie du capital se cramponnait encore. Les organisations politiques et syndicales ne peuvent assurer seules ce passage : il leur faut utiliser les forces sociales et, au cours de cette manipulation, mettre en place les organes nécessaires à la lutte, dont le caractère temporaire garantit le caractère autonome, mais dont la survie et la permanence après la lutte garantit la mainmise bureaucratique et la structuration au profit du capital. La situation est très différente de celle des années 30 : la lutte ouvrière est sans ambiguïté et se développe dans une direction bien à elle ; ce sont les structures du capital qui viennent se plaquer sur cette lutte pour la maîtriser et l'encadrer. Le PCE avait, dans ce but, plusieurs fers au feu : le noyautage des syndicats franquistes pouvait lui donner le cadre du syndicat unique dans une société capitaliste d'État ; la conquête avortée des commissions ouvrières lui donnait pourtant un pied dans les entreprises. Faute de pouvoir réaliser ses buts par l'une ou l'autre voie, le PCE va tenter, avec l'aide des autres centrales, de construire ou de laisser construire des organismes de base dont la permanence pourrait précisément assurer l'ossature du syndicat unitaire dont il rêve (17). Pourtant, la situation de l'Espagne n'est pas si catastrophique et la pression ouvrière n'est pas si "révolutionnaire" pour nécessiter une unité organique des syndicats (18). La pression capitaliste occidentale a fait le reste ; la "démocratie" modèle européen imposée à l'Espagne par les groupes capitalistes suppose le pluralisme syndical exprimant la pluralité des intérêts économiques en cause. Les CCOO seront un syndicat comme les autres. Selon les secteurs et selon les régions, ce ne sera pas le PCE et les CCOO qui



joueront ce rôle mais l'UGT et les socialistes, l'USO et les catholiques de gauche, les groupes politiques et syndicats régionalistes comme au Pays Basque : avec des variantes, la fonction à laquelle ils aspirent dans la société capitaliste est la même et ils ont également besoin des luttes ouvrières pour l'imposer.

Parallèlement et apparemment avec une autre perspective (englobée sous le terme "révolutionnaire" qui recouvre aussi bien les léninistes partisans d'un capitalisme d'État totalitaire que des "conseillistes" ou anarchistes), des groupes vont essayer de se faire une place parmi les "avant gardes ouvrières" qui ont abandonné le PCE et de donner aux luttes la "vigueur et la conscience révolutionnaire" qu'ils estiment manquer aux travailleurs préoccupés de revendications immédiates. Ces groupes pullulent dans l'Espagne des années 76-77. Quel rôle ont-ils joué dans les luttes de ces années là ? Quelle part ont-ils prise dans la dynamique du mouvement des assemblées ? Il est certain que la situation de l'Espagne favorise les interventions de ce genre ; d'une part, il n'y a pas de structures légales modernes pour s'opposer aux initiatives de base (le syndicat vertical ne peut jouer ce rôle et les autres syndicats encore clandestins ne peuvent encore le jouer pleinement) ; d'autre part, les luttes livrées à elles-mêmes doivent s'auto-organiser de telle façon que des groupes clandestins plus rompus aux techniques d'action peuvent aisément proposer des formes d'action et prendre des positions clés. Enfin, comme dans tous les pays à base paysanne large et récemment industrialisés (France, Italie, Espagne, etc...), l'idéologie capitaliste d'État peut s'implanter fortement, car elle répond tant aux nécessités du capital qu'à certaines nécessités des luttes (coordination dans une poussière d'entreprises par exemple).

Ce serait pourtant méconnaître la réalité de la lutte de classe que d'attribuer la dimension et la dynamique de ce "mouvement des assemblées" aux "militants" soit organisés, soit ceux qui, comme toujours, surgissent spontanément de la lutte elle-même dès qu'elle libère les individus des contraintes quotidiennes et met à nu les traits réels de l'exploitation. Si une minorité apparaît souvent plus combative et plus jusqu'aboutiste que le reste des travailleurs, ce sont ceux-ci qui déclenchent spontanément la lutte, qui donnent force et vie aux formes d'organisation qu'on leur propose ou au contraire qui détruisent les autres en les rejetant totalement.

Cette destruction des structures par la lutte, c'est valable pour le syndicat vertical puisque dans la plupart des luttes les assemblées de base élisent leurs délégués (révocables s'ils ne sont pas satisfaisants), cherchent à imposer les discussions directes par leur intermédiaire et entendent conserver le contrôle total sur toutes les décisions. Cette destruction du syndicat vertical réunit à peu près l'unanimité (sauf dans certains cas nous l'avons vu, pour un moment pour le PCE et les CCOO). Mais les organisations clandestines, pour éviter d'être détruites à leur tour, vont être obligées d'aller plus loin dans le mouvement des assemblées dans le sens que nous avons analysé plus haut. Cela se résoudra au bénéfice des appareils dans la mesure où aucune perspective "révolutionnaire" ne surgira des luttes.

Rapidement, il apparaît que le mouvement des assemblées n'est pas du tout dans cette perspective où, notamment à l'extérieur de l'Espagne, on essaie à ce moment de le placer. Le trait le plus original de l'autonomie de la lutte est effectivement que les travailleurs (peu importe à l'initiative de qui) se réunissent très vite en assemblées pour opposer leur force unie aux appareils (franquistes) qui prétendent fixer sur leur dos et à leur insu le prix de leur force de travail. Ces assemblées ne fonctionneront "démocratiquement" que localement et ponctuellement. Cela explique pourquoi la grève de Roca pourra aller aussi loin dans l'affirmation du "pouvoir de l'assemblée ouvrière" et du contrôle des délégués. Les manipulations sont plus difficiles et les manœuvres facilement éludées : chacun connaît chacun. Lorsque la grève s'étend sur le plan local, les "coordinations" ne peuvent être le fait que de mini assemblées de délégués ou de comités élus au second degré. L'avant garde qui a pu se dégager dans les premières délégations se précise encore plus dans les secondes et les groupes et partis peuvent d'autant mieux placer leurs hommes que les critères de la "bonne parole" et de l'efficacité sont déterminants dans les choix. Ces critères, capitalistes s'il en fut, restituent immédiatement les hiérarchies et le fossé avec la base ; ils préfigurent ce que sera le syndicat ; peu importe de ce point de vue qu'il s'affirme révolutionnaire ou réformiste. La grève de Sabadell et celle de Vitoria offrent des exemples de cette situation. Il en sera de même dans les grandes unités industrielles où la démocratie directe pourra exister au niveau de l'atelier ou du département, mais deviendra difficile à l'échelon de l'usine. Un exemple typique est celui de la SEAT à Barcelone où le système d'assemblées aboutira courant 1977-78 à la constitution, avant même les élections syndicales, d'un appareil

vertical dans l'usine solidement entre les mains des syndicats en cours de légalisation et fermant à ce moment la porte à toutes les velléités autonomes.

Il est intéressant de comparer les différentes sortes d'assemblées, leurs systèmes de délégation et leur fonctionnement au cours des années 76-77. Un premier exemple est celui de l'usine Ford de Valence, tel qu'il a fonctionné au cours des grèves de janvier et mai 1977. Au centre du système est la coordination des délégués composée de 72 délégués de diverses "commissions de travail". Ces délégués sont élus par les assemblées de divisions (moteurs, carrosserie, montage, peinture et services centraux) et par des assemblées de chaîne, sections, départements au sein de ces divisions. Mais, durant la lutte, une autre organisation se substitue à celle résultant des structures mêmes de l'usine : la coordination des délégués est l'intermédiaire entre l'Assemblée Générale (qui, à cette dimension, si tous les ouvriers sont présents, n'est plus qu'un meeting où les choses ne peuvent être discutées, seulement acceptées ou rejetées) et les assemblées de zone (six zones géographiques et non plus professionnelles). On peut voir comment les manipulations sont possibles et que le système n'ait pas bien fonctionné, puisqu'après ces luttes il est revendiqué "tout le pouvoir uniquement à l'Assemblée Générale" parallèlement à celle de la "continuité de la coordination des délégués". Ce problème de la permanence des "comités" venu du souci de "prolonger la lutte" facilitera bien la mise en place des structures syndicales.

Un autre exemple différent est celui de Vitoria. Là, on se trouve en présence non plus d'une seule usine, mais d'un nombre important de grandes et petites entreprises. Les Assemblées d'usine élisent des comités qui sont, en principe, révocables et qui s'occupent de la prévision et de la coordination des luttes (analyse, caisse de résistance, rédaction des tracts, perspectives). Ces comités eux-mêmes se réunissent localement en assemblées de délégués désignant elles-mêmes des commissions représentatives, l'ensemble assurant la centralisation de la lutte, l'unification des revendications, la généralisation de la lutte vers les étudiants, les quartiers, les autres couches de la population. Cette "organisation" et le vocabulaire utilisé font autant penser à une organisation spontanée qu'à une structure de parti ou de syndicat. Tout dépend finalement de la relation entre les assemblées de base et les délégations ; la répression aidant, les choses peuvent basculer du

côté bureaucratique si les Assemblées ne peuvent plus se réunir, du côté démocratique ouvrier si les leaders sont arrêtés. Tout comme dans les organisations de grandes usines, la permanence de ces appareils facilite leur conquête par les partis et les groupes.

La grève de la métallurgie de Sabadell offre un autre exemple d'auto-organisation du "système des assemblées". Nous avons souligné que, plus encore qu'à Vitoria, un grand nombre d'entreprises engendre une démocratie réelle de base et une nécessité d'organismes de coordination. Dans 12 zones de la ville, des Assemblées locales se tiennent chaque matin et une assemblée générale se tient chaque soir dans l'église de Can Orian ; cette assemblée décide au jour le jour de la poursuite du mouvement. Une assemblée de délégués assure la coordination. Les chiffres donnés pour les assemblées générales précèdent de 7 à 8.000 participants pour 15 à 20.000 grévistes. Ce sont surtout les militants des CCOO qui essaient de manipuler le mouvement à une époque où, pour eux, il est essentiel de "rester calme" en vue d'obtenir la reconnaissance légale des syndicats. La double action du syndicat et de la police viendront à bout de l'action ouvrière qui restera limitée à Sabadell. Les hommes de parti sont experts dans les manœuvres en s'appuyant sur les éléments les moins actifs pour dénoncer le caractère "aventuriste" de ceux qui comprennent qu'un mouvement s'enlise s'il ne va pas de l'avant. Ils sèment la confusion dans les assemblées en même temps que l'action de la police perturbe le fonctionnement de l'édifice des assemblées et des délégations. On retrouve ainsi une forme répressive coutumière aux démocraties de l'Ouest, où la répression se conjugue avec l'action syndicale pour briser toute velléité d'autonomie. Mais autant que cette répression, c'est plus le sentiment chez les travailleurs qu'un certain niveau de lutte ne peut être atteint qui crée les limites de la grève, son encerclement et son terme.

A Roca, de même que dans les autres exemples cités, l'organisation de base naît de l'impossibilité d'utiliser tant le syndicat vertical que les syndicats "clandestins" pour la défense des revendications et l'organisation de la lutte. Le problème posé : nécessité de trouver une forme d'organisation alternative qui serve efficacement les intérêts des travailleurs pose, à la fois, l'originalité et les limites de cette organisation de base, expression de l'autonomie ouvrière tant que la grève dure, structure néo-syndicale sous-jacente au cours de la grève

et après la grève lorsqu'elle cherche à se donner une permanence. Le fait de cette structure autonome se heurte aux syndicats en voie d'officialisation qui cherchent à "entrer" dans la grève pour l'utiliser et la contrôler est intéressant en lui-même ; mais l'affirmation de cette structure par les grévistes eux-mêmes comme "construction d'une section syndicale unitaire" dans laquelle à tout moment les tendances peuvent valablement s'exprimer montre que, dans la forme même du système d'assemblées, la tendance de la majorité des travailleurs est à la construction d'un "syndicat". D'un syndicat idéalisé certes, mais avec les fonctions qu'il assume sous le capital donc destiné, une fois la lutte passée, à révéler ses véritables caractères. Et on ne peut, dans ce cas, parler d'une influence des syndicats clandestins, puisqu'à Roca, contrairement à Sabadell et à Vitoria, ces organisations sont à l'extérieur de la grève et condamnent ses pratiques. Peu importe dès lors que le système d'assemblées fonctionne "parfaitement" (on retrouvera à Roca le système déjà décrit des mini-assemblées, de commission représentative (assemblée de délégués) assurant de bout en bout de la grève une "démocratie ouvrière" apparemment sans faille). La pression des patrons obligera pourtant, au cours de la lutte et en vue des pourparlers, d'accepter une formule mixte avec des délégués des syndicats en tant que tels et des délégués du Comité de grève. En réalité, le débat, tout au long de la grève, sera essentiellement avec les "autres" organisations syndicales pour savoir "qui" va "représenter" les ouvriers dans les discussions. On retrouve ici, sous une forme voilée à cause du système du syndicat vertical encore en place, l'opposition qui existe partout sous le capitalisme occidental entre organismes de base - l'Assemblée des ouvriers - (parfois un comité de grève directement élu) (19) et les appareils qui assument leur fonction essentielle dans le capital.

Il a pu apparaître, comme nous l'avons dit, dans le courant de 1976, que ce fonctionnement d'assemblées et de délégations élues dans une multitude de luttes ouvrait la voie à un développement autonome des luttes - certains n'hésitaient pas à dire "révolutionnaire". La chute a été pour ceux-là d'autant plus brutale que la mise en place des syndicats reconnus (y compris la CNT), du système légal de délégation et de discussions contractuelles reprenait le rôle qu'avait assumé transitoirement le système des assemblées, et ceci sans conflits majeurs (en tout cas pas différents de ceux des autres pays industriels de l'Ouest). On peut dire que pour la majorité des ouvriers, qui œuvraient dans les assemblées, le passage du spon-

tané à l'institutionnel a été "normal" tant il est vrai que tant que le capital domine, ce sont les rouages mêmes du système qui apparaissent les plus propres à assumer une des fonctions essentielles : la discussion du prix de la force de travail. Les désillusions viennent de la méconnaissance de ce fait et de l'illusion qu'on peut maintenir en permanence une organisation de classe qui tirait sa vie réelle d'une période de lutte déterminée.

Ce n'est pas tant dans ces formes autonomes déjà analysées, déjà ambiguës lors des luttes et plus encore après, que les caractères de l'autonomie sont apparus, mais dans les moments fréquents dans l'Espagne de 76-77 où les nécessités de la lutte économique ont porté la lutte sur un autre terrain que l'usine et dans un cadre plus global que cette lutte économique. Nous ne retiendrons que trois des exemples cités plus haut : Sabadell, Vitoria, Roca pour souligner que la lutte a gagné rapidement la rue, suite à l'intervention de la police, qu'elle a englobé toute la population dans des comités de quartiers, que les femmes ont pu jouer dans la lutte un rôle direct et que, finalement, le dépassement de la politique (en termes de partis) se faisait par l'action collective des affrontements ou de l'auto-organisation de toutes les activités nécessaires à la poursuite de la lutte. Ce n'était plus la forme de cette auto-organisation qui devenait essentielle, mais les tâches qu'elle assumait et les buts qu'elle poursuivait. Sur ce terrain, il n'y avait pas de récupération possible parce que tout cela cessait avec la lutte elle-même, en redevenant les formes quotidiennes de la résistance à la domination du capital - seul refuge de l'autonomie en dehors des périodes d'affrontements directs et ouverts (20).

### 3 - La mise en place des structures "démocratiques" d'encadrement

Il faut bien le souligner, si les luttes avec ces caractères ont couvert une période de presque deux années, à aucun moment elles n'ont dépassé un cadre local ou régional, c'est-à-dire atteint un point d'unification et de dépassement dans une généralisation spontanée, comme on a pu le voir en mai 68 en France ou en 69 en Italie ou dans des mouvements à caractère plus révolutionnaire, ayant marqué par exemple la Hongrie de 1956, la Pologne de 70-71 ou bien, sous une autre forme, les luttes autonomes des années 70 en Grande-Bretagne avec leurs conséquences politiques. On peut peut-être dire qu'il en avait les

prémises. On peut aussi penser que les efforts du capital international, conjugué à l'action "contre révolutionnaire" des syndicats "ouvriers", jouait de vitesse avec ce mouvement et réussissait à coiffer sur le poteau un développement autonome. En réalité, tout cela était "possible" parce que les travailleurs d'Espagne de 1977, comme ceux de partout, ne sont pas du tout "révolutionnaires" au sens où toute une avant garde se complait à les voir et qu'il leur est finalement assez indifférent de voir s'installer toute une structure capitaliste d'organisation de la force de travail : ils l'utiliseront à l'occasion sans avoir besoin de se "mobiliser" comme autrefois pour certains besoins élémentaires ; lorsqu'ils la trouveront en face d'eux, ils lutteront contre ; ils la laisseront la plupart du temps pour ce qu'elle est, sans illusions sur sa réalité, cherchant la satisfaction de leurs intérêts par des voies qui leur seront propres. La "transition démocratique" achevée, la classe ouvrière gardera son potentiel de lutte intact, car elle n'aura pas livré de bataille autour du pouvoir comme certains auraient voulu qu'elle le fasse.

La mort de Franco, fin 1975, a été le dernier coup frappé pour la levée de rideau sur une mise en scène longtemps préparée dans la coulisse. Depuis des années, des étapes prudentes orientaient tout dans cette direction, ponctuées de coups d'arrêts répressifs lorsque les choses tendaient à s'accélérer. Avant même la mort de Franco, un décret loi du 22 mai 1975 avait légitimé le recours à la grève dans la régulation des conflits du travail, pourvu que "soient respectées les dispositions légales". La grève cesse d'être un délit "en soi" à condition qu'elle ne dépasse pas les limites de l'entreprise, qu'elle ne soit pas une grève de solidarité etc...

Peu d'événements, comme ceux qui se déroulent dans l'hiver 75-76, et tout au long de 1976, montrent que la mort de Franco ait été une rupture : la lutte de classe subit la même répression, les changements politiques nécessaires à cause de la mutation de la société s'accroissent avec la "libéralisation" promise depuis longtemps par Arias Navaro. L'intérêt capitaliste est à peine dissimulé derrière l'évolution politique de l'Espagne. "Libéralisation", comme le souligne le ministre des affaires économiques, cela signifie pour les travailleurs travailler plus dur, sans augmentation de salaires. Ce qu'ils veulent tous, y compris le PCE, ce sont des structures mieux adaptées au capital actuel que celles qui sont l'héritage du passé.

Dans ces tentatives, le PCE joue un rôle particulier. Tous les partis socio-démocrates comme démocrates chrétiens n'ont vraiment aucune objection à une collaboration avec le PCE car, plus le futur de l'Espagne est capitaliste et moderne, plus le PCE représente une tendance politique nécessaire pour dominer les ouvriers. Et il s'offre bien en cette qualité dans l'arène politique. Dans son livre "Après Franco ; quoi ?", Santiago Carrillo déclare qu'entre 1936 et 1939 son parti est entré en scène pour garantir le maintien de l'ordre bourgeois et de la propriété privée ; en une phrase, il assure la classe dominante qu'il garantira la même chose dans un futur proche. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire lorsqu'on voit le rôle du PC dans des pays comme l'Italie ou la France (pour ne pas parler des pays de l'Est). Dans l'Espagne de 1976, pour le PCE, la seule tâche de la classe ouvrière est de lutter "contre le franquisme" ; pour le reste elle doit se contenter d'une "politique de modération".

Dans les années 30, le PCE avait d'abord un rôle politique global de soutien des intérêts de la nouvelle classe dominante russe. Pour assurer ce rôle contre révolutionnaire, il devait s'appuyer sur des fractions de la bourgeoisie espagnole : paysans, artisans, petits industriels pour qui, en zone républicaine, le PCE apparaissait le seul refuge solide contre les collectivisations (21). Malgré les transformations et les changements, les distances prises vis-à-vis de la classe dominante russe, le PCE est resté ce même parti défenseur d'une fraction de la bourgeoisie. C'est pourquoi Carrillo pouvait déclarer dans l'été 1975 : "En Espagne aujourd'hui, personne n'est menacé par le communisme". En juillet 1976, Carrillo parle au Congrès du PCI à Rome : "Le PCE est prêt à faire de son mieux pour résoudre les problèmes espagnols". Quand il parle de "résoudre", ça veut dire régler le seul problème contenant tous les autres : "Que feront les ouvriers dans une Espagne démocratique ?". Pour Carrillo, ce n'est pas un problème social, mais un problème politique auquel il donne une solution politique, en l'occurrence des structures de pouvoir dans lesquelles la classe ouvrière restera, malgré les apparences, un pion. Pour Carrillo, la classe ouvrière est un objet et il la voit ainsi parce que, pour lui, toute transformation socialiste ne peut être que l'action d'un parti politique qui décide et qui n'a rien à faire avec la lutte des ouvriers eux-mêmes. Pour le PCE, les ouvriers sont des marionnettes. C'est toute l'importance de ce parti pour tous les autres partis de l'opposition.

Quant aux groupuscules communistes divers, trotskystes, maoïstes, etc..., ils ont toujours une même chose en commun : ils ne regardent pas le PC comme il est : l'expression d'une certaine tendance capitaliste, mais comme il se présente et veut persuader qu'il est : l'expression de la classe ouvrière. Ils le critiquent tous en cette qualité pour sa "mauvaise représentation", sa mauvaise politique. Au lieu de chercher à expliquer que cette politique découle précisément du fait qu'il représente des intérêts capitalistes, ils veulent qu'il change sa politique comme si cela était en son pouvoir par l'effet d'un mauvais choix ; ils lui reprochent des actes qui sont au contraire des plus logiques.

Dans le passé, la contestation entre le capital et le travail en Espagne n'avait pas pris sa forme moderne. La contradiction ne dominait pas toutes les autres. En 1976, la classe ouvrière a pris tout son développement ; ses actions ont pris toute leur signification et leur ampleur. On retrouve cela derrière toute la lutte politique et sociale. Dans le passé, les ouvriers espagnols, en dépit de ce qu'ils pouvaient penser de leurs actions œuvraient pour l'établissement d'un ordre bourgeois, l'ordre républicain qui devait assurer le développement industriel. Aujourd'hui que ce développement industriel a été assuré par d'autres voies, et toujours quelles que soient leurs idées, ils sont les fossoyeurs de l'ordre bourgeois par la forme que leur lutte doit prendre dans le contexte de la société d'aujourd'hui. Dans le passé, la bourgeoisie espagnole était hésitante et prudente, malgré le fait que les ouvriers étaient ses alliés naturels (en partie aussi à cause de cela). Aujourd'hui, la bourgeoisie espagnole craint tout autant les ouvriers, mais la différence est que les ouvriers sont devenus ses ennemis naturels. Aujourd'hui, même les organisations ouvrières, en apparence radicales, doivent "retenir" les ouvriers - en collaboration avec la bourgeoisie - car les ouvriers dans la société d'aujourd'hui sont les agents d'une résistance contre cette société. Voilà pourquoi le PCE veut pénétrer les commissions ouvrières, les influencer, les transformer en un syndicat de son obédience après avoir tenté de les imposer comme un syndicat unique. Voilà pourquoi, partout où cela est possible, le PCE et les CCOO ont infiltré les assemblées ouvrières pour tenter d'en tirer le schéma d'organisations légales et d'un système de délégation. Si, dans certaines luttes, certaines commissions ouvrières ou des militants de base se laissent entraîner par les ouvriers en lutte, le PCE accentue sa répression. Si la tendance des commissions et des assemblées est de jouer le rôle dévolu

au mouvement syndical traditionnel, le PCE laisse aller les choses, quitte à déclarer que tout ce mouvement est bien "indépendant".

Ce n'est pas par hasard si, au cours de l'année 1976, l'unité syndicale a été au centre des discussions. La question n'était pas une question de principe, mais seulement une question de possibilité dictée par le développement et les nécessités du capitalisme espagnol. Le PCE avait colonisé l'appareil des syndicats franquistes, puis noyauté les commissions ouvrières avec la perspective d'un syndicat unique dans une société à dominante capitaliste d'État. Cette formule n'avait de chances que si les difficultés de l'Espagne et la montée de l'action autonome du prolétariat avait imposé au capital un front commun de toutes ses structures. Cela n'était pas du tout nécessaire. On verra plus loin qu'un pacte économique commun a suffi et, qu'à ce stade, le pluralisme syndical reflétait mieux la défense d'intérêts capitalistes diversifiés (USA, Marché Commun, etc...) et la possibilité de mieux dominer les travailleurs par les possibilités "d'options démocratiques" qu'il leur offrait.

Ce n'est pas par hasard non plus si la première tâche du gouvernement, au cours de l'année 1977, avant même que soient réglés la constitution, le régionalisme, les structures municipales, etc..., a mis en place toutes les structures d'encadrement de la force de travail. C'était la tâche la plus urgente pour le capital car l'inadéquation totale des structures d'encadrement ouvrait la porte vers des actions autonomes irrépressibles et explosives. La situation globale que nous venons de décrire définissait la forme des structures nouvelles. Un décret loi du 4 mars 1977 sur les relations de travail est la reconnaissance du "pouvoir syndical" et de l'élection "démocratique" de délégués "légaux" ; il contient quelques concessions au mouvement de base qui s'est amplifié au cours de l'année 1976 : la grève sans préavis est autorisée, elle est présumée licite, le comité de grève est reconnu comme organe de représentation des travailleurs en lutte. La grève peut être déclarée par les "représentants légaux", mais aussi directement par les ouvriers à la majorité simple, si 25 % demandent qu'un vote soit organisé. La légalisation du comité de grève - 12 représentants élus - permet de lui assigner les tâches - capitalistes s'il en fut - d'assurer la sécurité des personnes et la "protection de l'outil de travail" (22). On comprend dès lors que cette organisation "démocratique légale" de la grève reprise du

système des assemblées, s'accompagne de l'interdiction d'occupation des locaux et de toutes les formes de lutte qui s'apparentent (grèves tournantes, grèves perlées...), qui sont considérées comme actes "abusifs et illicites". Toute grève "non économique" est interdite et toute grève économique ne peut se dérouler que dans les périodes de renouvellement des conventions collectives ou dans les cas prévus par lesdites conventions. Ces conventions collectives fixent le prix et la quantité de force de travail : elles sont débattues "démocratiquement" entre les "délégués syndicaux" élus périodiquement et, en ces occasions, on "consulte" la base dans les assemblées héritées de la période d'autonomie. La grève réglementée devient la soupape de sécurité annuelle - planifiée par un management capitalo-syndical moderne (23). Le système, avec quelques variantes - en avance même sur ce qui se fait ailleurs en Europe - est proche de l'organisation du travail dans les autres pays industrialisés. Le capital tente de planifier le coût du travail pour l'année et l'adapter chaque fois à ses propres nécessités, notamment en fonction de ce que la lutte de classe sous toutes ses formes a pu reprendre - en coût et en quantité - au cours de l'année écoulée.

La mise en œuvre de ce schéma en Espagne dessine déjà l'évolution des luttes futures. L'encadrement des organismes délégués de base - les commissions ouvrières - a été réalisé par les syndicats et les partis dans la clandestinité même. La dialectique de la lutte autonome a fait surgir alors une autre forme de démocratie de base : les assemblées et les délégations de base ; celles-ci sont à leur tour intégrées dans un appareil qui emprunte les formes pour y mettre le contenu fonctionnel nécessaire au capital d'aujourd'hui. Nul doute que la lutte de classe retrouvera à la fois d'autres formes et d'autres expressions, plus proches encore de celles observées dans les autres pays industrialisés où, depuis longtemps, syndicats et démocratie formelle d'entreprise sont les garanties du bon fonctionnement du système capitaliste.

Avant même que ne soient élus les représentants à l'Assemblée Constituante le 15 juin 1977 (24), les syndicats étaient reconnus légalement ; tous, CCOO, UGT, USO (25) et CNT comprise demandèrent et obtinrent cette reconnaissance de l'État capitaliste les premiers le 28 avril 1977, la CNT le 8 mai 1977. Cette étape fut complétée par un décret du 6 décembre 1977, pour les élections des "représentants des travailleurs" dans les entreprises. Les délégués du personnel

(entreprise de 11 à 50 salariés) ou comité d'entreprise (plus de 50 salariés) sont élus sur des listes présentées par les syndicats "légalement constitués", mais aussi (concession à l'autonomie de base) directement par les travailleurs dans certaines conditions. Les élections se déroulent dans l'hiver 77-78. Comme partout, les chiffres des résultats donnés varient suivant les centrales syndicales. En gros, les CCOO dominent dans les petites entreprises (26) et dans certains centres comme Madrid. L'UGT domine dans les Asturies et le syndicat nationaliste au Pays Basque. Pour la CNT, il y a une cassure entre les sommets qui voudraient maintenir les positions traditionnelles et la base à qui est finalement concédée la liberté d'action dans ces élections de délégués et qui va se partager entre hostilité active et participation à caractère syndical marqué. Ce qui se dessine dans ce stade ultime d'intégration du mouvement de base au terme de la grande explosion de 1976, c'est l'opposition entre l'appareil légal et notamment les délégués légaux - cette fois élus "démocratiquement" mais permanents - et la libre représentation avec contrôle total de la base, c'est-à-dire, au cours des luttes qui surgiront, la reprise du système des assemblées (27). Mais cela peut aussi être de toutes autres formes d'action échappant totalement aux possibilités de manipulation par le capital et ses organes de répression (28).

#### **4 - Le pacte de la Moncloa : des travailleurs face au capital mondial**

Le drame du capital en Espagne, c'est que l'essor de l'autonomie des luttes due à l'inadaptation des structures de domination et rendant plus urgente leur modernisation tombe au moment où les répercussions de la crise du capital mondial touche de plein fouet l'expansion industrielle qui était à la fois la cause et la solution provisoire de cette inadaptation.

Pour le capital occidental, l'Espagne doit rester "calme", à la fois pour la protection des bases militaires US (29) et la garantie d'une bonne rentabilité des capitaux investis (on a vu que, dès 1975, celle-ci n'était plus assez intéressante pour motiver, à elle seule, l'entrée de nouveaux capitaux) (30). La préservation et le développement de l'appareil capitaliste (sous toutes ses formes) nécessitent, en regard d'une situation assez explosive - et pas seulement pour l'Espagne - la politique d'unité nationale que le capital secrète dans le cadre de tout État.



Apparemment, les choses se dérouleront très vite entre le moment où le PCE et les partis "démocratiques" à peine sortis de la clandestinité de la répression, s'assoieront à la table de la collaboration de classe au Palais de la Moncloa du 8 au 21 octobre 1977. Il n'y a pourtant rien de bien surprenant en cela lorsque l'on regarde les constantes d'action du PCE dans les 50 années écoulées pour la défense d'intérêts capitalistes, tantôt divergents d'autres intérêts capitalistes, tantôt tous unifiés pour leur défense commune face à un ennemi commun : la classe ouvrière. L'histoire de la République, du franquisme et de l'après-franquisme est jalonnée de faits qui illustrent cette action du PCE. Le voyage de Carrillo aux USA, (31), sa réception au siège du patronat espagnol comme "hôte d'honneur", la rencontre de représentants du PCE avec des diplomates US le 6 août 1977, alors que s'engagent les discussions qui conduiront au pacte de la Moncloa, sont quelques points parmi les plus récents de cette action du PCE pour le capital.

Le 4 août 1977, Adolfo Suarez, chef du gouvernement, s'entretient avec les dirigeants des trois syndicats - CCOO, UGT, et USO - qui acceptent d'entrer dans une "commission mixte chargée d'étudier le programme gouvernemental et la conjoncture économique". Du 8 au 21 octobre 1977, 30 représentants du capital (membres du gouvernement et tous les groupes politiques du Congrès - y compris la "gauche") discutent de la "nécessité d'une série de mesures monétaires, financières et de l'emploi, principalement à court terme, qui permette de rétablir, en une période de deux années les équilibres fondamentaux de l'économie espagnole, ralentir l'inflation, réduire le chômage et améliorer la balance des paiements" (32).

Lorsqu'on lit l'ensemble des dispositions pratiques contenues dans le décret du 25 novembre 1977 "sur la politique des salaires et de l'emploi", on ne peut qu'être frappé par la similitude des mesures présentées comme une "profonde réforme des aspects institutionnels" de l'économie espagnole avec celles prises dans les autres pays capitalistes de l'Ouest pour "résoudre la crise" par des gouvernements de "droite" ou bien de "gauche", avec le soutien ouvert ou tacite des Partis Communistes nationaux. Mais, et cela est propre à l'Espagne, la "politique des revenus" s'accompagne de mesures propres à établir les "critères d'une économie moderne de marché" et "un fonctionnement adéquat des forces syndicales et d'entre-

prises dans le cadre de la liberté des contrats" (33). La modernisation des institutions de l'Espagne capitaliste est en bonne voie : depuis longtemps, l'Espagne n'avait eu ainsi des organes adaptés à son niveau de développement industriel. C'est chose faite. Rien d'étonnant à ce que cette adaptation déconnecte en quelque sorte toute une partie des luttes : celles dont la fonction était précisément de pallier la carence d'institutions arriérées. Cela veut dire qu'une étape des luttes est franchie et que d'autres thèmes apparaîtront, ceux-là même qui étaient plus ou moins occultés par le combat politique pour les "libertés" auquel chaque lutte se trouvait inévitablement ramenée par la répression syndicale et politique qui s'abattait sur l'autonomie du combat économique et social. C'est ce seul combat qui surgira maintenant avec ses formes spécifiques, maintenant que le pacte garantit les libertés d'expression, le droit de réunion, d'association politique (qui seront repris en 1978 dans la Constitution), qu'il réforme la Sécurité Sociale, l'enseignement, le chômage, la fiscalité, l'urbanisme, etc...

Tout cela est passé inaperçu dans les luttes ouvrières de la fin 1977, tant cela paraissait "naturel" ; mais ce qui n'est pas passé inaperçu, c'est la soit-disant "contrepartie à la démocratisation". Les dirigeants capitalistes gouvernementaux, ceux des partis et des syndicats ont su au bon moment renverser le dilemme de l'Espagne de 1976 (crise et inadaptation) en offrant l'adaptation **en échange** des mesures pour "résoudre la crise", c'est-à-dire permettre au capital de rétablir ses profits. Le quasi-blocage des salaires (adaptation à l'augmentation des prix pour 77 et 78), l'autorisation de licenciement de 5 % du personnel en activité sont finalement les principales mesures du pacte de la Moncloa, celles qui touchent le plus directement les travailleurs. Ces mesures couronnent l'édifice de contrôle du marché de la force de travail mis en place tout au long de 1977, avant même, nous l'avons souligné, qu'aucune institution essentielle du franquisme ne soit modifiée.

Santiago Carrillo peut alors déclarer à juste titre, à propos du Pacte de la Moncloa : "Le PCE n'a pas signé à moitié... il est prêt à le défendre devant tout le pays sans réserve ni hésitation..." (34) "Les partis qui se réunissent à la Moncloa forment déjà une sorte de supergouvernement, un cabinet qui traite de la Haute Politique... Je n'ai pas peur que les travailleurs s'éloignent de nous parce que nous pactisons à la Moncloa" (35). Cela signifie en clair que le PCE (et tous ses autres acolytes) et tout le capital en Espagne se croient nantis d'un

appareil assez fort pour dominer la force de travail et imposer aux travailleurs les "mesures nécessitées par le capital".

(1) En 1969, le revenu moyen par tête en dollars est de : USA 3931 ; France 1984 ; Italie 1268 ; Espagne 817 ; Turquie 356.

(2) Business International European Research Project. L'image d'Henry Ford inaugurant en octobre 1976 la nouvelle usine Ford de Valence ne doit pas faire illusion. La stratégie d'une multinationale s'élabore des années à l'avance, et les "prévisions" du capital supposent toujours qu'il dominera la situation. D'autres facteurs dans la stratégie multinationale peuvent d'ailleurs compenser l'importance relative des coûts de la force de travail.

(3) Dans l'Est capitaliste, les problèmes apparaissent fondamentalement identiques, mais avec des formes distinctes suivant les situations particulières.

(4) Monde Diplomatique, avril 1972.

(5) Le Monde 11.1.1976.

(6) Le Monde 6.3.1976. La grève généralisée de Madrid est décrite dans *Trabajadores en huelga, Madrid enero 76* - Editorial Populal - bola 3 - bajo d'ers Madrid 13 écrite par un groupe de journalistes qui semble proche de l'USO (Union Sindical Obrera) d'origine catholique.

(7) D'une brochure, source non précisée.

(8) Cité par Manuscrit trouvé à Vitoria p 11.

(9) Cette grève des postes partira de Madrid et s'étendra à tout le pays. Au début, les commissions ouvrières dominées par le PCE prendront position contre la grève.

(10) On peut mesurer d'après ces chiffres ce que pouvaient être les structures des entreprises en 1936 en Catalogne et ce que cela signifiait pour les luttes de l'époque.

(11) C'est significatif car il s'agit de "syndicalistes" qui ont pratiqué les mots d'ordre d'entrisme dans le syndicat vertical et de "prise" des postes de délégués.

(12) Luis Andres, membre du Comité CNT de Catalogne déclarera à propos de Roca : "Les délégués de la CNT ont été repoussés par les ouvriers qui entendent conduire une lutte autonome".

(13) On retrouvera plus tard, lors du pacte de la Moncloa en octobre 1977, puis de nouveau dans les tractations politiques fin 1978 une constante d'action du PCE avec les courants

technocratiques capitalistes d'État et néo capitalistes pour court circuiter les courants démocratiques et retarder la mise en place des appareils politiques représentatifs. Nous reviendrons sur cette évolution inverse de celle des démocraties en place où l'appareil représentatif en place est court circuité par la gestion technocratique (avec un rôle important du PC comme en Italie).

(14) D'une brochure, source non précisée.

(15) Avec le recul, on peut de même mesurer la réalité de déclarations de ce genre : "La situation espagnole a atteint un point de tension tel que tout peut basculer d'un moment à l'autre" Manuscrit trouvé à Vitoria - 16.12.1977 p 28.

(16) Michel del Castillo, ouvrage cité, p 293.

(17) On peut rapprocher cette situation de celle créée en mai 1968 en France par la proposition de Ségué à Pompidou de "reconnaître" la CGT comme syndicat unique contre la promesse d'une reprise rapide du travail dans les usines occupées, proposition qui échoua devant l'opposition des autres centrales.

(18) Même en Italie, l'évolution amorcée dans ce sens dans les années 70 n'a pas été menée à son terme sauf dans le secteur crucial de la métallurgie.

(19) L'un de ces conflits clairement exprimés entre un comité de grève élu et soutenu par la base et l'appareil syndical est apparu dans la grève des mineurs de fer de Kiruna en Suède : la grève prit fin au bout de deux mois seulement après que le syndicat eut réussi à contraindre à accepter l'introduction de "syndicalistes" dans le comité de grève (voir ICO n° 91-92, avril 1970 p 4).

(20) Nous reparlerons plus loin des autres expressions de l'autonomie dans les comités de quartier et en annexe du mouvement des prisons et des luttes des femmes.

(21) Quelques citations pour illustrer ces faits : "On voit les staliniens d'Espagne se faire les derniers défenseurs de la bourgeoisie et censurer à Madrid des passages du Manifeste Communiste de Karl Marx" (Maurin, ouvrage cité, p 142, note de V. Serge)... "Les paysans de Catalogne cherchaient quelqu'un qui puisse les défendre contre cette révolution non voulue et trouvèrent leurs champions dans les communistes" (G. Brenan ouvrage cité p 186)... "Les classes moyennes qui restent en zone républicaine se hâtent d'adhérer au PCE par opportunisme et par crainte des excès révolutionnaires des autres partis" (Sanz Oller, ouvrage cité, p 275-276)... "Les communistes espagnols sont les porte parole fervents, efficaces et tenaces de cette ligne qui cherche à imposer - par tous les

moyens - la discipline, l'ordre, l'unité avec la petite bourgeoisie sur la base d'un front démocratique" (Max Gallo ouvrage cité, tome 2, p 289).

(22) Ce vocabulaire est apparu en France dans l'après guerre des années 50 à l'initiative de la CGT et du PCF qui, tout en préservant le capital fixe, se ménageaient, en toute éventualité, d'une participation à la gestion du capital, la garantie d'un appareil de production intact.

(23) Un des souhaits fréquemment exprimés par les capitalistes les plus avancés, c'est de pouvoir planifier les formes de lutte depuis les grèves jusqu'à l'absentéisme à défaut de pouvoir les combattre. Certaines expériences en Suède et aux USA vont déjà loin en ce sens.

(24) Pour référence, les résultats : 44 % à la droite classique, 9 % à la démocratie chrétienne, 28 % aux sociaux démocrates du PSOE, 9,17 % au PCE, le reste à diverses formations. En Catalogne, les abstentions oscillaient entre 18 et 22 % ce qui n'est guère différent de ce qui se passe dans certaines régions industrielles d'Europe et très en deça de certaines, comme la Grande-Bretagne.

(25) La coupure des syndicats avec la base et leurs liens avec des groupes capitalistes est illustrée par le fait que, pour fonctionner, ils aient dû faire appel à des fonds venus de l'étranger : des USA pour l'USO, d'Allemagne de l'Ouest pour l'UGT, etc...

(26) C'est important et significatif, car en Espagne à ce moment seulement 200 sociétés ont plus de 1.600 salariés.

(27) Voir plus loin discussion sur le régionalisme et le rôle de relais qu'il a pu jouer dans certaines régions notamment au Pays Basque.

(28) La Grande-Bretagne offre actuellement un exemple typique des nouvelles formes d'action du mouvement autonome de lutte des travailleurs qui échappent au contrôle des appareils. C'est une situation qui s'est développée pendant des années à partir d'une très forte emprise syndicalo-politique sur les relations de travail (Trade Unions étroitement liés au parti travailliste). On peut considérer que des pays comme l'Espagne ou l'Italie, malgré des formes originales de lutte dans des conflits ouverts, sont encore au seuil de ces nouvelles formes d'action qui paralysent plus ou moins le capital en Grande-Bretagne.

(29) Le nouvel ambassadeur américain à Madrid, Terence Todman se croira obligé de démentir dès son arrivée que les USA aient jamais intervenu dans le processus de "démocratisation" de l'Espagne (La Vanguardia - 23 juin 1977).

(30) L'Euro-communisme, dont le PCE est un des champions, peut être vu autant dans l'alignement sur les intérêts présents de la Russie de préservation de l'équilibre des accords de Yalta (et le lien avec la tendance du parti russe favorable aux accords Est-Ouest et à la détente, c'est-à-dire à la pénétration capitaliste en Russie), que dans la politique "nationale" d'une sorte de neo social démocratie; les deux explications pouvant d'ailleurs se compléter.

(31) Felipe Gonzalez, leader du PSOE et Santiago Carrillo allaient aux USA comme représentants du capitalisme espagnol de demain, c'est-à-dire pour se faire entendre des dirigeants économiques et politiques et pas des travailleurs américains. Ils discutèrent avec les grands chefs industriels, Mondale, vice-président, et Vance, ministre des affaires étrangères, des journalistes et dans des conférences aux universités de Yale, de Harvard et de la John Hopkins School. Carrillo rencontra pourtant des travailleurs américains, rencontre non prévue par le protocole : à l'entrée de l'Université de Yale, un piquet de grève des femmes de ménage et d'ouvriers d'entretien pensait naïvement que le "communiste" Carrillo était "un des leurs" et ne franchirait pas le piquet. Carrillo entra bravement avec l'aide de la police.

(32) Préambule du Pacte de la Moncloa - décret du 25.10.1977.

(33) Préambule du décret du 25 novembre 1977.

(34) Le Monde 25 octobre 1977.

(35) Le Monde 22 octobre 1977.

## DIVISIONS ET DISPERSIONS :

### DES ILLUSIONS DE L'ANTI-FRANQUISME

### AUX ILLUSIONS DE L'APRES-FRANQUISME

#### 1 - L'explosion des groupes et des comités

Parlant au dernier congrès du PSP - celui qui devait décider de la fusion du PSP avec le PSOE, le président du PSP, Tierno Galvan déclarait le 8 avril 1978 à Torremolinos : "Le révolutionnaire doit être comme le poisson dans l'eau. Quand il s'aperçoit qu'il lui manque de l'eau, il doit regarder autour de lui et chercher s'il n'existe pas une eau semblable à celle qui lui fait défaut" (1).

Dans l'Espagne "démocratisée" de 1978, la frontière entre la légalité et l'illégalité a été soudainement déplacée, vidant tout aussi soudainement le contenu des actions, tant des assemblées que des groupes politiques ou des comités locaux qui avaient proliféré à la fin du franquisme. C'est le capital qui détermine cette frontière suivant le rapport des forces sociales, pour lui permettre d'atteindre ses objectifs du moment. La question que l'on peut se poser, à propos des paroles de Tierno Galvan que nous venons de rapporter, c'est : "qu'est-ce qui donne au "révolutionnaire" à un moment donné l'eau qui lui manque pour ne pas crever comme un poisson privé d'eau ?" Tout comme les syndicats et partis traditionnels, les "groupes révolutionnaires" peuvent permettre de dévier les énergies de la base sur des voies parallèles beaucoup moins dangereuses que l'affrontement direct travail-capital, même si ces voies empruntent des formes violentes. Le déplacement de la frontière de la légalité peut laisser les racketts politiques s'exercer autour des idéologies que le régime lui-même a contribué à créer et qu'il ne tient pas à disloquer tout de suite, même si elles ne sont plus guère utiles. Le dosage de la répression et la mise en place des institutions nouvelles suffit au capital pour maintenir les "ismes" dans la fonction qui leur est tracée (2).

Nous avons vu que le mouvement des assemblées définissait en partie la mise en place des organismes de contrôle de la force de travail. Parallèlement, au même moment, toute une

foule d'organismes et de mouvements divers, adaptés à chaque situation spécifique se mettaient en place pour tenter de suppléer, par l'auto-organisation et l'action directe, aux carences d'une société archaïque. Ce faisant, alors même qu'ils pouvaient être en partie d'éclatants exemples d'autonomie, ils assumaient une fonction transitoire dans un système en mutation, ils définissaient les problèmes, ils traçaient les contours d'une intervention légale du capital. Ainsi, ce mouvement empruntait au mouvement ouvrier ses formes mais aussi ses ambiguïtés.

Dans les périodes de lutte ouverte des années 76-77, ce foisonnement d'organisations et d'organismes renvoyait au mouvement ouvrier son soutien, sa solidarité, sa globalité. Et il en tirait lui-même une vigueur plus grande. Lorsque le mouvement ouvrier fut solidement encadré dans l'hiver 77-78, toute sa frange militante se trouva "privée d'eau" parce que la majorité des travailleurs n'avait plus besoin de se battre illégalement pour des choses qu'ils pouvaient obtenir légalement sans se battre, parce que, privée de soutien, la frange militante et ses mots d'ordre de lutte à tout prix se trouvaient pris sans recours dans la lutte sournoise et répressive des appareils légaux (3). Ce mouvement parallèle qui, dans l'euphorie de l'anti-franquisme triomphant avait cru à un devenir révolutionnaire proche, se trouvait d'un côté exacerbé, d'un autre côté vidé de tout contenu réel. Exacerbé parce que les "militants" essayaient de récupérer sur un plan global ou sur des plans particuliers, "l'eau" qui leur manquait sur un lieu essentiel où ils avaient œuvré jusqu'alors : les lieux de production. Vidé parce qu'ils ne pouvaient plus se fixer que des perspectives revendicatives ou/et éducatives (même s'il s'agissait de la violence pour l'exemple (4)).

On a vu que les commissions ouvrières avaient été absorbées par un syndicat clandestin et qu'ensuite, les assemblées, réaction contre cette absorption, seront résorbées par les syndicats, devenus légaux, qu'elles auront largement contribué à mettre en place. Les groupes de quartier, de même, dégèneront en associations de voisins, préfiguration des futures municipalités. Le mouvement des prisons définira la "réforme" de l'univers carcéral, le mouvement des femmes la réforme du statut de la femme en Espagne "démocratique", le régionalisme, le cadre politique adapté à l'Europe du Marché Commun. Tous les organismes surgis de la lutte d'un moment et qui cherche à se survivre tracent les contours de la dialectique.

tique sociale : réformisme contre révolution. Le mouvement de lutte continue sa marche inexorable ; les organismes se figent dans un cadre et un rôle qui leur échappe. Les individus n'ont plus alors d'autres possibilités que de s'échapper dans diverses voies, tout autant sans issue, s'ils veulent continuer leur "action militante" (5).

Pour un temps, les conditions spécifiques du capital peuvent permettre à certains de ces organismes de retrouver l'eau qui leur a manqué un moment : l'action de groupes maoïstes chez les travailleurs agricoles d'Andalousie, l'agitation nationaliste au Pays Basque en sont des exemples. Mais ils ne sauraient faire illusion sur une tendance générale qui, nous le verrons, est un des signes de l'arrivée de l'Espagne au niveau des autres États capitalistes.

Il n'est pas dans notre propos de faire une étude complète de l'explosion du courant autonome dans tous les domaines sociaux au cours des années 77-78 et de sa véritable signification. Nous voulons seulement donner trois des exemples les plus caractéristiques : celui des organisations locales dans les comités de quartiers, celui des organisations nationalistes à travers le régionalisme basque, celui des "organisations révolutionnaires" à travers la CNT. (Nous renvoyons en annexe de brèves études sur le mouvement des prisons et celui des femmes). Les écrits sont à la fois en delà et en deça de la réalité. D'une part, il y a la propagande et la généralisation des particularismes, d'autre part, le silence des principaux acteurs qui n'écrivent jamais : entre ces deux pôles, on peut tenter de tracer les caractères et les limites de ces mouvements. Leur séparation, commode pour notre exposé, ne correspond d'ailleurs pas à la situation réelle ; les différentes actions dans l'Espagne de ces années de lutte sont indissociables les unes des autres, soit parce qu'elles sont englobées dans une même lutte totale, soit parce qu'une action commencée sur un seul plan déborde rapidement sur tous les autres, soit parce que ces luttes sont le fait des mêmes protagonistes.

## 2 - Les comités de quartier

A partir de 1975, avec la montée des luttes sociales, on voit surgir au grand jour toute une auto-organisation à base locale autour des luttes de quartier. A vrai dire, elles ne sont pas nouvelles. Dans les quartiers ouvriers anciens, dans les bidonvilles, la misère a tissé très tôt une solidarité, prolongement ou parallèle à la solidarité quotidienne de lutte dans le

travail, souvent renforcée par le maintien à travers l'émigration des liens du village d'origine. La répression omniprésente tissait encore plus de complicités. Dans l'urbanisme (si on peut dire) spéculatif sauvage du franquisme, les bidonvilles se sont mués en ces énormes amas de tours que l'on peut voir un peu partout à la périphérie des villes, mais sans qu'aucune collectivité prenne en charge le moindre équipement social. Une course effrénée au profit éliminait toute dépense périphérique. Les vieux quartiers n'étaient guère améliorés. Tout comme l'inadéquation des structures syndicales aux luttes ouvrières provoque l'apparition de formes spontanées d'organisation, l'inexistence d'équipements sociaux et d'organismes pouvant régler ces problèmes provoque l'apparition de groupes de lutte sui generis. La solidarité antérieure prenait alors une vigueur et une force créatrice d'autant plus grande que les habitants des quartiers nouveaux, uniformisés par le conditionnement de l'habitat moderne, se retrouvaient au même moment exactement avec les mêmes besoins et les mêmes préoccupations. En 1976, un témoin peut écrire : "Les masses populaires occupent de plus en plus le terrain pendant que l'infrastructure du passé résiste... Les comités de voisins se comptent par milliers et ce n'est qu'un aspect de cette démocratie spontanée" (6).

L'activité de ces comités va toucher tous les aspects de la vie sociale : aménagements, écoles, protection, hygiène, espaces verts, etc... et s'attaquer à toutes les formes d'autorité qui font irruption dans cette vie sociale, depuis les planificateurs jusqu'à la police. Autrement dit, en partant de problèmes concrets relatifs à l'urbanisme, l'écologie, la pédagogie, la santé, etc..., les comités de quartier vont non seulement pratiquer une solidarité active, mais s'orienter doublement et contradictoirement. Leur action "revendicative" consistera à agir pour obtenir des concessions de la part des autorités. Leur action créatrice cherchera à suppléer en elle-même à ces carences. Leur côté revendicatif "passif" pourra développer des formes d'organisations autonomes parallèles à celles des usines (assemblées de voisins, de quartier, de zones, délégations élues et révocables), des activités créatrices (journaux, ateliers), des actions directes tout comme des formes bureaucratiques. Leur côté créateur actif pourra voir apparaître des formes militantes minoritaires activistes ou éducatives (les militants anarchistes par exemple ressusciteront les athénées libertaires). Les comités de quartier seront, de longue date, un terrain de choix pour l'implantation des groupes et des partis (7). Mais, ils n'en resteront pas moins, en gros, pendant toute une

période, une création spontanée à large soutien de base. Bein plus, ils pourront jouer dans certaines luttes un rôle important, servant de relais lors du démantèlement des organisations d'usines ou prenant en charge la coordination des aspects extérieurs de la lutte, assurant ainsi une généralisation de la lutte dans tous les secteurs de la vie sociale et une rupture de son isolement dans le cadre de l'entreprise.

Un militant anarchiste peut écrire que les "Comités de quartier et Athénées Libertaires qui ont vu le jour au lendemain du franquisme correspondent à un processus de regroupement spontané et non comme ce fut le cas en 1936 à une création de la CNT" (8).

Au cours de l'année 1977, alors que le carcan de la normalisation capitaliste tombe sur le mouvement ouvrier lui-même, le plus gros des comités de quartier va se transformer en associations de voisins qui se fédéreront entre elles. Comme un journaliste peut l'écrire : "Pour répondre à la vague des revendications justifiées, les services d'urbanisme ne voient qu'un moyen : trouver les cadres juridiques qui leur donneront raison dans la légalité" (9). Un participant à l'un de ces comités pourra décrire comment, en à peine une année, la vie extraordinairement active et spontanée d'un comité avec assemblées fréquentes de plusieurs centaines ou milliers d'habitants du quartier, se réduira en une association noyautée par le PCE, jouant un simple rôle de courroie de transmission vers les autorités (et encore bien mal).

Dans cette intégration d'une activité autonome, on voit pointer l'encadrement des municipalités coiffant les associations locales et régnant sur la vie sociale par une habile division en secteurs sans communications entre eux. Bien sûr, les plus actifs essaieront de théoriser ce qui reste de l'activité des quartiers autour de la notion de "structures alternatives". Tout comme des "groupes autonomes d'entreprise" essaieront de se maintenir, des "groupes autonomes de quartier" essaieront de poursuivre leur "mission", soit sous la forme d'organismes purement éducatifs du genre athénées libertaires, soit sous des formes provisoires adaptées aux besoins d'une lutte particulière. Comme pour les "groupes autonomes d'entreprise", leur permanence en fait des organes idéologiques qui tendent à s'éloigner de la réalité sociale sur laquelle ils veulent "agir". Dans l'Espagne d'aujourd'hui, ils peuvent même assumer le rôle de canaliser la violence et de tracer les

directions d'actions possibles des organes de domination que le capital mettra en place dans ce secteur d'activité (10). C'est le sort de tout organisme permanent de la vie sociale sous le capital, alors même que cet organisme essaie de recourir à la violence ou d'œuvrer dans l'illégalité. Le mouvement réel dépasse ces fixations, non pas en luttant contre elles, mais en empruntant pour ce dépassement les formes divers - légales ou non - que le capital a secrété en réponse aux créations des luttes antérieures (11).

### 3 - Le régionalisme

Le régionalisme peut paraître d'autant plus désuet dans l'Espagne de 1979 que le capital est plus soucieux de ses dimensions internationales que de ses protections régionales et que l'essor industriel a entraîné des mutations importantes de population (la moitié de la région de Barcelone est peuplée de non-catalans et il en est de même au Pays Basque).

Dans le passé, les tendances séparatistes - et les nationalismes locaux - étaient l'expression des intérêts des bourgeoisies développées de Catalogne et du Pays Basque, luttant contre le pouvoir central de caractère féodal. Dans ces régions, le séparatisme pouvait s'épanouir totalement dans la passion de l'idéologie nationaliste car il correspondait également à des communautés anciennes scellées par une langue, une culture, un passé et un mode de vie communs (12). La répression centraliste du franquisme ne pouvait qu'exacerber ces sentiments. Mais, paradoxalement, lorsque le développement du capitalisme moderne eut atteint toute l'Espagne, les intérêts de la grande bourgeoisie n'étaient plus en conflit avec l'État : le sentiment national espagnol devait prendre la place des nationalismes locaux dans l'arsenal idéologique. L'étape actuelle de l'internationalisme dans le Marché Commun ne peut que souligner encore plus l'anachronisme des idéologies passées du capitalisme développé (13).

Mais, d'une part, le capitalisme n'est pas homogène. En Espagne, il subsiste une foule de petites et moyennes entreprises, un petit commerce très important et nombre de petites exploitations agricoles ; l'essor du grand capital, quelle que soit son origine régionale, nationale ou internationale, vise à détruire la petite et moyenne bourgeoisie ; la crise touche celle-ci plus durement que les grosses entreprises ; sa survie dépend essentiellement de la politique des technocrates de



l'État au service des capitaux dominants.

D'autre part, l'idéologie nationaliste exacerbée par les propagandes passées ne peut être rayée d'un trait de plume : elle correspond à l'expression spontanée d'une communauté et d'une culture en voie de destruction, mais encore vivante et qui tend d'autant plus à s'accrocher à cette façade que son pouvoir économique et social s'amenuise. L'idéologie nationaliste - et le régionalisme - délaissés par la bourgeoisie vont se trouver l'expression de la lutte d'arrière garde des couches petites bourgeoises : la violence surgira d'autant plus facilement que leurs possibilités d'action légale et de pression réelle sont diminuées en raison de leur faible poids économique.

Dans la période présente de crise économique, les couches petites bourgeoises sont encore plus touchées par le mouvement de concentration qui s'accélère et le fait qu'ils disposent de peu de pouvoir politique ou financier pour faire face à la chute de leurs profits. Mais elles ne sont pas les seules touchées : les travailleurs de ces mêmes entreprises victimes de la crise rejoindront ceux mis à pied par les grandes entreprises. La lutte ouvrière pourra alors - provisoirement - emprunter les canaux de ce nationalisme, en se mêlant aux luttes d'autres classes, tout en gardant ses objectifs propres.

Dans ces luttes, la confusion pourra être d'autant plus grande que les groupes, partis et syndicats, à la recherche d'une "eau semblable à celle qui leur fait défaut" (pour parler comme Tierno Galvan) emprunteront l'idéologie nationaliste pour s'implanter, montrant par là leurs liens avec les intérêts des fractions de la bourgeoisie et leur fonction sous le capital. Pratiquement tous les partis, même les plus centralistes, seront catalans en Catalogne et Basques au Pays Basque (même la CNT bien qu'hostile au régionalisme n'échappera pas à des scissions ou des spécialisations autour de ce problème). Il deviendra parfois difficile de discerner dans les luttes (au Pays Basque notamment) ce qui est l'expression de la violence des travailleurs dans la défense de leurs intérêts et ce qui est la tactique, la manipulation, des organisations nationalistes pour maintenir leur pouvoir et atteindre leurs objectifs particuliers : souvent les deux se mêleront inextricablement.

A l'échelle de l'Europe, on peut observer, à des degrés divers, une restructuration au niveau régional, produit d'une rationalisation au profit des intérêts capitalistes dominants :

comme toujours, cette restructuration se donne l'apparence de la protection d'intérêts économiques particuliers à cette région (que la structure nouvelle permettra de mieux exprimer donc de mieux contrôler) et d'une base idéologique (d'où la renaissance des particularismes locaux parfois très artificielle là où le centralisme étatique et l'emprise du capital les avait éliminés). Finalement, les statuts régionaux de l'Espagne vont bien dans ce sens. L'exemple des USA peut montrer qu'un État capitaliste puissant n'est nullement incompatible avec des pouvoirs locaux importants - y compris de police. La lutte contre le pouvoir central, survivance de situations passées, aboutit ainsi à son contraire : renforcer le pouvoir du capital.

Si l'on compare les situations de la Catalogne et du Pays Basque, des différences importantes apparaissent immédiatement dans cette lutte autour du séparatisme régional. En Catalogne, cette revendication n'est plus qu'une façade soutenue par une tradition et une culture. L'appareil politico-administratif de la Généralité se met facilement en place. Les partis ont bien leur façade catalane, mais aucun groupe ou parti n'offre rien de comparable aux organisations officielles ou clandestines basques (14). Les luttes ouvrières en Catalogne n'ont jamais dans la période récente revêtu un aspect régionaliste et même limitées à la Catalogne ont toujours affirmé leur caractère de classe. Le régionalisme catalan n'a pas pu servir à orienter ces luttes sur des voies secondaires.

La raison est que le développement global de la Catalogne a définitivement fait franchir à la classe bourgeoise et au prolétariat de Catalogne l'étape régionale qui avait pris corps dans les années 30. Il est significatif que la réaction de la moyenne bourgeoisie locale contre le Pacte de la Moncloa jugé trop libéral ait été de former une tendance dure (la SEFES) partie du patronat du Bas Llobregat, élargie ensuite à l'industrie textile de Valles. Cette tendance "dure" à base régionale veut conquérir l'organisme patronal central, le CEOE, mais veut aussi opposer aux luttes ouvrières sa propre tactique (notamment répondre à la grève par le lock-out). On est loin de la période où la bourgeoisie locale cherchait l'alliance des ouvriers contre le pouvoir central. Le régionalisme est bien mort en Catalogne, même si son cadavre est encore promené par les rues (15).

Par contre, la situation générale que nous avons décrite plus haut s'applique bien au Pays Basque. Le vieux parti natio-

naliste basque PNV représente la bourgeoisie : il est resté anti-ouvrier, raciste (anti-émigrant) et clérical. Avec le développement industriel, il n'intéresse plus la grande bourgeoisie. Mais, il reste l'expression des couches moyennes anciennes laminées par le capital : paysans, commerçants, ou des couches moyennes nouvelles qui cherchent la protection de leur niveau de vie (avant la crise, le revenu par tête au Pays Basque était le double de la moyenne de toute l'Espagne, Pays Basque inclus).

Le PNV sclérosé ne pouvait exprimer la double opposition centraliste et capitaliste du franquisme. D'où la naissance de tendances plus radicales puisant leur force relative et leur dynamisme parmi les classes moyennes dans un mélange de romantisme nationaliste et de conception "révolutionnaire" au service d'une idéologie capitaliste d'Etat. C'est sur cette même lancée que les groupes trotskistes ou maoïstes pourront prendre là relativement plus d'importance que dans le reste de l'Espagne, de même qu'un courant "progressiste" de l'Église catholique (16).

Région de vieille industrie (sidérurgie, chantiers navals, métallurgie...), le Pays Basque a été d'autant plus durement touché par la crise que celle-ci a rendu plus aigu le besoin d'une restructuration d'entreprises que le protectionnisme et l'essor des années 50-70 avait maintenu artificiellement à l'abri de la concurrence internationale. Au Pays Basque, plus que partout ailleurs en Espagne, la mise en place des "régions autonomes" se fait au moment où convergent, au cours des années 76-77, les effets de l'inadéquation des structures syndicales et des structures locales, ceux de la double crise que nous venons d'évoquer. Rien d'étonnant à ce que les explosions les plus violentes des luttes ouvrières se produisent au Pays Basque. Rien d'étonnant à ce que ces explosions puissent être facilement amalgamées tant dans leurs manifestations que dans leur répression au nationalisme basque et à l'action des organisations "révolutionnaires" basques ou autres.

On peut écrire que "la seule classe ouvrière révolutionnaire en Espagne à ce moment-là est la classe ouvrière basque" (17). C'est à la fois vrai et faux. Si l'on considère l'action des ouvriers - qui correspond à toute l'organisation autonome des travailleurs dans toute l'Espagne - mais qui la dépasse dans l'élargissement à toute la communauté sociale (par exemple Vitoria, Renteria, etc...) et dans la lutte ouverte contre le pouvoir, c'est vrai : cela correspond à une attaque beaucoup

plus forte qu'ailleurs contre le pouvoir du capital. Si l'on considère le rôle des "organisations", c'est faux : la situation "révolutionnaire" du Pays Basque est alors définie en termes classiques de la conquête d'une partie du pouvoir d'État (ou de la totalité), la lutte ouvrière n'a été manipulée que pour construire une nouvelle forme d'oppression plus moderne.

L'ETA, fondé en 1959, principalement par des intellectuels, reste un mouvement minoritaire, encore plus dans ses deux branches distinctes à partir de 1974 : la branche militaire cantonnée dans des actions de commandos (dont certains disent qu'il s'agit d'illettrés politiques"), la branche politico-militaire qui veut par "une lutte de masse" parvenir à la création d'un "État socialiste Basque, indépendant, réunifié et euzkadien". En plus de ces organisations terroristes ou d'actions de masse, d'autres appareils sont apparus : un puissant syndicat basque LAB, un groupe "national anarcho-syndicaliste" (18), des gauchistes basques trotskystes ou maoïstes. Dans la situation présente, avec un fond d'action terroriste et de répliques aveugles de la police, le "nationalisme basque" peut mobiliser les "masses populaires" dans des manifestations contre le pouvoir central sur des thèmes "modernes" : 200.000 le 12 mars 1978 contre l'installation d'une centrale nucléaire à Lemonitz, 200.000 à Pampelune le 28 août 1977, 500.000 à Bilbao et San Sebastian le 5 septembre 1977. Il peut "revendiquer les explosions de Pampelune et d'autres cités basques à partir du 14 juillet 1978..."

Que restera-t-il de tout cela après que des structures d'autonomie auront été mises en place ? Le terrorisme nationaliste perdra ses bases d'action et la bourgeoisie finira bien par prendre le dessus sur les mouvements radicaux - nationalistes ou révolutionnaires - comme dans le reste de l'Europe. La lutte de classe continuera avec ses caractéristiques propres, débarrassée de ses ambiguïtés présentes. Ce qui est plus important aujourd'hui, c'est, dans les luttes, non pas la violence, mais la persistance du système des assemblées et l'existence d'une coordination régionale (impulsée par les courants nationalistes et "révolutionnaires") qui réussit à s'opposer aux syndicats CCOO et UGT sur les conséquences du pacte de la Moncloa. Sans le vouloir, ces courants manipulateurs tissent les fils d'une démocratie ouvrière qui les emprisonnera et les exclura pratiquement des luttes futures.

#### 4 - La CNT et les organisations "révolutionnaires"

Au début de 1976, après la mort de Franco, un rassemblement de près de 2.000 militants non léninistes, sortis des luttes passées, se rassemblèrent régulièrement pendant trois mois chaque week-end dans une sorte de congrès permanent pour voir s'ils pouvaient peser d'une manière ou d'une autre par une "action organisée" sur le cours des événements en Espagne.

D'après un des participants, la discussion fut très riche et fit ressortir que les années à venir de l'Espagne verraient un mouvement d'adaptation des structures du capital pour les amener au niveau national et international - notamment pour les structures politiques et syndicales. Les conflits les plus fondamentaux ne pourraient surgir qu'une fois franchie cette période d'adaptation. Aucune organisation nouvelle ne surgit de cette rencontre et les participants se dispersèrent comme ils étaient venus : les uns replongèrent dans les luttes quotidiennes dans les entreprises ou les quartiers, les autres (parfois les mêmes) essayèrent de se regrouper dans des organisations.

Certaines de ces organisations reproduisaient la division traditionnelle : action politique commandant une action syndicale distincte. D'autres essayaient de promouvoir une action globale, s'attachant à tous les aspects de la vie sociale. Les problèmes qui apparaissaient en Espagne à ce moment là ne lui étaient pas particuliers : ce sont les mêmes qui se posent avec des formes spécifiques ; c'est pourquoi nous pensons que l'analyse détaillée à travers une organisation spécifique, la CNT, de l'action de telles organisations permet de comprendre ce qui se passe pour toutes les autres.

La situation de l'Espagne en 1976-1977 offre des perspectives à cette action des "révolutionnaires". Ils peuvent "aider" dans les grandes luttes qui se déroulent alors à la mise en place des assemblées, ils peuvent se proposer pour les comités de délégués, ils peuvent impulser des comités de quartiers. Ils vont essayer d'apporter au prolétariat espagnol ce qu'ils pensent lui "manquer" à ce moment. Ils ne manquent même pas de la foule des conseillers étrangers qui affluent alors en Espagne parce qu'ils pensent qu'une "rupture révolutionnaire" est proche. Pourtant, à mesure que le temps avance - à l'exception du Pays Basque, nous avons vu pourquoi - aucun de ces groupes ne réussira à trouver une audience

à la mesure de ses efforts : ils resteront tous très minoritaires et, lorsque les perspectives "révolutionnaires" s'estomperont, ils se dissoudront dans la grisaille des scissions, des fuites en avant... (19). La CNT seule réussit à trouver une certaine dimension - quoique bien loin de ce qu'elle fut dans les années 1930. Elle offre, à la mesure de ses contradictions et de ses incertitudes, le meilleur exemple de ce que peuvent être les organisations révolutionnaires dans l'Espagne d'aujourd'hui.

Au cours des 20 premières années du franquisme, toutes les tentatives de rebâtir la CNT furent impitoyablement décimées. Tout comme le PCE, la CNT eut ses "entristes" dans le syndicat vertical CNS en 1965 (20). Mais, comme le souligne Andrew Giles Peters (21), "l'existence de la CNT aujourd'hui est en fait le résultat d'une décision par les petits groupes anarchistes au début des années 70 de la reconstruire ou de la recréer". Au départ, il y a donc volonté de reconstruction de l'extérieur et pas du tout l'expression d'un mouvement de base (22).

"A partir du mois d'octobre 1976, l'organisation entre dans une dynamique nouvelle qui se traduit essentiellement par l'intervention directe dans les luttes et conflits et par un processus de consolidation organique" (23). Ce point de vue bureaucratique traduit mal l'arrivée massive d'adhérents au cours de l'année 1977. Les journées libertaires de Barcelone en juillet 1977 semblent ouvrir, dans l'euphorie de la "libération", d'immenses perspectives à la CNT. Penser cela pourtant, c'est ignorer la situation réelle du capital en Espagne. Dans sa "reconstruction", la CNT va conserver son appareil solide, renforcé parfois par les débris de l'appareil syndical franquiste que se partagent les appareils en place "reconnus". C'est ainsi que l'organisation des transports passera à la CNT et que des "maffias" (par exemple chez les pompistes) imposeront la "défense du syndicat" sur la base.

Baucoup de têtes, dont le secrétaire général Enrique Marcos, appartiendront à la vieille garde pour qui les principes qui ont fait la force de la CNT dans les années 20 et 30 sont ceux qui doivent assurer son essor (24). Ce sont eux qui gardent les liens avec la FAI qui doit être la "colonne vertébrale des associations syndicales de la CNT" (25). "La CNT et la FAI sont l'authentique, le seul véritable avenir de l'Espagne" (26). Lors du premier plénum, tenu depuis 1936, on prend soin de faire ratifier toutes les décisions prises au congrès de

1911, 1919, 1920 et 1936 qui posent les fondements de l'anarcho syndicalisme (27).

Que représente cette référence au passé dont David Urbano déclare, à juste titre, qu'elle n'est "d'aucune utilité pour le développement de l'activité anarcho syndicaliste dans la société capitaliste avancée de 1977", la CNT s'avérant "incapable de dispenser une alternative au nouvel ordre social" (28).

Tous ces "dirigeants" de la CNT rêvent toujours d'une transformation de la société mais, comme ils l'expriment eux-mêmes, ce n'est en réalité que la forme du passé, la forme radicale de la révolution bourgeoise, avec l'aide de la classe ouvrière. Cette position avait toute son actualité dans les années 30, mais elle l'a perdue dans l'Espagne d'aujourd'hui. Le rôle que la CNT s'est réservé est de jeter un pont entre les formes actuelles de la lutte ouvrière et les tâches qui s'offrent ; ces tâches ne sont et ne peuvent être que des tâches capitalistes. Il est vrai que la CNT parle encore souvent de l'abolition de l'État, du capitalisme, du travail salarié, de la classe des entrepreneurs et qu'elle veut une société libertaire avec la gestion ouvrière, mais avec des termes tels que la CNT exprime en réalité tout autre chose que ce que l'on pourrait penser.

"Les anarchistes et les anarcho syndicalistes n'ont pour **mission** présentement que d'éveiller l'attention des travailleurs, leur **donner** le souffle de la révolte devant les injustices et les crimes de l'État... Nous devons **profiter** de tous les mouvements de révolte, de toutes les grèves, de toutes les manifestations contre les pouvoirs et l'État pour étendre notre propagande révolutionnaire... Le **syndicat** libéré de la tutelle de l'État... **émancipera la masse des travailleurs amorphes...**" (29). "L'anticapitalisme et le projet communiste libertaire demeurent les mêmes au bout des 40 années qui nous séparent de la Révolution Proletarienne du 19 juillet 1936, en la personne de la CNT en tant qu'organisation révolutionnaire et autonome de la classe"... (30).

Voilà exactement l'esprit d'une avant-garde dont les travailleurs ne voient plus la nécessité aujourd'hui (les ouvriers espagnols s'en sont bien passés pendant plus de 20 ans), mais qui correspond aux nécessités des années 30 pour un prolétariat de cette époque en Espagne. De telles opinions donnent

bien l'impression que la CNT n'est pas l'organisation des ouvriers eux-mêmes, mais une organisation qui veut agir au nom des ouvriers et qui veut aussi réaliser certains buts en se servant de la classe ouvrière. C'est précisément ce qui ressort d'une déclaration de la CNT dans un article "Nos buts révolutionnaires" (31) : "Le prolétariat doit se servir de l'action directe lorsque la CNT en donne le signal". Ce que la CNT entend ici par action directe n'a donc rien à voir avec une action autonome et spontanée. C'est seulement une action qui diffère de celle des autres partis. La CNT peut déclarer qu'elle est le "seul mouvement syndicaliste qui ne trompe pas les travailleurs" (32) et que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" (33). Dès que les travailleurs agissent par eux-mêmes, la CNT entre en scène pour donner "son" caractère à leur action ; et ils rencontrent à l'intérieur ou à l'extérieur les représentants de la CNT comme ceux de tous les autres syndicats.

L'initiative de "reconstruire" la CNT rencontra pourtant un écho assez large, dû non pas tant aux rappels de son passé glorieux, de l'idéologie anarchiste classique ou du programme anarcho syndicaliste, mais dans le prolongement du mouvement des assemblées, des comités de quartiers, à un besoin de regroupement de militants isolés ou de petits groupes face à la pression des appareils syndicaux et politiques. Ceux qui affluaient ainsi ne mettaient en cause que fort rarement le caractère fondamentalement avant gardiste de la CNT, mais l'expression de cet avant gardisme (voir par exemple la critique de David Urbano citée plus haut). Certains voyaient à la CNT un avenir syndical : ils étaient encouragés par la "reconnaissance" de la CNT et les déclarations que la CNT "doit couvrir le vide énorme qu'on trouve au sein du mouvement ouvrier et que ne couvrent pas les syndicats d'aujourd'hui" (34). D'autres, par contre, lucides quant au devenir syndical de la CNT dans l'Espagne moderne, veulent la voir transformer en une organisation "révolutionnaire" : c'est la vision des assembléistes, des conseillistes, etc..., de ceux qui y voient l'amorce d'une organisation sociale alternative.

Les "militants et les groupes affluaient de partout" (35). "Beaucoup de nos meilleurs militants viennent du PCE" (36). Un meeting à Madrid le 27 mars 1977 réunit 20.000 participants. Parlant des noyaux de la base, d'usine ou de quartier, Luis Edo, membre du Comité de la CNT de Catalogne, déclare : " Ils nous débordent" (37). Le même Luis Edo peut

affirmer : "La CNT agit comme un mouvement autonome plutôt que comme un syndicat structuré la plupart du temps... Tout d'abord, cette dynamique unitaire n'est pas frontiste en ce sens que le débat sur ce que peut être la nouvelle organisation est largement ouvert. Anarchistes certes, mais de formation et d'origines très diverses : ex-groupes autonomes anarchistes, fractions plus ou moins conseillistes, anarcho-syndicalistes traditionnels liés à la CNT en exil ou non, groupes formés dans les luttes ouvrières ou étudiantes des années 68 à 72" (38). Certains témoins peuvent penser que l'on se trouve devant "une CNT qui semble s'affirmer délibérément pour le développement de l'autonomie du mouvement ouvrier et plus largement du mouvement social de contestation radicale du système plutôt que pour la constitution d'une organisation formelle visant surtout sa propre reproduction" (39).

Derrière cette euphorie "révolutionnaire", les mots laissent sous le vocabulaire moderne, les mêmes contradictions que développait le vieil avant gardisme anarcho-syndicalisme. L. Edo peut affirmer que "nous faisons de l'anti-syndicalisme" et que "tout syndicat s'établit selon des structures capitalistes". Lorsqu'il ajoute que "la CNT est la seule organisation qui développe une activité dans les usines et dans les quartiers...", que "la force de la CNT... se mesure à sa présence, à ses interventions, dans les mouvements réels", que "nous cherchons à être une structure de soutien voire de coordination de tous ces mouvements autonomes"... "qui patinent par eux-mêmes", on retrouve exactement les mêmes propos que ceux cités plus haut venant des "anciens de Toulouse". L. Edo ajoute pour confirmer : "Aussi, la CNT garde-t-elle son support organique. L'avenir du mouvement libertaire dépend de la **régulation** de cette confrontation dialectique entre la **structure normative** et le mouvement autonome des ouvriers et la contestation de la quotidienneté" (40). Derrière l'opportunisme des paroles, c'est l'affirmation (soulignée par nous) que le mouvement autonome doit se confronter à la structure normative, à la régulation du syndicat CNT.

C'est précisément ce qui va rapidement se passer, à la fois vis-à-vis des courants internes parmi les milliers d'adhérents et vis-à-vis du mouvement de lutte lui-même.

Les conflits internes ne seraient guère intéressants s'ils ne révélaient, dans une CNT qui s'affirme "autonome" et pas "comme les autres" exactement les mêmes méthodes que dans

toute organisation. Nous ne citerons que quelques exemples. Comme nous l'avons dit, ces affrontements se font entre différents groupes avant gardistes autour de l'orientation politique de la CNT. En 1977, trois principaux courants s'affrontent ainsi :

- les anciens, retour d'exil qui tiennent l'appareil et poursuivent leur travail souterrain, bien rompus après des décades d'exercices théoriques aux méthodes bureaucratiques (41). Ce sont les anarcho syndicalistes classiques,

- les néo anarchistes, souvent teintés de marxisme qui voudraient une approche "révolutionnaire" vers le mouvement ouvrier,

- les néo-dadaïstes (42) qui veulent agir dans la vie quotidienne et que la classe ouvrière n'intéresse pas en tant que telle. Ils se retrouveront autour de la revue Ajo Blanco et se retireront rapidement de la CNT.

Entre les deux autres tendances, les affrontements deviendront de plus en plus ouverts : ils se produiront en réalité entre pro-syndicalistes (anarchistes FAI en arrière plan) et pro-action politique vers la classe ouvrière dans le dépassement des luttes (avec différents courants théoriques en arrière plan). Comment va se régler ce conflit. On peut en avoir une idée par cet exemple que donne David Urbano . "Le syndicat du bâtiment qui a environ 200 membres devait élire ses délégués pour le comité régional. Pourtant, à la réunion où le vote devait se dérouler, 20 membres seulement étaient présents. Les autres travailleurs n'étaient pas présents, parce qu'ils n'avaient pas été informés de la réunion. Malgré tout, les délégués élus participent à la réunion du comité régional avec les mandats de tous les membres du syndicat, y compris ceux qui n'ont pas participé au vote" (43).

Après les premières critiques touchant l'inexpérience des jeunes, viennent les affirmations du genre "être autonome ce n'est pas être indépendant, séparatiste, schismatique" (44), et "C'est l'heure de construire sérieusement et de façon responsable des syndicats majoritaires de travailleurs..." (45). Un membre de la CNT peut alors écrire : "La CNT a des règles qui doivent être suivies. On ne doit pas oublier que la CNT est formée, organisée par des syndicats et non par des groupes... La structure de la CNT est basée sur le syndicat et nous ne pouvons la changer que par une décision de congrès. La CNT est une organisation anarcho-syndicaliste et les autres ne conviennent pas".

Et le conflit entre "historiques" et "autonomes" se résoud par des départs, par des exclusions : du groupe autonome basque Askatasuna, d'un syndicat entier à Valence, de groupes conseillistes, d'un syndicat d'employés à Salamanque, etc... Peu à peu, la tendance syndicale prend le dessus.

Parallèlement à ces conflits internes - pas essentiels à notre avis - se développe le conflit fondamental entre l'organisation syndicale CNT et le mouvement de lutte lui-même ; une CNT "révolutionnaire" n'aurait pas évité un tel conflit qui se serait alors seulement présenté d'une autre manière. Ce n'est pas parce que "le projet révolutionnaire du 19ème siècle est périmé" (46) que la CNT est poussée à devenir, malgré sa phraséologie un syndicat "comme les autres". Sa reconnaissance montrait déjà qu'une fonction lui était reconnue par le capital : dans l'Espagne de 1977, elle a parfaitement joué une fonction, un peu à la manière de la CFDT en France, après mai 1968, en "absorbant" les minorités incontrôlées et en les disciplinant ou les rejetant plus ou moins déçues et atomisées. Dire que la "renaissance de la CNT ainsi que l'existence de noyaux révolutionnaires locaux chez l'USO ou l'UGT sont le résultat d'un contenu nouveau des luttes ouvrières, cherchant des formes organisationnelles, permettant l'action directe et le refus de la délégation de pouvoir" (47), c'est inverser le problème réel : ces organisations se sont développées effectivement en raison du contenu nouveau des luttes, non pour l'appuyer, mais objectivement pour le briser, légalisées pour cela par le capital. Vis-à-vis du mouvement ouvrier et des luttes, la CNT, malgré toutes ses tentatives d'identification au mouvement réel (48), est forcée de se définir comme une organisation avec des positions propres (peu importe le contenu de ces positions, rétrogrades ou modernes). La logique du capital l'oblige même à transiger avec les principes qu'elle avance pour se dire différente des autres syndicats. Sans doute préconise-t-elle le boycott des élections de délégués, mais des délégués CNT seront quand même élus ici et là par "tolérance". Et L. Edo dira : "Nous n'avons pas fait une grande propagande en faveur de l'abstention et il est difficile de dénoncer le parlementarisme après 40 ans de franquisme" (49). On se trouve ramené 50 ans en arrière avec les discussions sur le possibilisme. Cette position de la CNT est encore plus claire vis-à-vis du mouvement des assemblées : "L'assemblée est une forme pour l'action, mais nous devons aussi développer nos éléments représentatifs" (50). Lors de la grève des pompistes de Barcelone de 1977 (tous adhèrent à la CNT), le comité de

grève cède à la menace de l'emprisonnement et oblige à la reprise du travail sans consultation de la base. Dans la grève de Roca, les travailleurs, malgré toute la sympathie affirmée par la CNT et le soutien qu'elle apporte, placent celle-ci sur le même pied que les autres syndicats : à l'extérieur de la grève. La CNT de la métallurgie de Barcelone peut refuser de signer la convention collective approuvée par l'UGT et les CCOO en s'écriant : "Non à la convention de la misère" (51) ; elle n'en a pas moins participé aux débats aux côtés des autres organisations reconnues et en face des patrons. Une telle attitude "négative" alors que l'on s'affirme par ailleurs "syndicat" ne peut être maintenue longtemps. Ou la CNT sera forcée de suivre la voie des autres syndicats, ou elle sera réduite au rôle de simple groupuscule. Le capitalisme ne peut admettre un syndicat qui ne remplisse pas "son" rôle (52). Les travailleurs n'ont pas les mêmes raisons que les syndicats eux-mêmes en regard de ce rôle : ce n'est pas pour eux une question de principe, mais de pratique quotidienne ; dans ce qui leur est proposé, ils prennent ce qui correspond à leur intérêt du moment et s'ils pensent qu'un délégué doit s'engager avec les patrons parce que c'est sa fonction et qu'ils veulent qu'il la remplisse ainsi à ce moment, ils ne comprennent pas du tout pourquoi il refuse de s'engager. C'est exactement la même chose que s'il s'engageait alors que les travailleurs ne le veulent pas.

Ce problème vient de se trouver posé pour la CNT d'une manière significative bien que limitée lors de la dernière grève des pompistes de Barcelone. Dans les 288 stations service de la région de Barcelone travaillent 2800 pompistes salariés dont 80 % sont syndiqués à la CNT (parce que lors de la réorganisation des syndicats en 1976, toute la bureaucratie du syndicat vertical est passé à la CNT). Les pompes sont la propriété du monopole d'État CAMPSA qui cède les pompes à des patrons gérants lesquels y emploient leurs propres salariés. On se trouve donc devant une multitude de petites entreprises distinctes de moins de 10 ouvriers pour la plupart, entre lesquelles le syndicat joue un rôle important d'information et de coordination avec de bonnes possibilités de manipulation. Les relations de travail dans les stations service de la province de Barcelone sont régies depuis 9 ans par une convention collective provinciale (ce devait être à l'époque l'intérêt du patronat local). Forte de sa position et pour la maintenir, la CNT locale doit perpétuer cette situation et, en octobre 1977, s'appuie sur une grève pour conclure avec le patronat local un additif



à la convention garantissant des avantages substantiels aux pompistes de Barcelone. En mars 1978, des assemblées de base convoquées par la CNT décidèrent de solliciter un nouvel avenant à la convention régionale : une commission de délégués fut mandatée pour en discuter avec le patronat local. Un accord éventuel ne pouvait être entériné que par l'assemblée générale des pompistes. En juillet 1978, les CCOO et l'UGT signent à Madrid avec la fédération patronale nationale - sans consulter la base - une convention collective nationale (la CNT invitée à ces pourparlers a refusé d'y participer). Cette convention couvre la totalité de toutes les stations service d'Espagne et rend caduques les dispositions - plus favorables aux pompistes - de la convention régionale de Barcelone. Il est évident que la CNT a été manœuvrée pour lui faire perdre ses positions. Elle est acculée à déclencher et soutenir une lutte dans laquelle les pompistes de Barcelone sont isolés, le dos au mur : ils ne peuvent espérer aucune solidarité des pompistes des autres régions auxquels la convention a apporté des avantages certains. Ne rien faire, c'est pour la CNT reconnaître qu'elle ne sert à rien comme syndicat et qu'effectivement les CCOO et l'UGT sont de meilleurs auxiliaires pour la fixation du prix de la force de travail puisqu'ils sont reconnus comme interlocuteurs valables par le capital qui à son tour les impose comme tels aux ouvriers. Faire quelque chose, pour la CNT, c'est soutenir la grève envers et contre tout, c'est conduire une fraction des travailleurs à une grève localisée dans laquelle, malgré les apparences, la défense du syndicat passera avant la défense des avantages d'une convention collective locale. Du côté du pouvoir, personne n'est mécontent d'avoir la possibilité de monter une telle manœuvre pour isoler un syndicat (et éventuellement l'éliminer) très minoritaire au plan national, mais qui dans certaines circonstances peut jouer un rôle provisoire dans les luttes de base.

Le déroulement de la grève tient en peu de mots. Qu'elle soit marquée par une démocratie parfaite à la base ne change rien à l'affaire, bien qu'il soit difficile de démêler dans les tracts et affiches ce qui est du comité de grève et ce qui est de la CNT. La grève est votée en assemblée et le comité de grève mandaté pour discuter sur la base de la plate forme de mars 1978. Le patronat local semble tergiverser, mais en réalité refuse toute discussion avec le comité de grève hors de toute représentation bureaucratique des CCOO et de l'UGT, appuyé en cela par ces deux syndicats. Tous se retranchent derrière la convention nationale - y compris le gouvernement qui

déclare la grève illégale et fait occuper les stations services par la police dès le premier jour de la grève, le 2 septembre 1978. Les piquets de grève sont violemment pris à partie. Rapidement, les pompistes reprennent le travail car la police commence à distribuer de l'essence, ce qui rend la grève totalement inefficace. Quelques jours plus tard, le 6 septembre, il ne reste plus en lutte que quelques 150 à 200 ouvriers et encore une bonne part d'entre eux sont licenciés et doivent se faire réembaucher par leur patron s'ils veulent retravailler. Sinon, ils doivent traîner celui-ci devant la magistrature du travail : là, la grève est reconnue légale et la réintégration ordonnée (avec retenue de salaire), mais cela reste purement symbolique si le patron maintient le licenciement, ce qui est effectivement le cas pour un certain nombre de grévistes.

Le résultat final est que la CNT a perdu la quasi totalité de ses adhérents dans ce secteur parce que ceux-ci lui imputent l'échec de la lutte. En apparence, ils ont tort car la CNT les a soutenus de bout en bout, faisant tous les efforts possibles pour entraîner une solidarité extérieure passive. Objectivement, ils ont raison, car leur échec c'est celui du syndicat qui se veut "révolutionnaire" : la CNT a dû utiliser tout l'arsenal juridique pour tenter de défendre la "légalité" de la grève, de la convention régionale, et même en appeler à l'OIT..., comme si la légalité du capital n'était pas sa force répressive et la légalité des travailleurs leur seule force agissante dans la lutte ; la CNT a dû refuser, en tant que syndicat, les actions directes de sabotage sur les pompes qui aurait été effectivement une des réponses possibles à la force répressive du capital.

Ainsi, avec ses anciennes structures qui apparaissent aux hommes de l'appareil comme le roc le plus solide (53), la CNT ne peut rester fidèle à elle-même : "révolutionnaire", elle élimine les éléments jugés trop révolutionnaires et elle rejette les formes d'action ouvrière qui auraient une portée révolutionnaire ; syndicale, elle doit être en contradiction constante avec ses principes, acculée aux choix imposés par le capital. Pourtant, ces questions, si vitales qu'elles soient pour le sort de la CNT, sont pourtant secondaires si l'on regarde le problème essentiel de l'existence d'organisations "révolutionnaires" et de la survie d'organismes de lutte après la disparition des circonstances particulières qui les ont fait naître ; ou bien en d'autres mots, le problème de la permanence de minorités agissantes et de leur relation avec le mouvement autonome de lutte. Le problème de la CNT resterait le même si elle

n'avait pas voulu être un syndicat et si elle avait tenté d'être cette "organisation intégrale" ou la propagandiste des conseils et des assemblées hors de tout compromis (54). Dans une discussion au sujet de la CNT en 1978 (55), la question était posée de savoir pourquoi la CNT n'avait pas rempli les espoirs placés en elle en 1977 ; la réponse était que "nous n'avions pas beaucoup progressé dans le processus de clarification absolument nécessaire pour la croissance d'une organisation". Pourtant, les tentatives pour parvenir à cette "clarification" n'ont pas manqué dans et hors de la CNT. Dans son numéro 7 de mai juin 1978, *Emancipacion* constate qu'il y a en Espagne une "crise générale des forces révolutionnaires..., une situation de dépression, de dislocation et d'impotence des courants autonomistes en général" (56) et parle de "sortir du ghetto". En d'autres mots, c'est exactement ce que disait le président du PSP, Tierno Galvan, que nous citons au début de cet article : les "révolutionnaires" manquent d'eau et cherchent ailleurs l'eau qui leur manque. La tentation peut être grande de prendre d'autres voies : le repli individuel, le terrorisme (57), le réformisme... Ces problèmes et ces choix ne sont pas ceux des travailleurs et ces discussions ne concernent que les "militants" qui ne voient pas que l'évolution du capital en Espagne (en partie à travers les événements antérieurs auxquels ils ont participé et dans lesquels ils ont pu assumer une certaine fonction objective), les prive des possibilités qu'ils croyaient permanentes.

Un des meilleurs signes que l'Espagne a atteint pour une bonne part la situation des autres pays industriels est l'irruption de la lutte autonome des travailleurs (dont le mouvement des assemblées n'était qu'une des formes transitoires) et le rejet de toute forme organisée d'avant gardisme. On peut reprendre la conclusion d'une brochure sur les événements de Vitoria : "...le mouvement autonome du prolétariat s'est considérablement renforcé ; il a appris à reconnaître ses ennemis, il expérimente sa violence, il apprend à s'organiser" (58). Mais, sans la vision triomphaliste que "tout peut basculer d'un moment à l'autre" (59).

Déjà, les groupes, privés ainsi de leur "eau révolutionnaire", se convertissent en groupe "autonomes" (60) en érigeant en "programme" les dernières créations du mouvement autonome des travailleurs. Mais déjà les travailleurs, dans la période présente, délaissent plus ou moins ces formes détruites ou manipulées par l'action répressive des organisa-

tions. La fin de la grande période de lutte 76-77 ne signifie pas que les travailleurs cessent de lutter. Le potentiel de lutte, accumulé dans la fin du franquisme, qui a éclaté dans l'après franquisme a précipité la transformation du cadre de domination, le passage de la domination formelle du capital à sa domination réelle. Ce processus s'accomplit encore maintenant. Le prolétariat espagnol doit, comme les autres prolétariats d'Europe faire face à cette nouvelle situation contre laquelle il doit forger de nouvelles armes.

(1) *Le Monde*, 15.4.1978.

(2) On peut voir sous cet angle la reconnaissance de la CNT en tant que syndicat représentatif.

(3) L'action interne de la CNT "légalisée contre ses propres membres s'apparente à cette répression".

(4) Mai 1968 en France et ses suites, ou l'Italie offrent d'excellents éléments de comparaison avec la situation que nous décrivons pour l'Espagne.

(5) Voir la dislocation des comités d'action en France après mai 1968.

(6) *Le Monde*, 24.11.1976.

(7) Sanz Oller, ouvrage cité p 108 qui souligne qu'en 1966, à Barcelone, les groupuscules ont chacun leur "parcelle de géographie urbaine", *Sagrada Família*, fief de l'Action Communiste, le POR à Maragell, le PC à Magoria et Hospitalet, etc...

(8) *La Lanterne Noire* n° 11, p 11.

(9) Jacques Michel. Cités géantes : Barcelone. *Le Monde* 29.8.76.

(10) Il ne manque pas d'exemples dans l'histoire du capitalisme d'organismes ayant dû lutter violemment pour s'imposer et devenir des organes auxiliaires du système ensuite.

(11) Quelques références sur les luttes de quartier : Sanz Oller, ouvrage cité p 301, *Luchas autonomas*, tome 2. p 191 et s. *La Lanterne Noire* n° 11 p 13. *La vaguada es mestra* (ed. de la Torre). *Askatasuna* - 1978 n° 23 (Renteria 1976). *Emancipacion* 12.1977.

(12) On peut lire avec profit le chapitre sur le nationalisme dans les *Conseils Ouvriers*, Pannekoek, ed. Bélibaste, p 249.

(13) L'Angleterre avec l'Irlande, la France avec l'Algérie offrent des exemples semblables.

(14) La CNT, avec l'énorme majorité de ses membres en Catalogne, et une des rares organisations à critiquer ouvertement les nationalistes régionaux, fait malgré cela figure de proue d'une tradition révolutionnaire basée sur la Catalogne ; dans la grève des pompistes de Barcelone en 1978 elle sera acculée à défendre des positions régionales contre des manœuvres centralistes.

(15) Si la journée nationale de Catalogne avait rassemblé un million de personnes dans la rue en 1977, il n'y en aura que 20.000 le 12 septembre 1978.

(16) On peut trouver, bien qu'à un degré bien moindre, une situation identique par exemple en Bretagne, région de forte tradition catholique.

(17) Andrew Giles Peters. Arena - n° 49 - 1977 - p 88.

(18) Askatasuna, exclu de la CNT parce qu'il demandait sa reconnaissance intégrale et son affiliation directe à l'AIT.

(19) Ici également, on peut se reporter à la situation des groupes dans l'après mai 1968 en France.

(20) Voir Noir et Rouge n° 39 p 21-24 - Israël Renof - de l'anarchisme au franquisme (du circonstancialisme à l'étatisme) - souligne l'existence d'un "front réformiste surtout puissant dans l'anarchisme espagnol" qui parvient en novembre 1965 à un accord CNT-CNS signé par 12 anarchistes qui rentrent en Espagne à ce moment.

(21) Andrew Giles Peters - Arena - n° 49 - 1977.

(22) On peut rapporter ici ce jugement formulé par Michel del Castillo, ouvrage cité, p 200 et 203 : "Encore une fois, les anarchistes étaient rigoureusement anachroniques en ce sens qu'ils n'entendaient aucunement comprendre l'État. Leur propos était de le détruire et ils prétendaient parler depuis un lieu a-historique. Dès lors, que pouvait bien signifier la stratégie politique sinon l'acceptation de l'histoire, c'est-à-dire le récit des transformations successives de l'État... La puissance de la CNT lui venait d'abord de cette rencontre entre la théorie et la réalité espagnole... Leur bruyante épopée n'est plus qu'une vague légende qu'on mettra bientôt en feuilleton."

(23) Propos du secrétaire permanent de la Commission de Catalogne CNT 4.2.1977.

(24) Voir notamment "Entrevistas com militantes de la CNT" ed Pequita, Madrid 1978.

(25) Lettre de la Commission aux Relations Internationales de la FAI à Bicicleta - 11.2.1978.

(26) Espoir - 19.7.1976 - Perspectives du futur espagnol.

(27) d°

(28) Solidarity, volume 8 n° 7, août 1977 traduit de Revista

Anarchica 2.77, interview de David Urbano, ex militant de la CNT.

(29) René Villard - Nos buts révolutionnaires 1.2.1976, passages soulignés par nous.

(30) La CNT et la FAI 40 ans après la révolution du 19 juillet - Miquel Didac - Espoir 25.7.1976.

(31) Espoir 1.2.1976.

(32) Espoir 21.3.1976.

(33) Espoir 1.2.1976.

(34) Espoir - Feuilles libres - 25.7.1976.

(35) Bicicleta donne ces chiffres pour novembre 1977 (n° 1)

	CNT	autres syndicats réunis
Andalousie	20.000	430.000
Aragon	2.000	25.000 (CCOO seules)
Asturies	5.000	105.000
Catalogne	70.000	250.000 (CCOO seules)
Madrid	7.000	600.000
Pays Basque	2.000	130.000 (sauf LAB)
Valence	15.000	100.000 (CCOO seules)

au 1.1.1978, on donnait environ 100.000 adhérents à la CNT pour toute l'Espagne.

(36) Juan G. Casas, secrétaire national de la CNT - Syndicalismo - avril 1977.

(37) Libération 15.4.1977.

(38) L. Edo - Libération - 15.4.1977, reproduit par Spartacus - Jorge - Emergence de tendances révolutionnaires en milieu ouvrier - n° B 92 - juin-juillet 1977.

(39) Claude Berger - Libération - 15.4.1977.

(40) L. Edo - Libération - 15.4.1977.

(41) Francesco Bolda, membre du Comité de Catalogne déclare : "C'est une tâche difficile qui nous demandera plusieurs années" (Libération 20.7.1977).

(42) Expression de Andrew Giles Peters - Arena - ouvrage cité.

(43) Solidarity, ouvrage cité.

(44) José Peirats Valls - Conversaciones sobre el movimiento obrero - p 44.

(45) Solidaridad Obrera - Comité régional de Catalogne de la CNT - nov. 1977.

(46) Ajo Blanco - Carlos Semprun. Ajo Blanco pourra écrire par ailleurs : "Une bonne partie des difficultés vient de ce que la CNT n'est pas un syndicat ouvrier. Il y a beaucoup de travailleurs du tertiaire. Disons que cela représente la moitié des adhérents. Les vieux schémas élaborés par les ouvriers et les communautés rurales ne s'appliquent donc pas automatiquement".

(47) *Spartacus*, Jorge, ouvrage cité.

(48) Cette identification au mouvement réel a toujours été la revendication de base de toutes les organisations "ouvrières" et aujourd'hui encore de tous les groupes "autonomes".

(49) *Libération* 20.7.77.

(50) *d<sup>o</sup>*

(51) *Solidaridad Obrera* n° 21, 15.6.1978.

(52) Déjà circulent des projets de loi pour éliminer des discussions paritaires les syndicats ayant recueilli moins de 10 % des voix aux élections syndicales ; des dispositions semblables existent en France avec la notion de représentativité syndicale qui vise à éliminer les petits syndicats.

(53) "Plus d'une thèse a besoin d'être dépoussiérée. Pour l'heure, c'est impossible sous peine d'éclatement" *Libération* 20.2.1977.

(54) Fernandez de Castro écrit dans *Emancipacion* n° 5, mars 1978 : "Le mouvement autonome n'est pas une simple polémique entre l'Assemblée et le syndicat ; c'est totalement un mouvement de libération contre tout pouvoir et autorité". Mais n'est-ce pas ainsi, sous une autre couleur, exactement le programme de la CNT. Le mouvement ouvrier n'est pas autonome par idéologie, mais comme un moyen d'atteindre ses buts économiques. L'autonomie "programmée" est seule le fait des "groupes révolutionnaires".

(55) *Solidaridad Obrera*, 20.7.78.

(56) *Emancipacion* - n° 7, juin 78.

(57) Certains groupes de la SEAT envisageraient de devenir des émules des Brigades Rouges, car la nouvelle organisation d'usine et le mouvement de base les privent de leurs moyens d'intervention habituels.

(58) *Los Incontrolados*. Manuscrit trouvé à Vitoria p 29, ed française.

(59) *d<sup>o</sup>*, p 28.

(60) Tels les staliniens patriotes du FRAP qui forment l'AOA alors que d'autres groupes préfèrent la voie syndicale en créant l'ORT et le PTE. Un autre exemple est donné par un "collectif de groupes autonomes d'entreprise" qui croit pouvoir définir les "six points de l'autonomie ouvrière" commençant par "Nous les autonomes...". Cela représente le dernier point de l'évolution des "groupes révolutionnaires permanents" qui, en Espagne comme ailleurs, se déclarent "pour la lutte ininterrompue" et se donnent "comme tâche essentielle l'impulsion de la construction de l'organisation de classe" *Teorica Practica* n° 11, sept 77.

## NOUVEAU CAPITAL, NOUVELLES LUTTES : UNE GENESE LENTE, OBSCURE ET DIFFICILE

Trois périodes historiques se sont télescopées en Espagne au cours des 40 dernières années : celle de l'élimination de l'ordre féodal et de l'établissement de la domination bourgeoise, celle de la domination formelle du capital, celle de la domination réelle du capital.

A chacune de ces périodes, correspondent des structures économiques, politiques et sociales précises : à la lutte du capital pour mettre en place ces structures nécessaires pour son développement correspond des formes de lutte des classes dépossédées par le capital et, dans la dernière phase, du seul travail contre un capital qui a envahi toute la vie. Nous avons vu que dans la première et la seconde de ces phases, les luttes ouvrières contenaient une ambiguïté fondamentale : celle d'œuvrer sans le savoir et sans le vouloir pour la mise en place des formes de domination du capital. Un camarade espagnol pouvait écrire en 1977 qu'à son avis "ce qui prédomine en Espagne, c'est un grand désir de libertés dans tous les domaines, libertés politiques, libertés culturelles, quotidiennes (voire autonomistes) dans la rue et naturellement dans les entreprises" (1). Cette phrase pouvait paraître avoir un certain sens encore en 1977 ; quel sens peut-elle encore avoir en 1979 ?

Prenant la parole devant un cercle de capitalistes participant à Londres à une conférence internationale intitulée "Business with Spain" (2), un porte parole économique du PCE, Ramon Tamames déclarait : "Les élections de 1977 ont créé une situation entièrement nouvelle en Espagne qui devrait conduire l'Espagne à devenir le pays d'Europe avec le plus grand degré d'autonomie régionale après l'Allemagne de l'Ouest (3)... D'autres aspects qui doivent être pris en considération sont, pour la première fois, le contrôle parlementaire sur l'appareil d'État, les changements dans l'administration municipale, l'apparition d'un mouvement syndical non seulement occupé de salaires et devant avoir une fonction sociale et éducative ; et l'essor d'une conscience des facteurs écologiques qui devrait influencer les décisions futures des planificateurs... Le PCE accepte la présence des multi-nationales

en Espagne comme inévitable... Il met l'accent sur le rôle futur des petites et moyennes entreprises... Le parti n'est pas pour une nationalisation totale, mais pour une plus grande intervention de l'État dans des secteurs spécifiques..." (4).

On pourrait dire de cette déclaration que l'astuce politique du PCE est d'avoir un pied dans la domination formelle et un pied dans la domination réelle. En réalité, il n'a guère d'autres choix, pas plus que les technocrates rangés derrière Suarez et son parti l'UCD qui, à peu de choses près, pourraient dire à peu près la même chose. Le 6 décembre 1978, la nouvelle constitution est approuvée par référendum par à peine 60 % du corps électoral (5). Ces libertés garanties par un texte formel, près de la moitié des espagnols considèrent à ce moment qu'elles n'existent pas. C'est que la période de la domination formelle à laquelle correspond cette forme de démocratie parlementaire est déjà en train d'être dépassée en Espagne. Et même les tenants de cette démocratisation pensent qu'en regard de la crise du capital en Espagne cette démocratie, dont ils sont les artisans forcés, peut être court circuitée. En novembre 1978, Santiago Carrillo déclare : "Après l'approbation de la constitution, il faudrait une initiative politique pour former un gouvernement à large majorité parlementaire qui reporterait les élections générales à 1980... Les communistes sont disposés à appuyer un tel gouvernement, même s'ils n'y participent pas à condition que son programme fasse l'objet d'un pacte et que soit créé, avec notre participation, un organe qui contrôlerait la nouvelle majorité" (5). Il ajoute, en clair, que les investissements privés cesseront tant qu'il y aura une incertitude électorale.

Encore une fois, le PCE exprimait les mêmes opinions que Suarez dont la valse hésitation entre un nouveau pacte de la Moncloa, avec report des élections ou de nouvelles élections immédiates, va se poursuivre jusqu'au 30 décembre. Ce qui emporte alors la décision de dissolution et de nouvelles élections le 1er mars 1979, c'est, nous le verrons plus loin, toute la résistance du courant de base qui rend aléatoire un nouveau pacte social. Les élections ne changent apparemment rien au rapport des forces politiques (6), mais elles accèdent à l'idée que la politique technocratique envisagée bénéficie d'un consensus populaire.

Les solutions politiques et sociales apportées par la synthèse du mouvement de lutte et des structures d'encadrement

(7) produit effectivement pour l'Espagne "novatrice" des structures parfois plus "avancées" que dans les autres pays capitalistes. En même temps, elles lèvent les barrières qui s'opposaient à la domination réelle complète du capital ; c'est dans ce contexte qu'il faut situer la déclaration d'un banquier espagnol Pujol déclarant dans El País : "Il faut que nous évitions à tout prix l'italianisation". Une nouvelle mutation du capital est effectivement amorcée dont la prochaine étape est l'entrée dans le Marché Commun. Bien sûr, cette mutation présente, à côté de traits généraux - l'internationalisation du capital et l'affirmation de son pouvoir réel dans tous les domaines de la vie sociale - la persistance de traits particuliers provenant de la situation spécifique de l'Espagne. En juin 1978, un journaliste peut encore écrire : "l'administration franquiste est encore largement en place. La plupart des grandes institutions du pays sont encore comme le souhaitait Franco, attachées et bien attachées" (8). Ce qu'exprime plus crument un autre journaliste : "Les lois sur les sociétés et les relations sociales sont deux domaines où le besoin d'une nouvelle législation est largement reconnu" (9). Un des paradoxes de cette situation est l'existence de l'interdiction des licenciements en vertu d'une loi franquiste de collaboration sociale que les travailleurs défendent contre les capitalistes (et partis et syndicats) qui voudraient rétablir, en cette période de mutations économiques, "la liberté du travail". Au début de ce texte, nous avons souligné que pour la bourgeoisie - et le capital - la démocratisation et les libertés avaient un sens bien précis : celui de lever tous les obstacles pouvant s'opposer à son expansion. Maintenant que les structures politiques se transforment peu à peu, les voix sont plus claires pour dire qu'elles ne sont qu'un moyen pour atteindre un but qui n'est pas entièrement à la portée du capital, car il n'est pas possible de supprimer d'un seul coup des décennies de retard, d'autant moins que les classes bénéficiaires de cette situation sont celles là même qui soutiennent le régime transitoire. C'est ce qu'écrit expressément Raimundo Ortega (10) : "Les quarante années de dictature franquiste ont poussé à une certaine organisation de la production qui continue de peser lourd sur l'économie espagnole et ses possibilités de transformation... Actuellement, l'Espagne lutte encore pour se libérer d'un système excessivement fermé, très déséquilibré en ce qui concerne le développement des secteurs et des régions à la suite d'une transformation industrielle désordonnée et d'un abandon de l'agriculture, doté d'un secteur public insuffisant et comptant des limites très fortes au fonctionnement efficace des méca-

nismes de marché..." La crise a modifié les termes d'une évolution, ralentissant certains processus, en accélérant d'autres, en tout cas accusant les contradictions, exacerbant les conflits particuliers qui, dans les années écoulées, pouvaient être plus ou moins absorbés par l'expansion du capital (11). Ce sont précisément dans les secteurs et régions pour lesquels le texte que nous venons de citer souligne des déséquilibres que des tensions se développent. Nous avons déjà évoqué le cas du Pays Basque et la conjonction d'une transformation paysanne et de la crise de vieille région industrielle (métallurgie). La transformation de l'agriculture notamment dans le Sud sous-tend un autre conflit. La résistance des petites et moyennes entreprises à la pression du grand capital est aussi un de ces "maux qui ont caractérisé l'économie de l'Espagne dans les années 60 et les premières années 70" (12). Une partie de la division idéologique des groupes avant-gardistes et de leur influence localisée peut se référer à ces situations particulières dans lesquelles, soit par hasard, soit par leur recherche d'une "eau nouvelle", ils se trouvent engagés. Par rapport au mouvement de transformation de la domination formelle du capital dans sa domination réelle, les mouvements qui peuvent surgir de ces situations s'apparentent au passé plutôt qu'au futur de l'autonomie des luttes. Ils peuvent avoir pour résultat d'asseoir les éléments de cette domination réelle du capital. Mais ils peuvent aussi exacerber les situations antérieures du mouvement des assemblées, dépasser les situations qui les ont fait naître et se répercuter dans l'ensemble du courant autonome de lutte.

Un des points de l'Espagne moderne est la transformation de l'agriculture et la mutation de la classe des propriétaires fonciers. Les trente années de cette évolution n'ont pas fait disparaître totalement les structures, les liens et l'idéologie de la période semi féodale. Sans doute, l'essor industriel a privé les caciques de leur réserve de main d'œuvre et les a contraints ou a disparaitre ou à pratiquer une agriculture industrielle à grande échelle (13). Les seigneurs de l'Andalousie sont devenus des businessmen de taille européenne (14) : nous avons vu que la transformation de leurs intérêts commandait la transformation de leurs conceptions économiques et politiques, ainsi que celle de leur mentalité. Mais la crise vient créer un problème agraire là où l'absorption des ouvriers agricoles par l'industrie espagnole et européenne résolvait le choc en retour de la mécanisation et de la rationalisation accélérée des productions agricoles. Un mouvement

inverse à l'exode rural tari ramène au contraire des bras des usines dans des villages où il n'y a plus aucun débouché pour eux. Rien que pour l'Andalousie, plus de 150.000 journaliers ne voient d'autres perspectives que la "prise de la terre" aux propriétaires (15) : les groupes léninistes peuvent agir à travers les syndicats d'ouvriers agricoles en fournissant la base idéologique pour ces actions. Dans d'autres régions au contraire, ce sont les petits propriétaires qui cherchent à maintenir leur niveau de vie et leur statut contre le capital qui déjà les enserre : on a peut-être trop négligé la place de ceux-ci dans l'Espagne d'aujourd'hui, dans les "movimiento campesinos" puisque les paysans forment encore près de 25 % de la population active. Pourtant, les années 70 ont été jalonnées de luttes paysannes - guerre du piment (1973), guerre du lait (1974), de la tomate (1975), de l'abricot (1976), du maïs (1976). Ces mouvements s'apparentent à ceux que l'on peut voir en France ou en Italie ; ils sont la résistance à la pénétration du capital et une réforme agraire (16) n'est souvent que le moyen d'assurer plus sûrement cette pénétration par des moyens adaptés à la situation.

Ce sont des problèmes identiques qu'affrontent les classes moyennes traditionnelles, secteurs commerciaux, d'une part, petites et moyennes entreprises, d'autre part. Dans le commerce, 12 % de la population active forment encore ce que l'on appelle le petit commerce ; l'Espagne compte 5 fois moins de supermarchés que la Grande-Bretagne. Nous avons déjà évoqué la "rébellion" des petites et moyennes entreprises de Catalogne contre le Pacte de la Moncloa, jugé trop libéral. Toute une fraction du patronat n'a pas besoin effectivement du syndicat pour jouer le rôle d'intermédiaire dans la fixation du prix de la force de travail et veut rester maître dans tous les domaines de sa gestion (17). Il sait que les solutions technocratiques visent à son assujettissement au grand capital industriel et bancaire, voire à son élimination et que la coalition grand capital, partis et syndicats, joue contre lui. Il est d'autant plus touché par la crise que ses possibilités financières sont moindres et la politique qu'il secrète à l'égard des revendications ouvrières ne peut être que génératrice de conflits locaux. En sens inverse, la dimension des entreprises renforce le pouvoir de la base, c'est là que les assemblées agissent encore efficacement. La plupart des conflits de 1978 touchent ainsi des patrons "récalcitrants" aux directives économiques et aux accords au sommet : même si les affrontements seront directs, les syndicats soutiendront ces luttes dont le



résultat est de faire respecter leur parole et leurs accords ; l'ambiguïté de ces luttes est indépendante des travailleurs eux-mêmes car elle résulte du fait qu'ils travaillent dans un certain type d'entreprise. Leur lutte converge vers l'intérêt du grand capital et son progressisme apparent renforce le pouvoir des structures destinées à encadrer leurs luttes.

Pourtant, ce type de conflit ne doit pas faire illusion. Ils sont sans doute fréquents mais, malgré les apparences et les propos désabusés, on ne peut pas dire que la mise en place de tout l'appareil d'encadrement de la force de travail ait été un succès pour ses promoteurs. Les élections d'entreprises de l'hiver 77-78 révèlent une grande confusion sans qu'il soit possible de dire ce qui est l'opposition du patronat, ou celui des travailleurs ou les deux à la fois (18). Pourtant, c'est en se basant sur les résultats de ces élections que les "grands" syndicats poursuivent une double offensive - légale pour se doter d'un appareil plus puissant - à la base pour se "faire respecter". L'offensive légale peut prendre des formes diverses : imposer la loi ou les conventions ou pactes syndicaux aux patrons récalcitrants, en déclenchant ou en contrôlant des grèves, essayer d'éliminer les "petits" syndicats (19), imposer à la base le respect des délégués élus légalement. Cette offensive légale ne sera finalement qu'un aspect de l'offensive contre le mouvement de base qui, tout en assurant la consolidation de la domination formelle du capital et le passage à sa domination réelle, développe déjà certains traits du nouveau mouvement de lutte.

C'est là, dans l'affrontement direct capital travail, et non dans les conflits spécifiques que nous venons d'évoquer, que résident les données fondamentales des luttes de l'Espagne d'aujourd'hui. Elles se relient à tout le courant d'autonomie qui, depuis les années 50, s'est élargi dans l'Espagne franquiste, puis dans l'après franquisme, réprimé autant par la violence que par la prise en mains des organismes de lutte. Cette dernière reprise en mains a touché le mouvement des assemblées et la "démocratie" syndicale a paru intégrer tout le mouvement de lutte qui avait porté tant d'espoirs après la mort de Franco. Pour comprendre que ce mouvement continue en se donnant d'autres formes, il faut regarder non pas le passé de l'Espagne, mais son devenir dans un contexte identique à celui que connaissent les autres pays européens. La domination réelle du capital rend apparemment les choses plus complexes parce qu'elles se situent sur différents plans et dans des

domaines où les luttes passées ne permettaient pas de les situer.

Fin 1978, il apparaît que les organisations et partis "ouvriers" n'ont peut-être pas tant de raisons que cela de crier victoire dans leur tentative de s'implanter et de dominer les travailleurs. Le parti socialiste PSOE a perdu les 3/4 de ses membres ; le parti communiste lui aussi a de lourdes pertes autant par les défections que par les exclusions. Et un journal anglais peut constater : "Il y a une mauvaise volonté croissante de la base à subir la tutelle des syndicats et des partis pour autant que cela signifie le soutien d'une politique de consensus social" (20). C'est une situation qui déjà était apparente lors de la signature du Pacte de la Moncloa. Une des astuces du pacte était qu'il était signé par les partis politiques et non par les syndicats dominés par ces partis. Cela laissait aux syndicats la possibilité de manœuvre qu'ils ont (et qu'ils doivent avoir sous peine de ne pouvoir assumer leur fonction) dans toutes les démocraties occidentales. Leur nouveau pouvoir légal leur servira à épuiser la combativité ouvrière dans des manifestations de façade dépourvues de toute efficacité réelle quant aux objectifs avoués, mais plus ou moins efficace pendant un certain temps par rapport à la combativité de base. En général, la surenchère des groupes et minorités ne pourra s'exercer que sur ce terrain choisi par les "grandes" organisations ; ce sera d'autant plus facile que ces groupes se donnent les mêmes perspectives politiques fondamentales par rapport au mouvement de base. Tout ce courant reste dans une impasse parce qu'il se réfère toujours à la domination formelle du capital qu'il renforce en même temps tout en brimant les tendances déjà fortes, mais dispersées et souvent peu apparentes du nouveau mouvement de lutte. Néanmoins, le fait que les syndicats se croient obligés d'organiser, à la fin de l'année 1977, des manifestations contre le pacte que les partis frères viennent à peine de signer, au Pays Basque, à Barcelone, etc... témoigne que la chute du mouvement de lutte et sa "récupération" n'est qu'une apparence derrière laquelle cheminent les mêmes courants qui, à plusieurs reprises, ont éclaté au grand jour depuis les années 60.

Comme le souligne un journaliste du Monde (21), "la crise économique est susceptible de déclencher des troubles sociaux incontrôlables par les syndicats". C'est vrai, mais seulement en apparence car il s'agit de bien autre chose que de la crise. En septembre 77, alors que les structures syndicales

sont en place et que les discussions vont bon train à la Moncloa, on dénombre 92 grèves illégales contre 39 légales. En octobre 1977, les 3.600 ouvriers de Santana-Linarès (Jean) (carrosserie automobile) en grève pour des questions de salaire, réunis en assemblée désignent un conseil de 60 délégués qui choisissent une commission de 15 d'entre eux qui sera chargée de suivre les pourparlers. La direction répond par le lock-out, le licenciement de 21 ouvriers et offre 2.000 pesetas au lieu des 6.000 demandés. Comment se jouent à cette époque de tels conflits, on peut en avoir une idée par cette description détaillée de la grève des ouvriers de la céramique de la province de Castellon.

Avant même les élections syndicales, les syndicats représentatifs, CCOO, UGT, CNT, CSUT et USO, ignorant "démocratiquement" tous les non syndiqués s'érigent en représentants uniques de tous les travailleurs pour négocier une plate forme revendicative (6.000 pesetas, 100 % du salaire en cas d'accident, amnistie...). Ils admettent pourtant que les discussions soient menées par une commission mixte formée d'un délégué par syndicat (22) et d'un délégué par assemblée de secteur, 5 pour les syndicats, 4 pour les travailleurs. Mais leur méfiance des assemblées est telle qu'ils exigent que 2 des 4 délégués des assemblées soient des syndiqués. Les patrons refusent de discuter les 5 et 6 novembre 1977. Les assemblées de base décident alors d'élire des délégués dans toutes les usines et de voter sur la grève. Le lundi et le mardi suivants, CCOO et UGT manoeuvrent pour empêcher la réunion des délégués qui finissent cependant dans une assemblée de 300 par voter la grève. Une à une, les centrales syndicales se déclarent contre. Les usines se mettent en grève le 9 novembre, certaines avec des assemblées permanentes. Coïncés entre les patrons qui se retranchent derrière le pacte de la Moncloa (et proposent entre 1300 et 1800 pesetas) et les syndicats qui finissent par imposer leur Conseil syndical, les ouvriers ne peuvent que reprendre le travail le 10 octobre aux cris de victoire des CCOO.

Ce type de conflit va se répéter, avec des variantes diverses dans toute l'Espagne tout au long de l'année 1978. Que ce soit pour les salaires ou contre les licenciements, l'essentiel des luttes sera contenu par des méthodes diverses par les syndicats, épaulés à l'occasion par la police, dans le cadre des dispositions du Pacte de la Moncloa (augmentations plafonnées, licenciements autorisés). Les délégués "légaux", s'ils sont

sûrs de pouvoir s'imposer, utiliseront les assemblées pour obtenir des votes majoritaires (retournement de situation difficile à accepter par les minoritaires "assembléistes", si l'assemblée accepte et les délégués légaux et leurs propositions). Par contre, si ses délégués se trouvent devant de fortes oppositions de base tentant d'imposer leurs propres organismes de lutte et leurs propres revendications, ils chercheront par tous moyens de briser les manifestations d'une lutte autonome. Peu de luttes franchiront cette barrière.

Les grèves, lors de la signature de la convention de la métallurgie de Catalogne en mai 1978, seront ainsi pratiquement menées de bout en bout par les syndicats et, même là où existeront de fortes oppositions à la nouvelle convention, sa signature sera finalement imposée. La grève des hôtels à la même époque visera à élever les salaires très inférieurs à ceux de l'industrie, mais aussi à implanter les syndicats face à un patronat qui les rejette encore. Un peu partout, pourtant des luttes contraindront les patrons à accorder plus que le pacte de la Moncloa n'avait fixé (30 % aux éboueurs d'Oviédo, de Gijon, de Cordoba, 43 % dans le bâtiment à Zamora, 30 % dans le bâtiment à Madrid). D'autres usines essaieront d'aller plus loin dans la lutte contre les licenciements. 250 ouvrières de la confection à Santa Colonna - Eurostil - après 4 mois de grève contre la fermeture se mettront à fabriquer pour se payer - avec l'hostilité des syndicats. Une grève aux chantiers navals de Vigo "Astilleros y Construcciones" (Ascon) durera 7 mois. Suite à un changement de propriétaire et à des propositions de restructuration, 1850 ouvriers se mettent en grève perlée ; la direction répond d'abord par 46 licenciements qui entraînent la grève générale, laquelle déclenche à son tour le lock-out. Après que les ouvriers aient refusé un compromis, les syndicats CCOO et UGT se retirent et la grève est menée alors par un comité de grève, formé à la base mais dominé par le syndicat USO et le syndicat national galicien et ayant le soutien de la population. La grève s'est terminée par un arbitrage sur de meilleures offres, mais aucune garantie quant à la réintégration des 46 licenciés (23). Le 13 avril 1978, à Eibar et San Sebastian, les métallos en grève depuis le 4 avril attaquent les locaux syndicaux de l'UGT et des CCOO protégés par la police aux cris de "syndicats trahison" après que ces syndicats eurent fait accepter par une majorité de quelques centaines de voix (sur 48.000 ouvriers) des propositions patronales, bien loin de ce que revendiquaient les travailleurs. A Barcelone, en juin 1978, la signature de la convention de la

métallurgie malgré l'opposition de fortes minorités dans les assemblées d'usine entraîne des manifestations semblables devant les sièges des syndicats. Les 13 et 14 avril, dans une boîte du textile près de Barcelone, Mir Miroso (qui avait déjà refusé d'élire des délégués légaux), 200 ouvriers occupent l'usine et après avoir répondu au patron qu'il n'y avait pas de comité de grève, obligent celui-ci à négocier avec l'Assemblée Générale.

Il s'agit là apparemment de faits isolés touchant de petites entreprises. Mais, alors que dans la "montée de la lutte anti franquiste" et la mise en place "démocratique" toute action ouvrière était reprise - et déformée souvent - pour en faire un morceau de propagande pour les organisations, les actions extra-syndicales d'aujourd'hui sont passées sous silence car elles détruisent l'image que les syndicats et les partis veulent donner de leur pouvoir. On peut considérer que dans l'Espagne de 1979, comme dans le reste de l'Europe, sous les eaux apparemment calmes de la mainmise syndicale, une foule de mouvements significatifs traduisent les cheminements de l'autonomie des luttes. Fin 1978, lorsqu'il s'agit de renouveler le pacte de la Moncloa, les partis "ouvriers" refusent de s'associer directement par un engagement écrit aux nouvelles conditions dictées par les technocrates du capital : plafond de 12,50 d'augmentation pour les salaires, autorisation de licenciement pour 3 % des effectifs des entreprises de plus de 50 salariés. Ce n'est pas parce que les partis (et les syndicats qui leur correspondent) ont changé d'avis ou de politique qu'ils refusent de continuer l'unité nationale. C'est seulement qu'ils ne sont plus du tout aussi sûrs de pouvoir imposer à une base récalcitrante les impératifs capitalistes d'une manière aussi directe. C'est cela le signe le plus sûr de l'affirmation souterraine de ce mouvement autonome. Pour tenter de l'intégrer de nouveau, les syndicats doivent changer de méthode et lancer des grèves revendicatives dont la "victoire" sera précisément, par des manipulations diverses, d'atteindre ce que le gouvernement traçait comme limites. On peut exactement comparer cette situation avec ce qui se déroule dans les autres États d'Europe au cours des dernières années, en Grande Bretagne, en Allemagne, en France.

Comparant la situation d'aujourd'hui avec celles des années 1976-1977, un militant qui avait été fortement engagé dans les luttes de ces années-là, pouvait dire désabusé "qu'il ne se passait rien", (au moment même où une grève du zèle des

dockers fortement combattue par les CCOO paralysait le port de Barcelone) ; ce qu'il exprimait, c'était en réalité la fin d'une époque dans le mouvement ouvrier espagnol où la mutation de la société capitaliste dans la consolidation de l'ordre bourgeois et de la domination formelle du capital favorisait l'action des militants, des groupes et des organisations à base ouvrière. Avec la mutation vers la domination réelle du capital et le développement d'un autre mouvement ouvrier, autre que celui des militants et des organisations, ce type d'action n'a plus guère de place que dans des situations du passé ou marginales. Comme l'exprimait un autre camarade espagnol, les travailleurs espagnols ont l'expérience des 40 années de lutte contre les institutions, l'État, les patrons, les syndicats, non pas pour une revendication politique globale, mais pour ses propres intérêts. A un niveau (qui n'est pas celui de la "conscience révolutionnaire"), ils ont une grande expérience des luttes et il leur est facile de découvrir que les syndicats ne sont pas faits pour leur lutte, seulement bons à obtenir éventuellement "quelque chose" dans le système qui cadre avec les intérêts capitalistes sans qu'il soit besoin, comme sous le franquisme, de se "mobiliser" pour cela. Dans toutes les entreprises, il y a toujours nombre d'ouvriers qui n'appartiennent à aucune organisation et qui savent quoi faire, si cela est nécessaire pour que tout se polarise de nouveau, pour que les assemblées se reconstituent avec leur pouvoir. Il n'y a pas pratiquement en Espagne de minorités organisées (et organisationnelles) qui se parent du titre de "mouvement autonome" comme en Italie, mais - et c'est plus important - un niveau d'expérience politique très riche à la base acquis par le passage rapide d'une structure semi féodale à une structure démocratique avec une politique quotidienne répressive des organisations "ouvrières" à peine sorties de la clandestinité. Peu se posent la question de la théorie de ce qu'ils font, pourtant ils ont une vision claire de ce qu'est le syndicalisme, de ce que peut contenir le réformisme comme le radicalisme.

L'impossibilité présente de pratiquer certaines formes de lutte comme les assemblées (récupérées ou déviées), l'impossibilité d'introduire des objectifs de lutte autres que dans les limites fixées chaque année en haut lieu, la diminution réelle du capital dans tous les aspects de la vie, toutes ces circonstances placent les luttes sur un autre terrain que celui sur lequel elles s'étaient déroulées jusqu'à présent. Le souci d'éviter des explosions dangereuses, de maintenir un certain niveau d'activité pour l'appareil productif ont conduit à la

politique des pactes sociaux dont la Moncloa était une des formes. En gros, on peut dire que sans luttes majeures, le capital essaie de maintenir la condition ouvrière au niveau qu'elle a atteint : maintien du niveau de vie, indemnisation du chômage, extension de la sécurité sociale, etc... Avec quelque retard, l'Espagne s'aligne aussi en cela sur les pays capitalistes avancés. Un aperçu des possibilités peut être donné par l'accord signé le 17.7.1978 par les syndicats CCOO, UGT, et USO pour la restructuration de l'industrie navale qui prévoit une réduction de 50 % d'activité dans les 5 années à venir avec des mises à pied tournantes de 15 jours à 6 mois. Jamais les syndicats n'avaient joué aussi ouvertement leur rôle d'organiseurs dans le travail. Cet exemple va se multiplier face à la crise, dans d'autres chantiers navals, dans la métallurgie, pour les ouvriers agricoles, etc... Comme dans les autres États, cette situation crée des conditions nouvelles de lutte ; il est aisé d'en voir les incidences dans les formes de luttes, dans l'affaiblissement de l'idéologie capitaliste, dans les États où la "politique des revenus" ou le "welfare" sont devenus une longue pratique comme la Grande Bretagne ou les USA. Peu parlent dans l'Espagne d'aujourd'hui qui termine sa mutation, de phénomènes touchant le travail en général (non seulement les conditions, le temps, le quantum, mais aussi le refus du travail). Il serait étonnant que l'orientation nouvelle du capital conjugué avec le degré d'autonomie atteint antérieurement n'amène pas l'apparition de ces phénomènes, concurremment aux autres formes de lutte, phénomènes s'exprimant dans des formes d'action individuelles aussi bien que collectives échappant à l'emprise du capital, notamment à celle des organisations syndicales. L'évolution future du mouvement autonome de lutte en Espagne est dans cette direction. Ce n'est pas un hasard si l'on peut déceler cela dans un article écrit par un ouvrier travaillant dans une des usines les plus modernes d'Espagne - l'usine Ford de Valence ; il ressent l'aliénation totale de l'ouvrier "moderne", comme la destruction de sa vie même et on pressent qu'il n'a qu'une idée, qui se concrétisera d'une manière ou d'une autre : s'en sortir (24).

S'en sortir, cela signifie aussi s'en sortir seul. A l'époque de la domination réelle du capital, il n'y a rien qui ne participe à cette domination dans les structures qui se tissent tant dans le travail que dans la vie quotidienne. L'Espagne de 1978 est précisément un bon exemple du passage accéléré d'organismes de "défense" à des organismes d'intégration. Il n'est pas

possible de dire comment et quand de nouvelles formes de résistance au capital se développeront : elles cheminent déjà inextricablement mêlées à toutes les séquelles des situations antérieures. Elles peuvent aussi bien prendre des formes originales que surgir d'une lutte en apparence dominée par les syndicats ou commencée sur des revendications bien traditionnelles, pour les salaires ou contre les licenciements par exemple. S'il fallait une conclusion à ce texte, nous pourrions citer ce passage de Paul Mattick : "Désormais la lutte entre le travail et le capital met en cause l'existence même du système, liée qu'elle est à l'expansion continue de ce dernier. Objectivement, les luttes économiques ordinaires revêtent des implications et donc des formes politiques parce qu'une classe ne peut l'emporter qu'au détriment de l'autre. La classe ouvrière n'a nul besoin de concevoir sa lutte comme la voie de la révolution ; dans le cadre d'un capitalisme en déclin persistant, ses luttes prennent des connotations révolutionnaires et cela complètement en dehors de toute prise de conscience". C'est vrai au sens le plus large pour toutes les formes de lutte contre le capital, pour le travailleur contre son aliénation. C'est vrai pour les travailleurs d'Espagne comme de partout (25).

**Cajo Brendel et Henri Simon** (février 1979)

(1) On peut retrouver dans cette formulation la persistance des idées liées à la notion de révolution bourgeoise que nous avons évoquée au début de ce texte.

(2) *Financial Times*, 24.2.1978.

(3) Cela confirme le sens réel des mouvements nationalistes dans l'Europe des multinationales qui ont été décrits sous le titre "les régionalismes".

(4) Dans le *Financial Times* du 13.12.1978, Santiago Carrillo est décrit comme "le plus respectable communiste de l'Europe". On peut comprendre que l'abandon du léninisme pour le PCE au Congrès du 22 avril 1978 n'est qu'une "régularisation" pour le meilleur parti social démocrate d'Espagne : la voie bourgeoise révolutionnaire pour le capitalisme d'État n'est plus nécessaire pour transformer l'Espagne puisque cette transformation est accomplie ; la voie parlementaire est seule nécessaire à la gestion du capital, alors que toutes les institutions sont en place pour ce faire. L'abandon du léninisme ne signifie pas pour autant l'abandon des liens privilégiés avec la Russie (ces liens se rapprochant plus de la forme des liens d'autres partis avec des capitalismes étrangers), ou que le PCE peut être à l'occasion moins répressif et moins dictatorial (voir par exemple le rôle de la social démocratie en Allemagne dans les années 1920).

(5) *Libération*, 18-19 novembre 1978.

(6) Les élections du 1er mars 1979 ont vu le nombre des abstentions croître de 23 % en 1977 à 33 %. Ce qui donne les pourcentages suivants pour les partis : UCD 23 % (contre 27 % en 77), PSOE 20 % (contre 23 %) et PCE 6,7 % (contre 7 %).

(7) On peut considérer que lorsque la CNT déclare "L'avenir du mouvement libertaire dépend de la régulation de cette confrontation dialectique entre les structures normatives et le mouvement autonome des ouvriers" (L A Edo - *Libération* 15.4.1977), elle participe à sa façon à l'intégration du mouvement réel dans les structures du capital.

(8) Marcel Niedergang, *Le Monde* 29 juin 1978.

(9) *Financial Times*, 3 novembre 1978.

(10) *Monde Diplomatique*, juillet 1978.

(11) Le ralentissement de l'expansion apparaît dans les chiffres suivants concernant la croissance du produit national brut : de 1965 à 1974, en moyenne 6,6 % par an ; en 1974, 5,9 % ; en 1975, 0,8 % ; de 1976 à 1979 entre 1 et 2 % par an.

(12) Raimundo Ortega - *Monde Diplomatique* - juillet 1978.

(13) C'est cette forme de faire valoir des terres que craint la France protectionniste de structures agricoles périmées, avec l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Le conflit à

ce sujet entre le PCE et le PCF illustre bien la défense d'intérêts capitalistes nationaux (d'une base électorale, notamment pour le PCF) par les partis communistes nationaux.

(14) Voir articles dans *Libération* 31 août 1978 et suivants et aussi Espagne année zéro Jeannesson - Fernand Nathan - p 68 et suivantes.

(15) C'est une situation qui peut être comparée à celle des grands domaines dans le sud du Portugal. Voir à ce sujet les textes publiés par *Spartacus* - n° 98, octobre 78 et 100 décembre 78 - La réforme agraire et l'agriculture.

(16) Une loi de réforme agraire vise à créer des entreprises modernes avec pénétration du capital financier par différentes voies. Un statut des entreprises familiales leur assigne en réalité une place entre des organismes puissants en amont et en aval qui ne leur laisse aucun choix quant aux productions et aux techniques et en fait des semi salariés.

(17) On peut trouver là l'opposition entre des conceptions différentes de la "démocratie bourgeoise" correspondant aux deux phases de la domination du capital : à la démocratie des partis à travers un parlement où s'affrontent les différents intérêts dans la domination formelle du capital, s'oppose le centralisme démocratique planificateur axé sur un bipartisme peu différencié dans la domination réelle (que l'on trouve dans tous les grands pays industrialisés).

(18) Les chiffres donnés par les syndicats sont à la fois très partiels et très variables : en juillet 1978, sur 8 millions de salariés d'industrie, 3 millions seulement avaient été appelés à voter et 2.200.000 l'avaient fait effectivement (soit 30 à 40 % d'abstentions) sans qu'on puisse dire si c'était l'effet des consignes de la CNT, l'attitude des travailleurs eux-mêmes ou l'opposition des petits patrons. Sur les suffrages exprimés les CCOO recueillaient 40 % des voix et l'UGT 30 %, soit respectivement environ 24 % et 18 % des travailleurs concernés.

(19) On a vu comment cela peut se passer dans des conflits comme celui des pompistes de Barcelone ; cela peut prendre des formes plus directes, comme ce projet de loi de limiter la représentativité syndicale aux seuls syndicats recueillant plus de 10 % des suffrages aux élections d'entreprise.

(20) *Financial Times*, 30 novembre 1978.

(21) Marcel Niedergang - *Le monde* - 29 juin 1978.

(22) "La huelga de la cerámica" - Castellon - 9-17 novembre 1977 - Analisis y Enseñanzas - Trabajadores per la autonomia obrera y la revolucion social.

(23) voir *Spartacus* n° 98 octobre 1978 et la brochure *La huelga de los trabajadores de Ascon*.

(24) *Ajoblanco* n° 34 juin 1978 - traduit dans *Solidarity* n° 6 déc.-janv. 1979.

(25) Interview de Paul Mattick par Lotta Continua octobre 1977 - *Root and Branch* n° 5, 1978 et *Spartacus* octobre 1978.

## ANNEXE I

### Libertad o muerte

Les prisonniers espagnols contre les prisons et pour de meilleures prisons.

Déjà avant la mort de Franco en 1975, les prisonniers politiques en Espagne comprenaient que son régime se mourait aussi lentement. Dès que celui qui symbolisait ainsi l'opposition à la démocratie bourgeoise mourait, ils s'organisèrent eux-mêmes dans les prisons. Ces actions collectives et individuelles avaient peu en commun avec les activités politiques hors des prisons. Alors que le mouvement de libéralisation déroulait ses hésitations, les prisonniers devaient essayer de changer leur situation presque complètement isolés les uns des autres. En tant que prisonniers politiques, ils pouvaient espérer être relâchés : les partis nouvellement reconnus et légalisés le demandaient et le nouveau régime pouvait utiliser cette mesure pour se donner un vernis. Aussi parce qu'une campagne politique compréhensible commençait à l'échelle internationale : une démocratie européenne peut avoir ses chômeurs, ses criminels et ses terroristes, mais elle ne peut se permettre des prisonniers politiques.

Cela prit quelques mois. Au cours de l'été de 1976, le roi d'Espagne lisait à haute voix le "décret d'amnistie". La plupart des prisonniers politiques pouvaient recommencer une nouvelle vie, dans une nouvelle atmosphère politique avec pourtant des libertés politiques encore restreintes. Les nouveaux partis étaient là pour discipliner et neutraliser leurs anciens camarades des prisons. Les prisonniers qui restaient derrière les barreaux, les "droits communs" ou, comme on les appelait un peu plus tard, les prisonniers "sociaux", étaient laissés pour compte de toutes les belles paroles et promesses de la démocratie et du procès de libéralisation lui-même. Un représentant connu du PCE, Antonio Rato déclara dans une lettre officielle au directeur des prisons au ministère de la Justice : "Je crois que les délinquants doivent être isolés pour les mêmes raisons que nous isolons un fou dangereux ou quelqu'un porteur d'un virus". Le point de vue respectable de tous les partis était que cela aurait été pure folie de relâcher les "droit commun". Les cris des prisonniers déçus et aigris déferlèrent pourtant à travers les murs des prisons, sapant dangereusement les intérêts des partis et les préjugés bourgeois.



Les droit commun commencèrent alors toute une série d'actions de toutes sortes. La résistance au système des prisons avait toujours été naturellement une partie de la vie des prisons en Espagne : les prisons espagnoles n'étaient pas des prisons trois étoiles comme en Suède. Elles sont comme les prisons dans les pays relativement pauvres : surpeuplées, mauvaise nourriture, mauvais soins médicaux, travaux dangereux, visites de la famille et d'amis dans des conditions très humiliantes, censure des lettres dans tous les sens, traitements psychiatriques imposés, violence entre prisonniers, système comme toujours et partout de "diviser pour régner", privilège si on veut être un mouchard, de trahir et de frapper ses camarades de prisons et, si on obéit loyalement aux chefs et gardiens, un marché noir de nourriture, de tabac et d'autres choses très lucratives pour le personnel des prisons, pas d'oreille réellement indépendante pour écouter les plaintes, mais une bureaucratie corrompue, aucune sanction si cette bureaucratie tue, vole, viole ou torture les prisonniers, des provocations permanentes et tout ce qu'on peut imaginer dans ce genre d'institutions.

La mutinerie de la prison de Carabanchel à Madrid qui commence le 31 juillet 1976 est considérée comme la première d'une nouvelle forme d'action, parce qu'en fait elle marque le début d'une organisation clandestine des prisonniers avec des revendications précises : amnistie générale, travail et liberté et un nouveau code pénal. Leur sit-in pacifique et leur occupation des couloirs, leur demande d'entrevue avec le ministre de la justice, la presse et le roi ne trouvèrent comme réponse qu'une attaque de la police des émeutes. Après 4 heures de lutte, les prisonniers se rendirent. Le jour suivant, ils furent tous battus, mis en cellule et 72 d'entre eux furent déportés par la Guardia civil à la prison d'Ocana. Bien que la sanction maximum fut de 40 jours, les sanctions réelles varièrent de 80 à 335 jours.

Hors des prisons, cette mutinerie n'eut guère d'échos. La seule réaction digne d'être mentionnée fut l'occupation de l'église de Moratalaz par les familles, amis et ex-prisonniers. C'est là que naquit l'idée de former une association qui fut légalisée plus tard en septembre. Elle était soutenue par des juristes. Des lettres écrites au roi et au ministre de la justice demandant une amnistie générale et de meilleures conditions furent les premières manifestations de ses activités. Au même moment, les prisonniers de Carabanchel formèrent le groupe clandestin "Presos Unidos Venceremos" (unis, les prisonniers

vaincront) qui réussira à organiser le boycott total du référendum du 18 novembre 1976 dans la prison. A la fin de décembre 1976, les prisonniers qui avaient été déportés à Ocana revinrent à Carabanchel et amenèrent avec eux le nom d'une nouvelle organisation "COPEL" (Coordinadora de los presos en luchas - Comité de coordination des prisonniers en lutte). Plus tard, au printemps de 1977, ils étaient capables de diffuser des brochures à l'extérieur de la prison, dans lesquelles ils expliquaient ce qu'était la COPEL et ce qu'ils désiraient : d'abord un statut légal pour la COPEL. Les adhérents et leur influence grandirent rapidement. Des actions commencèrent pour de petites revendications : vin avec la nourriture, plus de couvertures, téléphone, contrôle de l'État sur la nourriture, etc...

A la fin de février, quelques 300 prisonniers entament une grève de la faim pour protester contre des mesures prises contre une grève dans les ateliers des prisons au cours de laquelle sont intervenus, pour la première fois, des commandos fascistes de gardes et de prisonniers anti-COPEL. Plus de 50 prisonniers avaient été déportés à Ocana et Zamora pour tenter de détruire l'organisation de la COPEL, pour que la situation redevienne "normale". La police anti-émeute attaque les cellules des grévistes de la faim avec des gaz lacrymogènes et des matraques, jusqu'à aller aligner ceux qui sont déjà à l'hôpital contre le mur sous la menace des mitraillettes pour les effrayer. La police détruisit pratiquement tout dans l'hôpital. Quelques prisonniers qui étaient là parce qu'ils s'étaient taillés les veines essayèrent de se suicider. Après l'assaut, les prisonniers furent enfermés dans les cellules les plus basses qui sont très froides : on les y laissa mourir de faim, sans soins médicaux et sans pouvoir parler à leurs avocats. Les gardes étaient armés de gourdins et de pistolets ; tous les jours, la police venait. Le 26 février 1977, ils menacèrent de se suicider collectivement si aucune solution n'était apportée à leur situation.

Le premier acte public de solidarité avec les "droit commun" fut un meeting en mars 1977 à la Faculté des Sciences de l'Université de Madrid, auquel participèrent 500 personnes : famille, amis et ex-prisonniers y prirent la parole. Plus d'une centaine d'intellectuels, écrivains et artistes signèrent une déclaration publique de solidarité avec les prisonniers, donnant leur plein soutien aux revendications de la COPEL et demandant une amnistie générale et aux partis

politiques démocratiques de soutenir les "droit commun". Le meeting décida la constitution de l'AEPPE (Association pour l'étude des problèmes des prisons).

Le 4 mars, environ 200 personnes tinrent un meeting de solidarité dans une église à Vallacas : ils furent battus et dispersés par la police. Du 21 au 25 mars l'association Cultura y Derecho (association pour la culture et les droits de l'homme) organisa une semaine de solidarité. Toutes sortes de groupes politiques et de partis y étaient conviés, mais seulement 6 d'entre eux vinrent le dernier jour pour donner leur point de vue. L'AFAPE (Association de familiares y amigos de presos y expresos espanoles) déclara de nouveau publiquement qu'elle soutenait la plate-forme politique et les revendications de la COPEL.

Les organisations gauchistes ne donnèrent pas ouvertement leur position, même si elles ne prenaient pas une attitude nettement réactionnaire comme l'avait fait le PCE. La COPEL et les organisations sympathisantes continuèrent d'exposer le caractère fasciste de la police, des tribunaux et du système des prisons, toujours entre les mains des officiels franquistes, dans un nombre toujours plus grand de publications et d'interventions. La lutte des prisonniers n'eut pratiquement aucune incidence sur la campagne électorale commençant en mai 1977 : aucune de leurs revendications ne se retrouve dans les programmes politiques ou slogans des partis.

Le 6 juin 1977, 90 membres de la COPEL de la prison de Carabanchel entament une grève de la faim, en solidarité avec ceux qui sont emprisonnés à Ocana et qui subissent spécialement des mauvais traitements comme membres de la COPEL. La grève de la faim s'étend aux prisons de Barcelone, Bilbao, Grenade, San Sébastien, Pampelune et Alcalá. Elle se termine le 20 juin et, en réaction contre le fait que les partis ont complètement ignoré les droit commun pendant leur campagne, la COPEL lance un appel à ne pas prendre part aux élections. Le 18 juillet, une nouvelle mutinerie éclate à Carabanchel qui fait surgir la résistance à Yeserias, Badajoz, Murcie, Palma, Grenade, Alvalá, Melilla, Las Palmas, Séville, Oviedo et Barcelone. A Carabanchel, l'eau est coupée aux prisonniers et les négociations entamées avec les juristes de l'AFAPE sont stoppées, les meetings de solidarité sont réprimés avec violence. Mais, dans les autres prisons comme Cordoba et Barcelone, où la grève de la faim a commencé, la

lutte se poursuit. Cela amène les partis de gauche à condamner publiquement la violence de la police et à soutenir plus ou moins les revendications des droit commun.

En août, les prisons d'Alicante, Badajoz, Teruel, Bassauri, Zamora, Cordoba, Carabanchel et Cartagène entament une nouvelle série d'actions pour les revendications de la COPEL : occupations, grèves de la faim, suicides, grève des boutiques. Le 31 août, la réforme du règlement des prisons est publiée dans un bulletin gouvernemental officiel un mois après avoir été approuvé par le conseil des ministres. Cette réforme, un modèle de démagogie franquiste, est condamnée par l'AFAPE comme un nouveau mensonge : derrière les belles paroles sur l'observation des droits des prisonniers et les soucis d'une réhabilitation dont ne bénéficieront que les prisonniers déjà privilégiés. La réforme n'est guère plus qu'une tentative de briser la solidarité entre les prisonniers et d'empêcher la COPEL de devenir plus forte en entretenant l'illusion que la réhabilitation et les privilèges de quelques uns deviendront les droits de chacun. La pratique dans les prisons répond au même but : on promet n'importe quoi aux prisonniers s'ils renient la COPEL, car les privilèges et la réhabilitation doivent être payés de l'abandon de toute résistance. La réforme ne change rien pour 95 % des prisonniers, ex-paysans ou ex-ouvriers. La "ley de Peligrosidad Social" par exemple est maintenue ; c'est la loi qui rend possible de réinterner, comme "dangers sociaux", les prisonniers qui sont relâchés, mais qui ne peuvent retrouver du travail. Rien n'est fait au sujet de l'arbitraire, réservé à la direction de la prison dont les punitions prolongées sont dissimulées. Seulement les jours de travail, sont retenus pour la durée de la sentence ; si vous êtes malade pour n'importe quelle cause (par exemple accident du travail) ou si vous êtes mis au cachot, ces jours ne comptent pas.

Alors que l'appel pour une amnistie générale devient plus forte avec chaque action, chaque jour cette amnistie devient plus nécessaire : mutineries dans les prisons de Malaga, Séville et Saragosse, mutilations volontaires à Valence et Grenade, grèves de la faim à Barcelone et Séville ; les membres de la COPEL dans la prison de Bassauri menacent d'un suicide collectif ; dans les prisons de Bilbao, Cartagène, Ségovie, Séville, Palma de Majorque, Ocana et Malaga, il y a des troubles au début d'octobre ; partout des nouveaux noyaux de la COPEL sont formés, le nombre des sympathisants s'accroît ; des juristes

apportent plus nombreux leur soutien ouvertement aux revendications des "droit commun".

Le 14 octobre, les Cortès acceptent une nouvelle amnistie mais qui, de nouveau, est pour les prisonniers politiques encore en prison. Lors d'une conférence de presse, ce jour-là le sénateur Bandres déclare que cette décision vient trop tard et qu'elle est insuffisante. L'AFAPE, un groupe d'experts en droit pénal et criminologie, les militants pour une "justice démocratique", des représentants du personnel des prisons, des ex-prisonniers et des membres de la COPEL condamnent la nouvelle loi dans une conférence de presse. Ils déclarent : "Que signifie une décision qui n'est rien de plus que la négation des revendications justifiées de la fraction la plus oubliée et la plus réprimée de la population ?" Ils soulignent de nouveau que les prisonniers "sociaux" ont été condamnés en vertu de lois dictatoriales, par des tribunaux fascistes et avec l'aide des mêmes méthodes infâmes que les prisonniers politiques. Après la promulgation de la loi, partout en Espagne les prisonniers protestent par des actions dont le paroxysme est atteint par l'incendie de la cinquième galerie de la prison de Barcelone. Les prisonniers demandent, entre autre, le départ du directeur fasciste de la prison, une revendication qui est soutenue par l'aile militante de la CNT, par le Parti Socialiste de Catalogne, l'AFAPE et les comités de soutien de la COPEL. 14 prisonniers sont blessés par la police, ce n'est pas le directeur qui est muté ou renvoyé, mais la moitié des prisonniers de cette prison modèle sont déportés. En novembre et décembre de cette année-là, la résistance est quotidienne dans une trentaine de prisons.

En février 1978, la prison de Malaga brûle. Mais même les sénateurs Bandres et Xirinachs ont beaucoup de mal à rassembler les 24 signatures officielles des membres des Cortès nécessaires pour obtenir au moins un débat inscrit à l'ordre du jour sur les droit commun. Le même mois, le ministre de l'intérieur parle d'une loi pour empêcher que de plus en plus de prisonniers soient relâchés, en raison du surpeuplement des prisons (15 gardiens en moyenne pour 1.000 prisonniers). Que les Cortès peuvent faire vite s'ils le désirent, on en a la preuve lorsqu'ils approuvent une loi qui rend possible toutes poursuites par un prisonnier libéré contre la police, les tribunaux ou le personnel des prisons dont il aurait pu être victime, même si ces fonctionnaires sont coupables de meurtre. Comme pour les fascistes de feu Franco, le gouvernement n'essaie

même pas de sauver les apparences ; les fascistes ne peuvent pas perdre leurs positions présentes à cause de leur passé. Les prisonniers restent enterrés vivants dans les prisons ou battus "démocratiquement" dans les hôpitaux.

L'amnistie générale n'a pas fait un pas, en dépit des luttes de ces trois dernières années. Exceptées quelques concessions mineures, aucune revendications de la COPEL n'a été satisfaite. Ces revendications sont :

- une justice populaire ne servant pas les intérêts des classes dominantes,
- l'abolition des lois spéciales et des règlements du régime franquiste,
- que les tribunaux soient épurés de tous les officiels du franquisme,
- le contrôle des prisons par des comités populaires,
- en attendant une nouvelle réglementation, dans l'immédiat, de meilleures conditions, l'abrogation du régime cellulaire et des ateliers,
- conversion des prisons dans un système de prisons "ouvertes" ou un délinquant serait traité comme un être humain avec des besoins nécessaires et des droits qui seraient respectés en toute circonstances.

D'après ces revendications de la COPEL, il est clair que le mouvement des prisonniers se meut dans différentes directions en même temps. Ce n'est pas un mouvement homogène et uniforme, mais des gens et des luttes qui se meuvent entre les extrêmes d'un réformisme confortable et un violent radicalisme.

Ce qu'est le mouvement, ce qu'est la COPEL, c'est délibérément déformé par l'image que le régime essaie d'en donner à travers les médias. Les prisonniers peuvent mal se défendre contre cela car ils n'ont pas les moyens de clarifier à chaque fois ce qui s'est passé. Et les dirigeants utilisent ces luttes provoquées par eux-mêmes à leurs propres fins, pour faire croire au peuple espagnol qu'une méthode plus élaborée de surveiller les gens, des prisons modèles et "sociales" au lieu du contrôle policier serait la réponse aux problèmes actuels ; de même qu'un changement dans la répression.

Il est aussi difficile de saisir ce que le mouvement est présentement depuis que des politiciens réformistes essaient d'intégrer le mouvement en donnant des places de choix aux

membres les plus éminents de la COPEL dans leurs parades politiques pas du tout radicales ou subversives. L'État est aussi intéressé lorsqu'il suggère qu'il y a d'un côté la racaille des mutineries spontanées et, de l'autre, la COPEL comme un interlocuteur valable pour des négociations. Ce n'est pas du tout comme cela, et cela ne sera jamais comme cela. Si quelques membres de la COPEL commencent à délaissier les intérêts de tous et à accepter des compromis en prétendant - sans raisons - qu'ils représentent tout le mouvement, alors le mouvement aura changé de contenu et de forme : il n'aura plus de la COPEL que le nom. Cela voudra dire que le développement vers une sorte de bureaucratie syndicale aura commencé qui ne différera pas de ce qui se passe pour les autres organisations hors prisons. Seuls quelques radicaux peuvent encore combattre pour la liberté et pas pour quelques couvertures de plus ; et, avec eux, il n'y aura plus de négociations. Les prisonniers seront de nouveau des criminels qui devront accepter la culpabilité et la punition.

En ce moment, les choses n'en sont pas encore là et il n'est pas sûr que cela viendra, parce que l'illusion d'une "meilleure prison" est impossible, les tentatives passées et présentes en ce sens sont là pour le montrer.

**Anneke van Ammelroy** - janvier 1979.

## ANNEXE II

### Le mouvement des femmes en Espagne.

Le mouvement féministe apparaît - c'est-à-dire on commence à en entendre parler - quelques mois avant l'organisation des "journées catalanes de la femme" en mai 1976 à Barcelone. Ces jours-là, tous les groupes féministes d'Espagne ont pu se connaître un peu, échanger leurs points de vue, leurs expériences, analyser leur lutte spécifique en tant que femme et commencer à mettre sur pied des solutions concrètes. Cette organisation pratique touchait la contraception, l'avortement, les problèmes juridiques (divorce). Pour la première fois en Espagne, le problème du viol était posé publiquement.

De tous ces groupes féministes qui se sont alors développés rapidement dans toute l'Espagne après la mort de Franco, coïncident avec l'implantation des partis politiques et des syndicats, on peut dire qu'ils ont disparu aujourd'hui dans leur grande majorité. C'est seulement dans des grandes villes comme Barcelone, Madrid ou Bilbao qu'une lutte féministe continue activement.

A Barcelone, à partir des journées catalanes de la femme, s'est créée une coordination qui se compose actuellement de 56 groupes : OFR (Organisation Féministe Révolutionnaire), UAD (Union pour la Libération de la Femme), DAIA (Planning Familial), Femmes Libres, groupes d'université, groupes de quartiers, etc... La fonction de cette coordination est de promouvoir des campagnes pour la libération de la femme, unifiant les critères de tous les groupes qui la composent.

Jusqu'à présent, quatre campagnes ont été menées :

- Amnistie pour la femme,
- Sexualité,
- 8 mars (jour de la femme travailleuse),
- pour la constitution.

Pour la majorité des groupes, ces luttes sont envisagées à travers une analyse sexiste qui tente de s'opposer au pouvoir exercé par l'homme, proposant comme alternative l'égalité avec l'homme et la reconnaissance des droits fondamentaux de la femme. Il ne manque pas d'autres groupes qui proposent comme alternative la prise de ce pouvoir par les femmes (OFR par exemple). Peu nombreux sont les groupes de femmes qui

englobent leur lutte dans un mouvement social, envisageant leur lutte non contre l'homme, mais contre un système de vie déterminé.

Le mouvement féministe s'est développé surtout chez les femmes des professions libérales, chez les étudiantes, les universitaires, mais il n'a pratiquement aucune audience parmi les femmes ouvrières.

**Sere et Montse** - février 1979.

### ANNEXE III

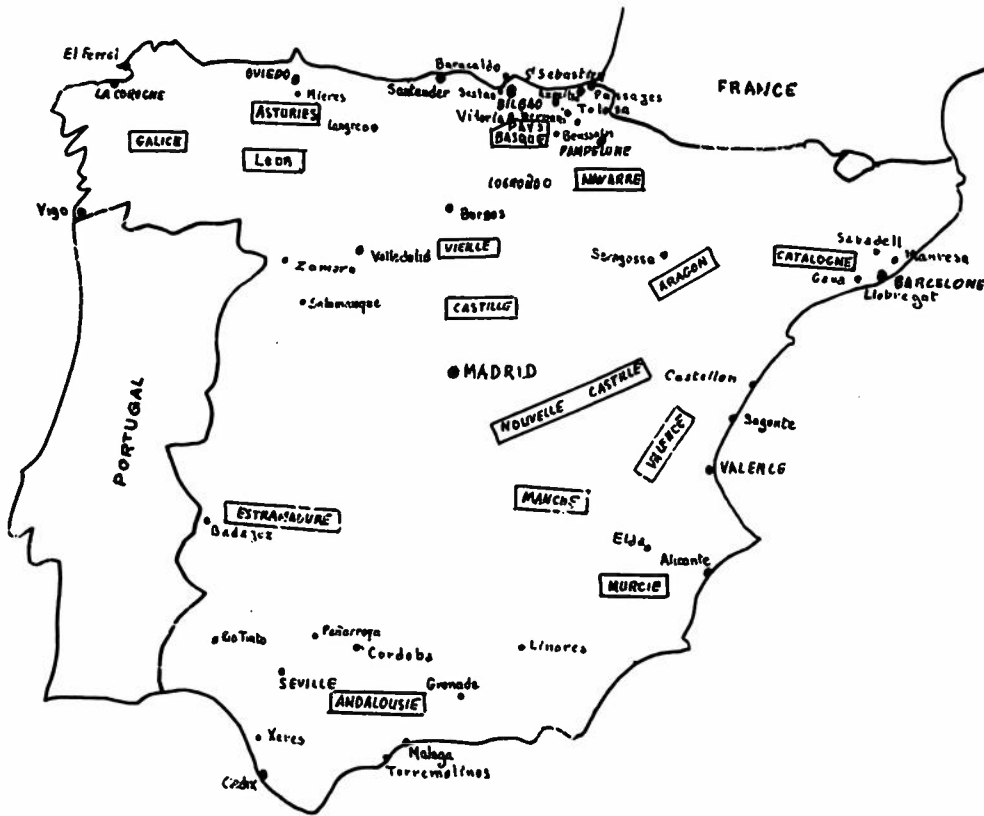
#### Données économiques comparatives

Nous avons retenu quatre pays: Espagne, France, Italie et Pologne, d'importance relative sensiblement identique et pour chaque pays seulement quelques éléments pouvant donner une idée toute relative de l'avancement du capital, et de ce que l'on appelle le "niveau de vie".

	Espagne	France	Italie	Pologne
Superficie (en km <sup>2</sup> )	504.750	547.000	301.000	321.520
Population (1976) en millions	36,67	53,00	56,17	34,36
Répartition de la population active				
- agriculture	25 %	12 %	15 %	32 %
- autres	75 %	88 %	85 %	68 %
P N B par tête (en dollars 1974)	2.490	5.068	2.706	-
Charbon (1976) (mille tonnes)	11.112	23.304	0,10	175.304
Électricité (1976) (millions de Kwh)	90.816	203.100	163.648	104.100
Acier brut (1976) (mille tonnes)	10.908	23.220	23.316	15.636
Acier (1973) (consommation par habitant en kg)	314	495	411	475
Ciment (1976) (mille tonnes)	25.296	29.508	36.324	19.800
Voitures (1976) production par 1.000	1.028.	3.384.	1.476.	280.
Véhicules en circu- lation (1973) par 1.000	5.000	18.000	15.000	1.100
Engrais azotés (1973) (mille tonnes)	753.	1.694	1.213	1.365.
T V par habitant 1973 (par 1.000)	164	250	208	170
Voitures (1973) (par 1.000 habitants)	109	277	245	23

ANNEXE IV

Carte d'Espagne (lieux cités dans le texte)



ANNEXE V

Cartes comparatives des luttes en 1950-61 et 1970-78



La carte 1 montre les lieux cités dans le texte qui ont été le théâtre de grèves ou autres mouvements sociaux pendant la période 1950-1961. La carte 2 contient les mêmes indications pour la période 1970-1978. On peut voir d'un coup d'œil la transformation économique de l'Espagne. Le capital - et la lutte de classe - dans une période à peine de 10 années se sont déplacés du Nord (Pays-Basque, Asturies et Catalogne) à tout le territoire de l'Espagne.



## ANNEXE VI

### Sigles utilisés dans le texte

ACNP - Asociacion Catolica Nacional de Propagandistas - Association de technocrates plus modernistes que ceux de l'Opus Dei.

CCOO - Syndicat contrôlé par le PCE et formé par la réunion des commissions ouvrières conquises dans les années 60. Leader : Marcelino Camacho.

CFDT - Syndicat français d'inspiration catholique et lié au Parti Socialiste (et aussi à des intérêts américains). A cause de sa tendance "progressiste", il a pu jouer un rôle d'intégration des militants surgis de mai 1968.

CNS - Central Nacional Sindicalista : syndicat vertical franquiste.

CNT - Confederacion Nacional del Trabajo - syndicat anarcho-sindicaliste.

CO - Commissions Ouvrières.

ETA - Organisation clandestine révolutionnaire basque avec deux branches : militaire et politico militaire (liée à la 4ème internationale trotskyste).

FAI - Fédération Anarchiste Ibérique - principal courant anarchiste traditionnel.

FRAP - Frente Revolucionario Antifascista y Patriota. Organisation d'inspiration maoïste orientée vers des formes terroristes.

HOAC - Hermandad de Obreros de Accion Catolica. Confrérie des ouvriers d'action catholique.

INI - Instituto Nacional de Industria. Fondé en 1941 sur le modèle de l'IRI italien pour promouvoir le développement industriel. Organisme d'Etat contrôlant près de 300 entreprises dans les secteurs clés de l'économie (mines, chimie, chantiers navals, etc...).

JOC - Juventud Obrera Catolica - Jeunesse ouvrière catholique.

OECD - Organisation économique de coopération et de développement : organisme économique de coordination du capitalisme occidental.

ORT - Organizacion Revolucionaria de Trabajadores; issue de groupes chrétiens progressistes, de tendance maoïste.

PCE - Partido Comunista Espanol. Leader Santiago Carrillo.

PNV - Partido Nacionalista Vasco : Parti National Basque, démocrate chrétien non séparatiste.

PSC - Parti socialiste de Catalogne : échelon catalan du PSOE.

PSOE - Partido Socialista Obrero Espanol : parti social démocrate rajeuni avec l'appui et l'argent du SPD allemand - Leader Felipe Gonzalez.

PSP - Partido Socialista Popular : sociaux démocrates de gauche. Leader Tierno Galvan.

PSUC - Parti socialiste unifié de Catalogne : échelon catalan du PCE.

PTE - Partido del Trabajo de Espana - ex parti communiste Espagnol (International) maoïste.

SEAT - Trust automobile espagnol lié à Fiat (36 %) et à l'INI (35 %) et à divers intérêts.

STV - Solidarité des Travailleurs Basques : syndicat séparatiste basque.

UCD - Union du Centre Démocratique - coalition centriste autour des intérêts américains notamment - leader Adolfo Suarez.

UGT - Union Générale des Travailleurs : syndicat social démocrate lié au PSOE.

UMD - Union Militaire Démocratique - organisation "progressiste" dans l'armée se situant elle-même entre la social-démocratie et la démocratie-chrétienne.

USO - Union Sindical Obrera devenue Union Socialiste Obrera, proche en tous points de la CFDT française.

---

Nous avons volontairement limité cette énumération aux sigles utilisés dans le texte sans vouloir faire notamment un panorama des groupes politiques qui ont pu foisonner dans les dix dernières années en Espagne et dont beaucoup ont aujourd'hui disparu. Ceux qui désireraient plus d'informations sur l'histoire politique de toute cette période peuvent s'adresser au

**CENTRO DE DOCUMENTACION HISTORICO-SOCIAL,**  
Apartado de Correos 22212 de Barcelona.

## ANNEXE VII

### Bibliographie

**Ouvrages de base** (consultés ou cités dans le texte) :

- Arrabal, Fernando : Lettre au Général Franco.  
Brenan, Gerald - The Spanish Labyrinth - Cambridge - The University Press - 1962.  
Castillo, Michel del - Le sortilège espagnol - Julliard - Paris.  
Gallo, Max - Histoire de l'Espagne franquiste - 2 vol. Marabout Université - Paris 1975.  
Huetz de Lempis - L'Espagne - Masson - Géographie des États - 1976 - Paris.  
Jeannesson - Espagne année zéro - Nathan - Paris 1977.  
Lorenzo - Les anarchistes espagnols et le pouvoir - Seuil - Paris - 1969.  
Maurin, Joaquim - Révolution et contre révolution en Espagne - Paris - Rieder - 1937.  
Mintz, Frank - L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire - Paris - Maspero - 1976.  
Nicolas L. - A travers les révolutions espagnoles - Poche - Belfond.  
Oller, Julio Sanz - L'espoir demeure - les commissions ouvrières - Lyon - Federop 1976.  
Richards, Vernon - Enseignements de la Revolution espagnole - Paris - 10/18 - 1975.  
Alba Suez - La Asociacion Catolica Nacional de Propagandistas - Ruedo Iberico - Madrid.  
Thomas, Hugh - La Guerre d'Espagne.  
**Brochures ou livres sur les mouvements de lutte**  
**Éditions Zero** - Artusamina 12 - Bilbao  
Luchas autonomas en la transicion democratica (2 vol.)  
Los ultimos anos del franquismo.  
**Éditions de la Torre** - Augusto Figueroa 17 Madrid 4.  
Ederle - Los conflictos laborales en 1976.  
Manuel P Izquierdo - De la huelga general a las elecciones generales.  
Grimaldos - Garcia - Contra el pacto de la Moncloa algunas respuestas de la clase obrera.  
Naranyo, Sainz, Cortes, Piqueras - Espedientes de crisis, La crisis economica y la regulacion del empleo.  
Presos en lucha.  
Alfonso Garran - Los movimientos campesinos.  
La vaguada es mestra - La lucha de un barrio contra la especulacion.

Fabregas - Gimenez - La huelga y la reforma, Sabadell, metal, otono 1976.

Gimenez - Roca, organizacion obrera y desinformacion. Los movimientos feministas.

**Éditions Paideia** - Apartado de Correos Madrid 3272.

Felipe Agnado Hernandez - Autonomia obrera una alternative.  
d<sup>o</sup> - La revolucion integral.

Escuelas en lucha.

**La Ediciones de la Piqueta** - Sesena 59 Madrid 24.

Isidiro Guardia Abella - Conversaciones sobre el movimiento obrero, entrevistas con militantes de la CNT.

**Textes généraux :**

Economic Survey - OECD - SPAIN - 1965.

Informacion sobre las limitaciones salariales derivadas del pacto de la Moncloa (secretraia juridica CNT).

Los pactos de la Moncloa - Informe n<sup>o</sup> 17.

Business International European Research Project.

Mutations de l'économie espagnole - 1956-1976 (Textes et documents) 193 - 3.11.1977.

Espagne 1962 (brochure d'ICO - Noir et Rouge).

**Textes sur la CNT**

Esoir.

Synthesis n<sup>o</sup> 6 - February 78 (CNT, a brief history - its organizational structure).

La lanterne Noire.

Solidarity (London).

Solidaridad Obrera.

Arena.

Action anarcho syndicaliste n<sup>o</sup> 2 - Pensée et Action.

**Sur l'histoire du PCE** on peut se référer à :

Sanz Oller (ouvrage cité) p 275 et s.

Santiago Carrillo ou l'histoire falsifiée - Fernando Gomez Pelaez (Interrogation n<sup>o</sup> 2 et éditions Noir).

J. Semprum - Autobiographie de Federico Sanchez.

**Textes sur les luttes récentes** (le plus souvent anonymes)  
Social struggles in Spain.

Misera del sindicalismo : la huelga de los trabajadores de Ascon.

La oca y su juego. La huelga de la Ceramica 9-17 -11-1977 Castellon.

Trabajadores en huelga.

Manuscrit trouvé à Vitoria - Los incontrolados.

Comunidad, construiremos barrios y ciudades nuevas.  
Nuestro Barrio es intolerable.

Un mundo sin dinero : el comunismo. Una propuesta anarcho-

comunista.

Sobre la delincuencia (etcetera).

Nuestra clase - Barcelone - mars 1977.

Lutte de classe (Catalogne 2-1972 ; Capitalisme en Espagne 2-71 ; Vigo 9-72 et 2-73).

---

### Quotidiens et revues consultés ou cités

(les références figurent en fin de chapitres ou peuvent être adressées sur demande)

**Quotidiens français** : Les Echos, le Figaro, l'Humanité, Le Monde, Libération, Paris-Midi.

**Quotidien anglais** : Financial Times.

**Quotidien espagnol** : El Pais.

**Revues françaises** : Cahier de Mai, Espoir, ICO, Idiot International, l'Internationale (un recueil des articles de cette revue de la période 36-39 doit être publié par Spartacus), Lutte de classe, La Lanterne Noire, Noir et Rouge, Pouvoir Ouvrier, Socialisme ou Barbarie, Spartacus (pratiquement dans chaque numéro des années 76-77 et 78).

**Revues espagnoles** : Ajo Blanco, Alarma, Askatasuma, Bicicleta, Cuadernos de Ruedo Iberico, Emancipacion, Presencia, Solidaridad Obrera, Teorica y Practica, el Topo Avizor, Union Obrera, La Vanguardia.

**Revues en anglais** : Arena, Solidarity.

---

Pour toute communication des textes en espagnol sur les luttes ou les groupes pendant le franquisme ou l'après franquisme, il est préférable de s'adresser au Centro de documentacion Historico-social - Apartado de Correos 22212 - Barcelone -

## ÉCHANGES ET MOUVEMENT

Échanges et Mouvement n'est pas un groupe traditionnel. Ce que nous appelons le «nouveau mouvement» n'est pas notre activité mais l'ensemble des luttes de toutes sortes menées par les intéressés eux-mêmes pour leur émancipation. Dans ces luttes, nous pouvons être individuellement impliqués, soit parce que nous appartenons à la collectivité en lutte, soit parce que nous participons à l'une ou l'autre de ces innombrables organisations temporaires créées au cours de cette lutte et seulement pour elle. Nous considérons que dans et en dehors de ces luttes, l'échange des informations, les discussions et approfondissements théoriques sont un instrument essentiel de notre propre activité et qui, éventuellement, peut aussi servir à d'autres. Les brochures dont la liste suit sont un de ces instruments. Le bulletin «Échanges» en est un autre (renseignements sur demande).

**Échanges et Mouvement**

B.P. 241

75866 Paris Cedex 18

France

### Ouvrages disponibles

- Pannekoek : Lenine Philosophe - 6 F.
- I.C.O. : Capitalisme et lutte de classe en Pologne - 20 F.
- H. Simon : Le 25 Juin 1976 en Pologne - 6 F.
- Anderson : Hongrie 1956 - 12 F.
- Brinton : L'irrationnel en politique - 4 F.
- I.C.O. : La grève généralisée en France Mai 1968 - 2,50 F.
- Collectif : Grèves à la «General Motors» Strasbourg - 3 F.
- C. Brendel : Thèses sur la révolution chinoise - 4 F.
- C. Brendel : Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne - 10 F.
- C. Brendel : Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, Juin 1953 - 5 F.
- Refus du travail (en anglais).
- Grève sauvage - Dodge Truck - Juin 1974. Collectif de Detroit. Traduit et publié en février 77 - 4 F.
- Un conflit décisif : les organisations syndicales combattent la révolte contre le travail. John Zerzan.

- Traduit et publié en Décembre 1975. 2 F.
- U.S.A. A changing reality. Écrit et publié par un collectif en Janvier 1977.
  - Sorcières, sages femmes et infirmières, de Barbara Ehrenreich et Deirdre English. Traduit et publié en Juin 1978. 6 F.
  - A l'Ouest, rien de nouveau ? Lutttes autonomes aux États-Unis, Octobre 1978 - 15 F.
  - Anciens numéros d'I.C.O. (n° 85 à 118 - avec des manquants).
  - En préparation : traductions de textes sur les luttes dans les usines automobiles des États-Unis, sur celles des camionneurs, etc..., ou des textes plus généraux ou historiques comme des passages ou la totalité du livre de Jeremy Brecher : Strike !

## SOMMAIRE

<b>I</b>	<b>RÉFLEXIONS SUR L'ESPAGNE</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>II</b>	<b>L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ESPAGNE JUSQU'EN 1939</b> . . . . .	<b>16</b>
<b>III</b>	<b>LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL</b> . . . . .	<b>26</b>
<b>IV</b>	<b>LA MUTATION DE LA CLASSE DOMINANTE ET LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES DE DOMINATION</b> . . . . .	<b>37</b>
<b>V</b>	<b>LES LUTTES OUVRIERES ET LE MOUVEMENT POLITIQUE ET SYNDICAL</b> . . . . .	<b>46</b>
	<b>1 - Les derniers sursauts de la guerre civile et la situation nouvelle (1939-1951)</b> . . . . .	<b>46</b>
	<b>2 - La première vague de grèves : mouvement des travailleurs et mouvement politique (1951-1961)</b> . . . . .	<b>47</b>
	<b>3 - L'industrialisation et l'explosion sociale (1962-1966)</b> . . . . .	<b>52</b>
	<b>4 - Les tentatives d'encadrement du mouvement ouvrier (1966-1972)</b> . . . . .	<b>58</b>
	<b>5 - L'ère des ruptures ouvrières (1966-1972)</b> . . . . .	<b>65</b>
<b>VI</b>	<b>LES CONFLITS DE BASE ACTUELS</b> . . . . .	<b>75</b>
	<b>1 - Lutttes sociales et luttes politiques</b> . . . . .	<b>75</b>
	<b>2 - La dialectique du "mouvement des assemblées" : illusions et réalités</b> . . . . .	<b>90</b>
	<b>3 - La mise en place des structures "démocratiques" d'encadrement</b> . . . . .	<b>97</b>
	<b>4 - Le pacte de la Moncloa : des travailleurs face au capital mondial</b> . . . . .	<b>103</b>

<b>VII</b>	<b>DIVISIONS ET DISPERSIONS : DES ILLUSIONS DE L'ANTI-FRANQUISE AUX ILLUSIONS DE L'APRES-FRANQUISE . . . . .</b>	<b>110</b>
	<b>1 - L'explosion des groupes et des comités . . . . .</b>	<b>110</b>
	<b>2 - Les comités de quartiers . . . . .</b>	<b>112</b>
	<b>3 - Le régionalisme . . . . .</b>	<b>115</b>
	<b>4 - La CNT et les organisations révolutionnaires . . . . .</b>	<b>120</b>
<b>VIII</b>	<b>NOUVEAU CAPITAL, NOUVELLES LUTTES : UNE GENESE LENTE, OBSCURE ET DIFFICILE . . . . .</b>	<b>135</b>

**ANNEXES**

<b>I</b>	<b>LIBERTAD O MUERTE : Les prisonniers espagnols contre les prisons et pour de meilleures prisons . . . . .</b>	<b>151</b>
<b>II</b>	<b>LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ESPAGNE . . . . .</b>	<b>159</b>
<b>III</b>	<b>DONNÉES ÉCONOMIQUES COMPARATIVES . . . . .</b>	<b>161</b>
<b>IV</b>	<b>CARTE D'ESPAGNE . . . . .</b>	<b>162</b>
<b>V</b>	<b>CARTES COMPARATIVES DES LUTTES EN 1950-61 et 1970-78 . . . . .</b>	<b>163</b>
<b>VI</b>	<b>SIGLES DES GROUPES OU ORGANISMES CITÉS . . . . .</b>	<b>164</b>
<b>VII</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE ET RÉFÉRENCES . . . . .</b>	<b>166</b>